

LES RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET LA POLOGNE

DE 1680 A 1683

PAR

S. RUBINSTEIN

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris.

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1913

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction réservés pour tous pays

Les Relations entre la France et la Pologne de 1680 à 1683

PAR

S. RUBINSTEIN

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris.



PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN
1913

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction réservés pour tous pays

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE

DOCUMENTS D'ARCHIVES

A. — MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

1° Autriche

Année 1680 : Vol. 49. — Correspondance diverse : lettres de Vitry à Louis XIV, de Louis XIV à Vitry, de Caprara à la Cour de Vienne, etc.

Année 1681 : Vol. 50, 397 f. — Correspondance entre le marquis de Sebbeville et Louis XIV, et des lettres de Sebbeville aux envoyés de France dans d'autres Cours.

Année 1682 : Vol. 53, 468 f. — Correspondance entre le marquis de Sebbeville et Louis XIV.

Année 1682 : Vol. 53, Supplément, 273 f. — Lettres diverses de Vienne envoyées par Verjus à la Cour de France.

Année 1683 : Première partie, vol. 54, 424 f., 110 pièces. — Correspondance entre le marquis de Sebbeville et Louis XIV, et autres lettres.

Année 1683 : Deuxième partie, vol. 55, 414 f. 154 pièces. — Correspondance entre le marquis de Sebbeville et Louis XIV, et autres lettres.

2° Prusse

Année 1680 : Vol. 14, 637 f., 133 pièces. — « Négociation de M. le comte de Rebenac, envoyé extraordinaire auprès de M. l'Electeur de Brandebourg. »

- Année* 1680 : Vol. 15 (*Brandebourg*), Supplément, 207 f., 85 pièces. — Lettres diverses.
- Année* 1681 : Vol. 16, 400 f., 119 pièces. — « Négociations de M. le comte de Rebenac, envoyé extraordinaire auprès de M. l'Electeur de Brandebourg. »
- Année* 1681 : Vol. 17, Supplément de 1681 à 1683. — 240 f., 102 pièces. — Lettres diverses.
- Année* 1682 : Première partie, vol. 18, 397 f., 63 pièces. — « Négociation de M. le comte de Rebenac pendant les six premiers mois de l'année 1682. »
- Année* 1682 : Deuxième partie, vol. 19, 338 f., 64 pièces. — « Négociation de M. le comte de Rebenac pendant les six derniers mois de l'année 1682. »
- Année* 1683 : Première partie, vol. 20, 495 f., 86 pièces. — « Négociation de M. le comte de Rebenac pendant les six premiers mois de l'année 1683. »
- Année* 1683 : Deuxième partie, vol. 21, 330 f., 64 pièces. — « Négociation de M. le comte de Rebenac pendant les six derniers mois de l'année 1683. »

3° Hongrie et Transylvanie

- Année* 1681 : Vol. IV, 446 f., 153 pièces. — Correspondance entre M. Akakia et Louis XIV, Akakia et Vitry, Akakia et Sebbville ; lettres de Tekely, de Jajgel, de Du Vernay-Boucault, de Abaffi, etc. (du mois de janvier 1681 à la fin du mois de novembre 1681).
- Années* 1681-1682 : Vol. V, 77 pièces (*Transylvanie*). — « Négociation de M. Akakia, envoyé extraordinaire, pendant les années 1681 et 1682 » (1); correspondance entre Akakia et

(1) Il y a une erreur dans les dates de ce volume, et, malgré qu'il porte l'inscription : « Années 1681-1682 », il ne comprend que la correspondance du 5 janvier 1680 au 20 novembre 1681.

Louis XIV; lettres d'Akasia à Colbert et aux ambassadeurs français en Pologne.

Années 1681-1683 (Transylvanie) : Vol. VI, 685 f., 215 pièces. — « Négociation de M. Du Vernay-Boucault, envoyé extraordinaire auprès du prince de Transylvanie, pendant les années 1681, 1682 et 1683 » ; correspondance entre Du Vernay et Louis XIV; lettres de Du Vernay à Colbert, à Vitry, à Jajgel; copies des lettres de Tekely, de Jajgel, de Guilleragues, etc., envoyées par Du Vernay à Louis XIV. — Du 2 janvier 1681 au 19 janvier 1682, Du Vernay écrit de Transylvanie; du 24 février 1682 au 10 décembre de la même année, il écrit de Pologne; du 11 décembre 1682 au mois de septembre, il écrit de Dantzig, Berlin, etc.

Années 1682-1683 (Hongrie et Transylvanie) : Vol. VII, Supplément, 220 f., 100 pièces. — Lettres de Tekely, de Jajgel, de Petrozzi, de Du Vernay, etc. (du 3 janvier 1682 au 24 décembre 1683).

4° Venise

Année 1680 : Vol. 105, 332 f. — « Négociation de M. de Varangeville, ambassadeur ordinaire, pendant l'année 1680. »

Années 1681-1682 : Vol. 106, 509 f. — Correspondance entre M. de Varangeville et Louis XIV, du mois de janvier 1681 au mois de mai 1682.

Années 1682-1683 : Vol. 107, 641 f., 193 pièces. — « Négociation de M. Amelot, ambassadeur ordinaire » (du mois de mai 1682 à la fin de l'année 1683).

5° Turquie

Années 1679-1683 : Vol. 16, 544 f. — Correspondance entre Guilleragues et Louis XIV; lettres de Guilleragues à Pomponne, à Colbert; mémoire donné par Louis XIV à Guilleragues, le 10 juin 1679 (f. 4-14); mémoire sur les affaires de Transylvanie (f. 193-201).

B. — ARCHIVES DE CRACOVIE

- 1° *Archives de X. X Czartoryski. — Teki Naruszewicza* (différentes lettres assemblées en volumes par M. Naruszewicz).
Années 1680-1681 : Vol. 178, 830 p., 185 pièces. — Relations de Proski, envoyé de Pologne à la Cour ottomane; circulaires et lettres de Jean III et de seigneurs polonais ; *Diarium Comitiorum* de la Diète de 1681 (p. 393-501) (1).
Années 1682-1683 : Vol. 179, 1.224 p., 236 pièces. — Même contenu que dans le volume précédent; *Diarium Comitiorum* de la Diète de 1683 (p. 227-334).
- 2° *Archives de l'Académie des Lettres. — Teki Rzymskie.* (Relations des nonces du Pape à la Cour de Pologne : lettres copiées aux archives de Rome par de jeunes historiens envoyés en mission par la Commission historique polonaise.)
Année 1680 : Vol. 92. — Relations de Martelli, nonce du Pape à la Cour de Pologne.
Années 1681-1682 : Vol. 93. — Relations de Pallavicini, nonce du Pape à la Cour de Pologne.
Années 1682-1683 : Vol. 94. — Relations de Pallavicini, nonce du Pape à la Cour de Pologne.
- 3° *Manuscrits de la Bibliothèque de Jagellon.* Mrs n° 1151 (liasse de diverses lettres détachées).

(1) La question de savoir comment étaient faits les comptes rendus des Diètes en Pologne n'est pas encore résolue. Il semble pourtant être sûr que ce n'étaient pas des comptes rendus officiels mais privés, rédigés soit pendant les délibérations ou à la maison seulement d'après des notes prises aux séances.

DOCUMENTS PUBLIES

- WALISZEWSKI (Kazimierz). — Archives du ministère des affaires étrangères : « Pologne », t. III (1680-83), Cracovie 1884. Publié par l'Académie de Cracovie dans la collection *Acta historica*, comme tome VII.
- KLUCZYCKI (Franciszek). — *Acta Joannis Sobieski*, relatifs à l'année 1683, Cracovie 1878. Publié par l'Académie de Cracovie dans la collection *Acta historica*, comme tome VI.
- HELCEL (Antony-Zygmunt). — *Lettres de Jean III à sa femme*. Bibliothèque « Ordynacya Myszkowckiej ». Cracovie 1860, Berlin 1867, in-8.
- Gazette de France* de l'année 1680 à l'année 1683.
- ZALUSKI (A.). — *Epistolarum historico-familiarium*. Brunsberg, 1709-61, 5 volumes.
- JABLONOWSKI (Alexander). — *Sources historiques*, vol. I, édition de 1876 de Varsovie, in-8.
- OSTROWSKI-DANEJKOWICZ. — *Swada polska i lacinska*. Lublin 1745, in-folio.
- Theatrum Europeum*, t. XII, édité à Frankfurt am Mein.
- MÆRNER. — *Kurbrandenburgs-Staatsverträge von 1601 bis 1700*. Berlin 1867, in-8.
- BEAUJEU. — *Mémoires*. Amsterdam 1700.
- DUPONT (Jean). — *Mémoires pour servir à l'histoire de la vie et des actions de Jean Sobieski*. Varsovie 1885.
- POMPONNE. — *Mémoires*. Paris 1868.
- Lettre sur les menées des Français avec les Turcs*. Ratisbonne 1683, in-16.

LIVRES PRINCIPAUX

COYER (Abbé Gabriel-François). — *L'Histoire du roi Jean Sobieski*. Amsterdam 1761.

DEICHES (Ernest). — *Koniec Morsztyna*. Cracovie 1894, in-8.

DU HAMEL DE BREUIL. — *Sobieski et sa politique* (Revue d'hist. dipl., t. VII et VIII, 1893-94).

IMMICH. — 1° *Geschichte des Europäischen Staatensystems*. Munich 1905, in-8. — 2° *Papst Innocent XI*. Berlin 1900, in-8.

KERVYN DE VOLKAERSBEKE. — *Sobieski et la mission de la Pologne*. Lille 1889, in-8.

KLOPP (Onno). — *Das Jahr 1683*. Gratz 1882, in-8.

WALISZEWSKI (Kazimierz). — *Marysienka*. Paris 1898, in-8.

INTRODUCTION

Vers 1680, la Pologne était sollicitée, d'un côté, par la politique française, de l'autre par la politique autrichienne. A travers elle s'infiltraient de vastes intérêts politiques qui avaient besoin de se faire jour.

Ces grands courants d'ambition européenne cherchant à faire de la Pologne l'instrument de leurs visées n'étaient pas la seule menace pour ce pays voué à l'inquiétude. Il avait à se défendre contre d'autres ennemis, contre des voisins immédiats dont les menées et les incursions continuelles alarmaient ses frontières. Les Cosaques, en particulier, créaient, à son côté, un foyer d'agitation où le feu de la guerre couvait sans cesse. Ils fatiguaient la résistance polonaise, avec une opiniâtreté aussi impitoyable que celle montrée par les Turcs. La Pologne était appelée à supporter la poussée de l'Orient russe, comme elle était appelée à supporter celle de l'Orient ottoman. Sa situation géographique la mettait en face des dangers que l'Europe redoutait le plus : c'est elle qui en subissait le premier choc. Et en même temps, par derrière, précisément à cause de l'importance qu'elle prenait par là, la France aurait voulu régler là ses actions selon son désir.

Dès le commencement du dix-septième siècle, nous

assistons à une série de péripéties, dans lesquelles ces divers facteurs donnent, coup sur coup, et au milieu desquelles la Pologne se débat cruellement.

C'étaient d'abord les révoltes continuelles des Cosaques de l'Ukraine qui, soumis à la Pologne et en guerre avec elle, réclamaient le soutien du tsar Alexis Mikhaïlowicz. Leur cause devenait ainsi la cause de toute la Russie, qui allait peser sur la Pologne.

Défaits en 1648 par le chef des Cosaques Bohdan Chmielnicki, les Polonais reprennent l'avantage en 1651 à Beresteczko. En 1664, la situation se complique. Dans l'Ukraine se produit une division et l'hetman de l'Ukraine occidentale, Doroszenko, se met sous la protection de la Porte, qui prend en main la cause de l'Ukraine contre la Pologne. Les Turcs déclarent la guerre à la République et, vainqueurs, l'obligent en 1672 à signer le traité de Buczacz qui reconnaissait à Doroszenko la suzeraineté de l'Ukraine sous le contrôle de la Turquie, à qui restaient en outre une partie de la Podolie et Kamienietz. Un tribut de capitulation de 80.000 ducats fut aussi payé aux Turcs; et la promesse d'un tribut annuel de 220.00 ducats leur fut consentie.

En réalité, une paix aussi dure ne pouvait être qu'un témoignage de haine sans merci. A peine avait-elle la valeur d'une trêve éphémère. Un an ne s'était pas écoulé que la Pologne résolut d'en secouer l'humiliation. Jean Sobieski prit les armes contre les Turcs en 1673 et les battit à Chocim, mais ce ne fut qu'après la victoire de Zurawno, en 1676, que les Turcs se déci-

dèrent à entrer en pourparlers. Mais les conditions de paix durent répartir les charges de la guerre. La Porte renonça à la redevance annuelle de 220.000 ducats; par contre, elle gardait une partie de l'Ukraine et de la Polodie. La forteresse de Kamienietz ne revint à la Pologne que vingt-trois ans plus tard, en 1699.

Jean Gninski, palatin de Culm, vint, au mois d'août 1677, discuter les clauses d'un traité entre la Pologne et la Turquie, à Constantinople. Le 8 mars 1678, la paix fut signée, mais elle devait être encore ratifiée par la Diète polonaise et la Diète de 1679 refusa de ratifier le traité, sachant bien que les Turcs ne manqueraient de se saisir de la première occasion pour attaquer à nouveau la Pologne. A ce moment la République devait déjà avoir le sentiment du destin hasardeux qui planait sur elle et prévoir qu'elle n'en écarterait les risques qu'à force de souplesse et de promptitude. Pour sauvegarder le pays, le roi résolut de faire une sorte de croisade contre les Infidèles. Son caractère à la fois mystique et guerrier s'y prêtait. Mais la Pologne ne pouvait songer à se lancer dans une entreprise de cette importance sans être d'accord avec ses voisins d'Occident. Elle voulait s'allier les Moscovites en première ligne et gagner ensuite l'appui de la France, de l'Autriche et de Rome. Deux hommes furent chargés de jouer en Autriche, en Italie et en France la gageure délicate de gagner à la Pologne des appuis qui ne fussent pas des contraintes. Avec les Moscovites, les pourparlers se poursuivaient depuis longtemps. Le prince de Radziwill partit pour Vienne et pour Rome. Morsztyn partit pour Versailles. La sécurité de la Pologne exigeait que cette entente

aboutit au plus tôt : reprendre Kamienietz, reconstruire la frontière polonaise jusqu'à un fleuve, correspondait pour elle à un besoin vital.

Voilà quels étaient, au seuil de l'année 1680, les événements qui occupaient la Pologne : voilà quelle était la mission qu'elle s'était tracée et de quelles incertitudes son exécution se trouvait entourée. D'aussi graves conjonctures, un concours si complexe de devoirs, de probabilités, d'espérances, de convoitises ne pouvaient manquer de se refléter à la Cour même du roi de Pologne, dont les déterminations devaient être l'objet de sollicitations nombreuses, de conseils constants et souvent contraires.

Avant d'être élu roi, Jean III avait rempli les fonctions de grand général et de grand maréchal. Il était, on peut le dire, fils de ses œuvres. Ses parents étaient riches, Mais la fortune n'avait pas été pour eux un prétexte d'oisiveté. Ils avaient élevé leurs enfants dans le goût de l'effort et la recherche du mérite. La situation qu'ils occupaient leur avait permis de tourner ce goût et cette recherche vers des travaux désintéressés, vers des fonctions ne relevant que du caractère et de l'honneur. La devise favorite à cette famille et que la mère employait était. « *O quam dulce et decorum pro patria mori.* » Jean III régla sur elle toute sa vie. Sa mère, en envoyant ses fils combattre, avait coutume, aussi de leur dire, en leur montrant les emblèmes de la patrie : « *Vel cum hoc, vel super hoc.* » « Où avec eux ou au-dessus d'eux. » (1)

(1) Korzon : Dola in niedola Sobieskiego, t. I, p. 7.

Cet idéal, noble et opiniâtre, s'accompagnait chez Jean III de profondes convictions religieuses. La tournure de sa foi était assez singulière : il y mêlait les plus impétueux élans, de ces élans mystiques qui dépassent l'observance docile des rites et des coutumes, à des superstitions pénétrées de matérialisme. Par exemple, il croyait à l'apparition des phénomènes réels, dont certains objets pieux étaient le séjour privilégié. Il croyait qu'on voyait apparaître la sueur du Christ sur un tableau fameux, à Lublin ; ou que les cicatrices de ses mains et de sa poitrine, à certaines occasions, se rouvraient et que le sang en coulait (1). Un pareil mélange d'idéalisme emporté et de superstition fit de Sobieski un catholique militant. Tout enfant, Jean III fit partie d'une association inspirée par l'ordre des Jésuites. Il avait un cousin qui appartenait à cet ordre et que son père lui recommandait de fréquenter (2). Il eut plus tard un confesseur également Jésuite.

Toutes ces conditions, tous ces principes, tous ces exemples valurent à Jean III une éducation stricte et sévère. L'instruction qui s'y ajouta fut celle qui correspondait à une entente de la vie, où les vertus du caractère étaient mises plus haut que les mérites de l'intelligence et où toute la culture visait avant tout à assurer la morale et la religion qui étaient chargées de la régler. Jean III reçut, comme tous les jeunes gens de ce temps, une forte instruction latine. Cependant les circonstances, les rencontres, les péripéties d'une existence

(1) Lettre de J. III à Marie-Casimire, du 29 mars 1666. Ed. Helcel, n° 59, p. 64.

(2) Korzon : *Dola i niedola Sobieskiego*, t. I, p. 15.

active et même agitée, l'entraînèrent à élargir, dans un but pratique, les limites de ses connaissances. Il acquit une culture française très soignée, fut versé dans la langue allemande, connut même un peu l'anglais. Mais surtout il s'initia aux mœurs et aux idiomes de l'Orient. Il y fut, pour ainsi dire, contraint. En 1653, il fut fait prisonnier par les Turcs. Puis, en 1654, il retourna à Stamboul, par loisir et divertissement, s'étant joint, sans aucune qualité et, comme nous dirions, incognito, à l'ambassade de Bieganowski. Il y séjourna près de deux mois, du 29 mars au 21 mai 1654 (1).

Il avait, à n'en pas douter, une vive curiosité d'esprit, propre à atténuer ce que le fond de sa nature, dominé par une éducation rigoureuse, eût comporté d'un peu rigide et d'immobile. Dès qu'on put en apercevoir les témoignages, sa volonté apparut, à la fois rude et encline à l'abandon. Rude dans l'apparat des fonctions et devant la nécessité de commander, abandonnée dans l'intimité de la vie privée. C'est là un trait de caractère assez fréquent chez les hommes formés avec persévérance au devoir, et surtout au devoir militaire. Ce vaillant chef, si désintéressé du soin de sa personne, lorsqu'il s'agissait de combattre, si prompt à sauter à cheval, à courir au feu, à oublier ses maux physiques et les vanités, étalait parfois, à plaisir, un orgueil farouche de soudard: le vin le dégoûtait; l'ivresse lui faisait horreur, et il faisait défoncer des foudres et s'enivrait en compagnie, comme s'il eût trouvé dans cette débauche volontaire le moyen d'affirmer sa force, là où d'or-

(1) Korzon: *Dola i niedola S.*, t. I, p. 28.

dinaire il était tenté de la perdre (1).

Jean Sobieski épousa une Française, Marie-Casimire d'Arquien. Ce fut, à l'origine, un roman tendre et contrarié. Marie-Casimire était fille d'un capitaine des gardes de Monsieur, Henri de la Grange d'Arquien, homme de petite noblesse et de petite fortune, chargé, par surcroît, d'une famille nombreuse. Marie-Casimire eût été vouée à la vie modeste et assez récluse d'une fille trop pauvre et de trop petite noblesse pour tenir rang à la Cour, si des circonstances inespérées ne l'avaient brusquement enlevée à cette modeste destinée. La reine de Pologne, Marie-Louise de Gonzague, qui eut occasion de la voir, fut séduite par sa grâce et, au moment de quitter la France pour la Pologne, obtint de l'emmenner avec elle. L'enfant avait alors quatre ans. Elle connut Jean Sobieski, quand elle avait quatorze ans. C'était alors, une jeune fille qui charmait par sa fougue puérile en même temps qu'elle faisait preuve d'une ténacité inquiétante. Sa beauté reflétait ce double penchant. Marie d'Arquien avait le visage plein de douces inflexions, plein de sourires; mais ces jeux affables et capricieux de physionomie, au lieu de suppléer à la perfection des traits et de s'allier à une figure plus jolie que belle, reposaient sur un masque régulier qui savait être imposant et solennel. Ainsi s'alliaient en cette adolescente les marques de l'enjouement le plus familier et les signes d'une volonté indomptable. Elle entendait défendre et servir sa personne et y contraindre les autres. Qu'était son cœur? Il semblait avoir de grandes générosités; pourtant elles ne concouraient qu'à sa

(1) Korzon: *Dola i niedola* S., t. I, p. 28.

propre satisfaction; la séduction, le rayonnement qu'il exerçait répandaient une invincible tendresse; le résultat n'en était peut-être, pour les autres, que de la servitude et pour elle que de l'orgueil.

Lorsque Jean Sobieski la rencontra, il subit aussitôt l'influence de son charme mobile et insidieux. Elle-même ne fut point insensible à ce que la personne du jeune guerrier dégageait de gravité et de noble ambition. Malheureusement l'espérance seule occupait sa vie. Ni par son nom, ni par son rôle il n'était digne encore de retenir l'attention de la reine de Pologne et de répondre aux projets qu'elle pouvait former sur sa protégée. Deux ans après, Marie-Casimire d'Arquien épousait le descendant d'une des premières familles en Pologne, le comte Zamojski. Devenue veuve, Marie-Casimire épousa, en 1665, l'affectionné et le passionnément amoureux Jean Sobieski.

Celui-ci subissait toujours, plus ou moins son influence. Or, au début de l'année 1680, les intérêts privés de la reine, s'accordaient heureusement avec les idées politiques du roi. Nous verrons les griefs personnels de Marie-Casimire contre Louis XIV et comment elle porta vers l'Autriche ses sollicitations et ses espoirs déçus. Nous la verrons aussi persuader Jean III de ses propres ressentiments et l'engager à la suivre dans ses sympathies. Mais le patriotisme du roi et ses projets de guerre sainte l'obligeaient à s'éloigner de la France pour s'allier à l'Empire. Léopold I^{er} était en effet le seul des princes chrétiens directement menacé par les Turcs et comme tel uni au roi de Pologne par des intérêts communs. D'autre part, les vastes projets de Louis XIV

sur la Maison d'Autriche, ses rêves ambitieux lui faisaient exploiter habilement les perpétuelles menaces des Turcs. Il tenait l'empereur en haleine, par la crainte, et redoutait surtout une guerre orientale qui permettrait la jonction des armes de l'Autriche avec la Pologne. Et les idées politiques de Jean III déterminèrent ses alliances et son patriotisme et non son affection pour Marie-Casimire expliquent sa rupture avec la France et son rapprochement de l'Autriche.

Le marquis de Vitry et l'évêque de Beauvais, envoyés de Louis XIV à la Cour de Pologne, ne le comprirent jamais. Alors même que les idées belliqueuses de Jean III se précisaient de plus en plus, ils restèrent persuadés que la seule cupidité et le désir de satisfaire comme tel uni au roi de Pologne par des intérêts communs déterminaient ses actions. Ils prodiguaient l'or et les promesses pour le ramener à Louis XIV. Ils essayaient de le convaincre qu'il ne retirerait aucun avantage personnel de son alliance avec l'Autriche, alors que, depuis longtemps déjà Jean III ne pensait qu'au péril national.

Sobieski ne fit rien pour détruire ce perpétuel qui-proquo qui explique toute la politique de 1680 à 1683 et qui se joue autour du parti de l'opposition. Jean III couva ses plans en secret. Peu à peu il prit conscience des moyens qui s'offraient à lui pour arriver à la guerre, des difficultés qui l'attendaient et des forces dont il pouvait disposer.

Cependant Vitry et Beauvais travaillaient la noblesse au sein même de la cour de Varsovie et s'efforçaient de la gagner à Louis XIV. Le roi de Pologne,

nous le savons, était obligé de compter avec les seigneurs et les prélats, membres de la Diète. De par la Constitution polonaise, il ne pouvait rien décider sans leur assentiment et il suffisait du mauvais vouloir de l'un d'eux pour provoquer la rupture de l'Assemblée délibérante et annuler par là même toutes les propositions du souverain. Louis XIV le savait bien et c'est pourquoi il espérait dans le parti de l'opposition, pourquoi il ménageait la haute noblesse à l'égal du roi et pourquoi il mit en elle toute sa confiance quand il n'eut plus rien à espérer de Sobieski. Mais si la cupidité des seigneurs les livrait à la France, leur ambition et l'amour des honneurs les ramenaient au roi qui, seul, disposait des hautes charges et les distribuait lors de l'ouverture des Diètes. Nous les verrons donc au moment décisif, se rallier à Sobieski, tromper l'attente de Louis XIV et prouver ainsi combien fragile était en Pologne l'appui de la noblesse. Jean III eut le mérite d'exploiter habilement l'ambition des seigneurs et la fragilité de ce parti qui lui était connue.

La Diète de 1681 lui sera une première expérience. Elle lui permettra de mesurer ses forces, d'escompter les chances de succès de ses adversaires. Après la rupture de cette Diète, il se relèvera d'un premier échec dû au hasard des circonstances, plus sûr de lui, plus décidé que jamais à agir.

La conscience du péril national de plus en plus imminent, le secours venu de Rome, l'aideront à sortir de lui-même et dans cette lutte finale contre la France, son mysticisme de chrétien, ses rêves d'épopée chevaleresque et son patriotisme lui permettront de résister

par la seule force de son prestige moral et de la terreur qu'il saura inspirer aux tentatives désespérées de ses ennemis devenus redoutables.

Ainsi, pendant le courant de ces trois années, le caractère de Sobieski s'élève à la hauteur des circonstances et comme contre-partie à cette noble évolution, Vitry demeure figé dans son aveuglement et explique par des mesquines ambitions privées les généreuses visées du Souverain.

CHAPITRE PREMIER

LES INTÉRÊTS POLITIQUES DE LA RÉPUBLIQUE ET DE LA COUR DE POLOGNE

Une antipathie naturelle et surtout la conscience des intérêts véritables de son pays déterminèrent Jean III à lutter contre les Turcs, ennemis séculaires, déjà vaincus mais toujours redoutés.

La guerre ottomane fut, nous le verrons, l'idée fixe de tout son règne, le but vers lequel tendirent ses alliances et ses efforts. Il dut batailler au sein de son propre royaume pour décider son peuple à la croisade. La noblesse ambitieuse et égoïste qui partageait ses droits politiques, les sénateurs et ministres, membres de la Diète, ne goûtaient pas, en effet, son enthousiasme belliqueux. Sobieski dut aussi lutter au dehors pour aboutir à une entente avec l'empereur, pour vaincre les défections sans cesse renouvelées des Moscovites, ses alliés naturels, pour résister aux séductions de Louis XIV dont les vastes projets en Autriche s'opposaient à toute ligue offensive et défensive.

Pour ces raisons, et d'autres encore : pauvreté de la Pologne, faiblesse de l'Empire, indifférence des puissances européennes, Jean III se montre inquiet de la guerre. Il évite une rupture immédiate avec les Ottomans, il ménage Léopold I^{er} et le roi de France, il

envoie des ambassadeurs, il entame des pourparlers. Lutte discrète, mais désespérément poursuivie, avec une ténacité à toute épreuve et une volonté de plus en plus consciente de sa force et de ses droits. Lutte fervente et continue.

Sa force et ses droits, Sobieski les tenait de ce fait même que la guerre avec les Turcs était devenue indispensable au salut de la République. Ces fanatiques ennemis de la Pologne, avides de pillage et de nouvelles conquêtes, étaient vraiment redoutables. Sans cesse aux prises avec les Moscovites, les Hongrois, les Autrichiens, tous impuissants à se défendre, ils pouvaient d'un jour à l'autre triompher de leur faiblesse. Les Turcs s'établiraient alors aux portes même de la Pologne, ils l'enserreraient de toutes parts, et il leur serait d'autant plus facile de la réduire qu'ils s'étaient établi de fortes citadelles dans l'Ukraine et qu'ils intervenaient en Hongrie. La prise de Kamienietz avait jeté l'alarme au sein de la République et la Diète de 1679 avait investi le roi du pouvoir de s'allier aux Moscovites alors en guerre avec les Turcs. Sobieski travaille à la conclusion de la ligue qui traîne en longueur, grâce aux Moscovites, et sa lettre du 4 juin 1680 au sous-chancelier de Lithuanie nous montre combien cette affaire lui tient à cœur. Il déplore les progrès incessants de l'ennemi, la mauvaise foi aveugle de ceux qui résistent à ses avances :

« ...Nous avons, dit-il, par le Palatin de Russie, des nouvelles de l'Ukraine, qui nous apprennent que les

Turcs ont amené 100 canons dans la forteresse même de Kamienietz, que les troupes y arrivent continuellement, qu'elles se rendent de là à Bar et dans d'autres forteresses, et qu'à Niemirow elles sont nombreuses. Et les Moscovites, ajoute-t-il, sont si aveugles qu'ils ne voient pas l'intérêt qu'ils auraient à s'allier avec nous... (1). »

Les Turcs accroissaient en effet leurs domaines territoriaux et leur prestige par de violentes et multiples incursions; ils devenaient de plus en plus agressifs: « ...J'ai reçu plusieurs visites du résident de Pologne, qui est fort maltraité; le vizir ne lui fait aucune réponse et n'exécute aucun article de capitulation », écrit à Pomponne, le 8 février 1680, Guilleragues, ambassadeur extraordinaire de Louis XIV à la Porte (2). Et le 24 mai 1680, ce même Guilleragues, après avoir témoigné des bonnes intentions de l'envoyé polonais à Constantinople, disait à Louis XIV: « ...Il est presque impossible de prendre des mesures certaines avec ce grand-vizir qui exerce des cruautés contre tous les chrétiens qu'il hait... (3). »

Cette hostilité de la Porte s'explique par ce fait que les Turcs n'ignoraient pas la faiblesse de ceux à qui ils s'adressaient: « ...Le résident de Pologne croit que les Turcs savent bien les divisions et les invasions différentes qui troublent le Royaume. Ils pour-

(1) Arch. Czart. Teki Naruszewicza, vol. 178.

(2) A. E. Turquie, vol. 16, f. 63. Guilleragues à Pomponne.

(3) A. E. Turquie, vol. 16, f. 97. Guilleragues à Louis XIV.

raient penser à faire quelque entreprise... (1). » Mais à la vérité, ils s'épuisaient dans des luttes continuelles, ils n'étaient plus les ennemis redoutables du passé et la terreur qu'ils inspiraient encore s'expliquait par des récits exagérés de gens épouvantés.

Proski, délégué polonais à la Porte, le mande à Jean III pour l'encourager : « ...Ils ne sont puissants, ni sur terre, ni sur mer ; ils ont été décimés dans la guerre avec la Moscovie et, s'ils possèdent 15 vaisseaux de guerre, il y en a à peine 7 ou 8 prêts au combat. Le moment est venu de se liguer contre eux... (2). »

Et le roi craintif sent renaître son ambition chevaleresque de guerrier chrétien ; il essaye de la faire partager aux Cours étrangères. Michel Radziwill est envoyé à Rome et en Autriche ; Morsztyn, le Grand Trésorier d'État, en France. Comme le roi nous l'apprend lui-même dans sa lettre à l'évêque de Przemysl, il passe son temps en pourparlers avec les délégués moscovites ; il part en Russie surveiller les troupes tartares et turques qui, sous prétexte de délimiter la Podolie et d'approvisionner Kamienietz, y arrivent en masse. Enfin le Trésor d'État ne pouvant suffire aux dépenses occasionnées par ces entreprises, il avance de sa propre fortune pour satisfaire son ambition politique (3).

(1) A. E. Turquie, vol. 16, f. 157. Guilleragues à Louis XIV, le 31 juillet 1681.

(2) Arch. Czart., vol. 178. Proski à J. III, 2 juillet 1680.

(3) Arch. Czart., vol. 178. Jean III à l'évêque de Przemysl, 10 septembre 1680.

Cependant les empiètements territoriaux des Ottomans croissaient de jour en jour avec leur arrogance, et Jean III, renseigné par Proski, avait toute raison de les craindre. Nous le verrons dans la suite de ce travail, le roi pusillanime et quelque peu replié sur lui-même, mûrit en secret ses projets : il a besoin des circonstances pour se risquer dans l'action, et toujours les hommes et les choses l'ont porté vers cette croisade qu'il désirait en dépit des obstacles. Pour l'instant, c'est Proski qui lui mande son entrevue avec le grand-vizir et comment on l'a froidement reçu à la Cour ottomane. Il a réclamé : 1° L'entente cordiale entre la Pologne et la Turquie. On lui a répondu par un silence. 2° Une nouvelle délimitation de la Podolie et l'évacuation par les Turcs de Czortkow et de la moitié du district de Trembowla dont la Porte s'était injustement emparé. Cyniquement, le grand-vizir lui a dit que de vaines suppliques ne sauraient modifier un fait accompli. 3° La mise en liberté des prisonniers polonais et la fin des incursions tartares en Pologne. Nouvelle réponse du vizir, nouvelle ironie cinglante.

Et Proski termine sa relation. « ...En fidèle sujet de Sa Majesté et de la République, j'avertis qu'il faut se méfier des Turcs et se tenir prêts, car aussitôt leurs différends terminés avec les Allemands, ils ne manqueront pas de se tourner contre la Pologne... Le grand-vizir a donné ordre au hospodar de Wolynie de reprendre toute l'Ukraine, ne nous laissant que Pawolocz

et Biala Cerkiew (1). »

Le 11 août de la même année, Alexandre Balaban écrivait de Jassy à Jean III que le hospodar de Moldavie était arrivé à Constantinople le 23 juillet, qu'il avait obtenu une audience du tsar et du grand-vizir le 28, qu'il était reconnu comme hospodar de Wolynie et possesseur non tributaire de l'Ukraine, pourvu seulement qu'il assemble une forte armée (2).

Ainsi les Turcs, toujours disposés à conclure une alliance avantageuse, se font des partisans chez les Slaves, et le roi de Pologne, si peu sûr lui-même, de sa noblesse indépendante et de ses voisins ambitieux et faibles, s'inquiète de plus en plus.

Mais que peut-il seul contre l'Orient? Les provinces polonaises qui jouissent d'une certaine autonomie n'ont pas assez le sentiment national pour sacrifier leur intérêt privé à celui de la patrie. C'est ainsi que la Lithuanie réclame pour ses 12.000 hommes disponibles la moitié des subsides fournis par les princes chrétiens (3). Cet égoïsme local se complique de celui des puissances étrangères. Les Moscovites, qui espèrent tirer plus d'avantages du côté des Turcs que de celui des Polonais, refusent de s'engager avec ces derniers (4), et sans eux Jean III peut-il vraiment

(1) Arch. Czart., vol. 178. Proski à Jean III, 6 août 1681.

(2) Mrs Jagell, n° 1151, lettre 12.

(3) *Gazette de France*, Varsovie, 16 mai 1681.

(4) *Gazette de France*, Varsovie, 29 avril 1681.

agir ? Les Moscovites sont, en effet, avec les Autrichiens, directement menacés par les progrès des Ottomans, et s'ils n'ont pas le courage de sacrifier l'intérêt du moment à celui de l'avenir, que pourra-t-on attendre des autres puissances ? L'Autriche, il est vrai, menacée de tous côtés par les révoltes des Hongrois, les attaques répétées des Ottomans secrètement encouragés par Louis XIV ; l'Autriche, devenue le jouet de la politique française, vainement implorait le secours de Jean III.

Le roi de Pologne ne se sentait pas naturellement attiré vers l'Empereur. Ce dernier était en guerre avec la France, dont les intérêts prévalaient à la Cour de Varsovie sur ceux de l'Autriche. Il finit néanmoins par prêter une oreille attentive aux sollicitations venues de la Cour de Vienne, tant par l'entremise du nonce du Pape que par celle du résident de l'Empire, Zierowski.

Pour Sobieski, il était à craindre que l'Empereur effrayé de l'ambition de Louis XIV, ne fit à tout prix la paix avec les Turcs. Ces derniers n'ayant plus à lutter contre les Autrichiens tourneraient alors leurs armes contre la Pologne. Il ne fallait pas non plus que la guerre ottomane se poursuivît en Autriche et que les Turcs s'emparassent de Vienne et de la Hongrie. C'était alors l'ennemi aux portes de Cracovie. De ses serres puissantes, il pénétrait de toutes parts la République enclavée.

Or le résident de l'Empereur à Constantinople semblait à ce moment décidé à traiter avec le grand-vizir. Guilleragues l'écrivit à Pomponne le 24 novembre

1681 (1); il le répète à Louis XIV dans ses lettres du 5 décembre 1681 (2), du 5 mars 1682 (3), et le 22 mai 1682 Du Vernay-Boucault, ambassadeur extraordinaire de Louis XIV à la Cour de Transylvanie, envoyait au roi de France copie d'une lettre de Guilleragues, datée du 4 avril 1682, où nous lisons: « ...On attend ici un internonce de l'Empereur. Peut-être prendra-t-il la qualité d'ambassadeur. Il vient faire des offres très considérables et son maître traite avec la Porte d'une manière si abandonnée qu'il est très possible qu'il obtienne le renouvellement de la Trêve parce qu'il donnera les places et l'argent qu'on lui demande... (4). »

L'Empereur semblait donc vouloir entrer à tout prix, avec les Turcs, dans la voie des négociations, et c'était un grave péril pour la Pologne qui avait tout lieu de craindre l'ambition toujours croissante des musulmans: « ...Si la Trêve de l'Empereur est conclue, continuait Guilleragues dans cette même lettre, les préparatifs de la Porte seront surtout employés l'année prochaine contre la Pologne, après que le vizir aura dépossédé Michel Apaffi, à quoi je vois beaucoup d'apparence par les avis particuliers que je reçois qui m'assurent que la perte de ce prince est résolue... (5). »

(1) A. E. Turquie, vol. 16, f. 307. Guilleragues à Pomponne.

(2) A. E. Turquie, vol. 16, f. 310. Guilleragues à Louis XIV.

(3) A. E. Turquie, vol. 16, f. 352. Guilleragues à Louis XIV.

(4) A. E. Hongrie et Transylvanie, vol. VI, f. 292. Du Vernay à Louis XIV.

(5) A. E. Hongrie et Transylvanie, vol. VI, f. 292. Du Vernay à Louis XIV.

La guerre de Hongrie et le trafic de la Porte avec le comte Tekely et Apaffi permettaient en effet aux Ottomans de se ménager, pour plus tard, un accès facile en Pologne et d'utiles alliés: « ... Le prince de Transylvanie n'est pas allé si loin qu'on voulait le faire croire, s'étant arrêté aux environs de Zatmar. La conquête en serait à craindre pour la Pologne par la proximité de Cracovie où les Turcs s'attacheront infailliblement... (1). »

Jean III devait donc surveiller les progrès des Turcs dans l'Empire, d'autant que Léopold I^{er}, effrayé par la France, se préoccupait surtout de préserver les bords du Rhin des invasions françaises et les grands rassemblements de troupes ordonnés en Souabe, sous prétexte d'une attaque contre les Turcs, étaient en réalité destinés aux Français (2).

C'est en considérant toutes ces éventualités que Jean III pouvait songer à se détacher de la politique française, et malgré son inclination naturelle pour la France, son antipathie pour l'Autriche, il devait aussi changer sa politique en Hongrie et ses rapports avec Tekely. Ainsi les intérêts effectifs de la Pologne déterminèrent ce premier point de contact de Sobieski et de l'Autriche. Des motifs d'ordre privé vont aider ce rapprochement et détacher entièrement Jean III de la France.

(1) A. E. Hongrie et Transylvanie, t. VI, f. 159. Du Vernay à Louis XIV. Albejule, 14 octobre 1681.

(2) A. E. Autriche, vol. 53, supplément f. 78 et 79. L'empereur à son ambassade de Francfort, le 15 et le 19 mai 1682.

Les souverains polonais, dans un long mémoire envoyé par le marquis de Béthune, le 24 mars 1680 (1), à la Cour de Versailles, reprochent à Louis XIV de ne pas tenir ses promesses d'argent. C'est, d'une part, 200.000 livres dues à la suite d'un traité signé avec l'évêque de Marseille et le marquis de Béthune, le 11 juin 1675. Le roi de Pologne s'engageait, par le dit traité, à prêter secours à la Suède et à favoriser une diversion dans les pays héréditaires de l'Empereur. C'est, d'autre part, 40.000 écus provenant d'une assignation de la Suède sur les subsides de France et que les Suédois n'ont pas payés, et 55.000 écus employés pour l'entretien des troupes qui étaient en Prusse. Jean III réclamait à Louis XIV le paiement de la première somme et une juste satisfaction au sujet de l'autre. Enfin restaient 40.000 livres avancées pour feu M. de Longueville et données de bonne foi par le roi de Pologne, moyennant une signature de de Lionne.

Les prétentions de la reine de Pologne regardaient le paiement d'un billet de l'évêque de Beauvais de 60.000 écus donnés en 1675, et les arrérages d'une pension de 20.000 livres accordées à la dite reine le 1^{er} janvier 1670.

Des intérêts de famille se mêlent à ces questions d'argent.

La reine de Pologne sollicitait pour son père, le marquis d'Arquien, le titre de duc et pair à la Cour de France. Or il répugnait à Louis XIV d'accorder

(1) Walisz.: Acta historica, t. II, p. 358.

ce privilège à un sujet qu'il en jugeait indigne, vu sa réputation.

Les deux ambassadeurs français à la Cour de Varsovie, Forbin-Janson, évêque de Beauvais, et le marquis de Vitry, vainement tentèrent de fléchir Louis XIV. Celui-ci se refusait à accorder le titre de duc et pair au marquis d'Arquien, et Jean III, qui passionnément affectionnait la reine, ne sut l'oublier.

Quelle que fût l'influence de Marie-Casimire sur le roi de Pologne, les ambassadeurs la jugeaient très grande: « ...Il faut que Votre Majesté s'attache entièrement la reine de Pologne, car il est certain qu'elle a un pouvoir absolu sur l'esprit du Roi qui ne lui cache rien, qui la met dans toutes ses affaires, et enfin elle le tourne comme il lui plaît... (1). »

Evidemment, les intérêts privés de la reine lui ont fait désirer la ligue avec l'Autriche et la rupture avec la France. Elle a contribué à cette rupture et nous verrons le nonce du Pape l'en féliciter lors de la conclusion de la ligue (2). Mais les ambassadeurs ont exagéré à dessein son influence personnelle en partie pour excuser leur insuccès près du roi, en partie aussi par ignorance faute de comprendre les intentions véritables de Jean III et qu'il préférât toujours le bien de son pays au sien propre et à celui de sa famille.

Des vexations d'amour-propre achèvent d'irriter les souverains polonais.

(1) Beauvais et Vitry à Louis XIV, 8 novembre 1680. Walisz. III, p. 52.

(2) Ak. Um., vol. 94, lettre 50. Varsovie, 9 juin 1683.

Mme de Béthune, sœur de Marie-Casimire et dame d'honneur à la Cour de Versailles, avait été rappelée à plusieurs reprises par Louis XIV pendant son séjour en Pologne. Le monarque, irrité, lui interdit l'entrée de la Cour et l'exila à Selles-en-Berry. Nouvelle surprise de la reine, nouvelle indignation. Malgré les remontrances de Vitry qui rejetait toute la faute sur le marquis de Béthune en blâmant son insubordination, les souverains polonais se considérèrent comme personnellement offensés (1).

Le roi de Pologne désirait enfin marier son fils soit très richement, soit avec quelque princesse d'un rang illustre. C'était une manière de l'imposer à la « szlachta » indépendante, qui redoutait avant tout l'établissement d'une royauté héréditaire et l'ambition privée de ses rois. Jean III, fils de cette même noblesse, le savait bien. Il répondit à l'évêque de Beauvais qui, par le traité de Saint-Germain, lui avait promis pour cette succession l'appui de Louis XIV et celui de l'électeur de Brandebourg: « ...Qu'il se détruirait et perdrait pour jamais toute espérance pour son fils s'il travaillait à présent pour avoir cette succession; qu'il avait été obligé d'en faire une déclaration publique à la dernière convocation à Varsovie... (2). »

Il songea alors à Louise-Caroline, fille unique du Grand Trésorier de Lithuanie Boguslaw Radziwill, pupille du Grand Electeur depuis la mort de son père,

(1) Vitry à L. XIV, 8 septembre 1681. Walisz. III, p. 167.

(2) Beauvais à L. XIV, 17 octobre 1680. Walisz. III, p. 32.

en 1669, et devenue majeure au moment qui nous occupe. Vu les biens immenses qu'elle possédait en Lithuanie, son mariage était devenu une chose politique et l'on avait attiré l'attention publique sur le danger qu'il y aurait à laisser aller dans la maison des Hohenzollern les grands domaines voisins de ceux de l'Electeur. Mais il advint justement que ce dernier les convoita pour son second fils Louis et qu'il fut assez heureux, grâce à l'appui du Palatin de Posnanie et à celui de Louis XIV, pour l'emporter sur le roi de Pologne.

Grande rumeur à la Cour de Varsovie quand la nouvelle du mariage y arriva, grand mécontentement de la reine qui dit avoir fait prévenir le roi de France et le Grand Electeur de ses propres projets de mariage depuis un an déjà, c'est-à-dire bien avant les fiançailles de Louis de Brandebourg et de la princesse de Radziwill (1).

De plus en plus le cœur des souverains polonais se détachait donc de la France, de plus en plus l'intérêt public parlait en faveur d'une rupture, et l'espoir brilla définitivement pour l'Autriche quand l'Empereur fit entrevoir à Jean III la possibilité d'unir son fils à sa fille Maria-Antonia.

Ainsi, vers 1681, l'intérêt personnel du roi, ou plutôt celui de la reine s'accordait avec celui de l'État, et c'est guidé par ce double intérêt, identique quant au but, mais différent par le principe, que Jean III

(1) Vitry et Beauvais à L. XIV, le 14 janvier 1681. Walisz. III, p. 87.

agira. Faute de bien comprendre sa conduite, les ambassadeurs flatteront les seuls intérêts personnels du souverain et réussiront d'autant moins près de lui, que nous le verrons, pendant le cours de ces trois années, s'oublier de plus en plus lui-même pour ne songer qu'à l'intérêt public.

CHAPITRE II

POLITIQUE DE LOUIS XIV AUPRÈS DE LA COUR DE POLOGNE

Après la paix de Nimègue, la lutte continue entre la France et la maison d'Autriche, lutte sourde mais tenace, perdue dans les mille tissus de la diplomatie française.

Maître des destinées de l'Europe occidentale, Louis XIV convoite le titre d'Empereur; les princes allemands recherchent son alliance.

C'est d'abord le Grand Electeur de Brandebourg, Frédéric-Guillaume. Après avoir obtenu de la Pologne l'indépendance du duché de Prusse par le traité de Wehlau, après s'être ligué contre la France en 1672, il adhère au traité de Nimègue en 1679 et, le 29 octobre de la même année, l'alliance de Saint-Germain l'unit plus étroitement à la France. Par l'intermédiaire de Franz von Meinders, son envoyé à Versailles, et moyennant une pension annuelle de 100.000 livres, il s'engage à ne point entraver le jeu de la politique française en Europe, à favoriser l'élection de

Louis XIV, du dauphin, ou d'un candidat français à la dignité impériale (1).

Les autres princes allemands l'imitèrent. Union plus intime de la Bavière et de Louis XIV par le mariage du dauphin et de Maria-Anna-Christina, fille de Ferdinand-Maria, électeur de Bavière. Traités avec Christophe-Bernard de Münster, Friedrich de Hanovre, Ernst-August d'Osnabrück, Carl-Ludwig de Pfalz qui donna sa fille Elisabeth au duc d'Orléans (2).

Mais le premier engouement passé, la crainte saisit tous ces protégés d'un jour, aveuglés par les subsides, et dont la faiblesse s'était imprudemment ralliée au plus fort et au plus riche. La politique envahissante de Louis XIV, les Chambres de réunion, l'affaire de Strasbourg, les troublèrent plus encore que le récit de brillantes victoires de Belgique et de Hollande. Ils redoutèrent le démembrement complet de l'Empire, l'annexion de toutes les villes rhénanes à la France. Ils revinrent donc peu à peu à l'Empereur et celui-ci ordonna de grands rassemblements de troupes en Souabe, tant pour se préserver de l'invasion française que pour ranimer la confiance et l'espoir au cœur des princes allemands. Et de nouveau ces derniers crurent en lui et se prirent à considérer Louis XIV comme l'ennemi véritable. Le 10 juin 1682 un pacte d'alliance est conclu entre Sa Majesté Impériale et les cercles

(1) Immich : Geschichte des Osterr. Staatensystems, p. 102.

(2) Immich : Geschichte des Osterr. Staatensystems, p. 72.

de Franconie, du Haut-Rhin et de leurs alliés « pour l'honneur, l'avantage et la sûreté de l'Empire » (1).

Une lettre du ministre de l'Empereur à l'évêque d'Eychstet, 3 décembre 1682, nous apprend que le baron de Walderdorf est parti « pour aller trouver les quatre électeurs du Rhin et les inviter à un abouchement avec Sa Majesté Impériale, où il s'agira sans doute de mettre la France à la raison » (2).

Dans une autre lettre adressée sept jours plus tard à l'évêque de Strasbourg, le sieur de Meyersheim, résident de l'évêque de Cologne à Vienne, expose le péril des fiefs impériaux, au cas où l'Espagne ne pourrait résister à la France. Mieux vaut, selon lui, s'entendre avec les Ottomans que traiter avec Louis XIV. « ...Du côté des Turcs, dit-il, la revanche est toujours possible; mais l'Italie sera perdue pour l'Autriche le jour où l'Espagne aura cessé de vivre. et où Sa Majesté très chrétienne se trouvera ceinte de la couronne d'une monarchie universelle (3). »

Les succès répétés du roi de France partout suscitèrent le même enthousiasme, bientôt suivi du même effroi.

En Italie, Louis XIV avait acheté Casal au duc de Mantoue. Première grande rumeur à Venise,

(1) A. E. Autriche, vol. 53, supplément. Louis-Gustave de Hohenlohe, mai 1682.

(2) A. E. Autriche, vol. 53, supplément. Le ministre de l'empereur, 3 décembre 1682.

(3) A. E. Autriche, vol. 53, supplément f. 248. Meyersheim à l'évêque de Strasbourg, 10 décembre 1682.

rumeur habilement entretenue par l'Autriche et l'Espagne. Au dire des ambassadeurs des deux nations, c'en était fait de l'Italie; si la France gardait Casal et s'emparait du Milanais, si les Républiques de Venise et de Gênes ne formaient pas une ligue pour la défense de la péninsule (1).

Toutes ces craintes semblèrent justifiées quand, au lendemain de l'affaire de Casal, on apprit l'annexion de Strasbourg et le pacte conclu avec les corsaires (2). Venise surtout, la république marchande, semblait perdue, impuissante qu'elle était à défendre ses navires contre le pillage des barbares tripolitains (3).

Seule la Hongrie pouvait sans crainte unir sa destinée à celle de la France. C'était, au dire de l'ambassadeur autrichien Caprara, la nation la plus folle, la plus inconstante, la plus curieuse de nouveautés. Jaloux des libertés religieuses qu'ils devaient aux traités de 1664, libertés perpétuellement menacées par les ordres monastiques allemands, les grands seigneurs recherchaient l'appui des Turcs contre l'Autriche. C'était leur habitude de s'allier ainsi aux étrangers, et les Turcs, vu leur situation géographique, leurs propres griefs contre l'Autriche victorieuse à Saint-Gothard, s'offraient comme des amis naturels. Amis d'occasion,

(1) A. E. Venise, vol. 106. Varangeville à L. XIV, les 6 et 27 septembre et 4 octobre 1681.

(2) A. E. Hongrie et Trans., t. VI. Du Vernay-Boucault à Vitry, 19 janvier 1682, f. 213.

(3) A. E. Venise, vol. 106. Varangeville à L. XIV, 18 octobre et 1^{er} novembre 1681.

qui peut-être convoitaient en secret la Hongrie, l'un des plus beaux fleurons de la couronne impériale.

Dès 1664 des pourparlers s'engagèrent entre la Porte et les mécontents. Les Turcs promirent secours, les Hongrois demandèrent un roi national et des libertés politiques et religieuses. Mais le siège de Candie accapara les forces ottomanes et les rebelles livrés à eux-mêmes furent rapidement dispersés. Nouvelle alliance turco-hongroise par l'entremise du prince de Transylvanie Apaffi. Autre préoccupation de la Porte du côté de la Pologne. Enfin, rapprochement définitif sous les auspices de Louis XIV, après la prise de Kamienietz et la cession de l'Ukraine.

Nous avons vu, en effet, l'intérêt qu'avait le roi de France à soutenir la révolte hongroise. Il immobilisait ainsi les forces autrichiennes et s'annexait librement les villes impériales des bords du Rhin. Il espérait, en outre, que l'Empereur succomberait à ces multiples attaques et que la couronne impériale pourrait lui revenir.

Mais l'Empereur était prêt à toutes les concessions pour s'assurer la paix du côté de l'Orient. Il ferait, au besoin, Tekely prince et général de toute la Hongrie; il le mettrait en possession des biens et des droits de la maison Ragozzi, il rendrait aux protestants les églises et les biens confisqués à la Diète d'Edimbourg, il ferait élire un nouveau palatin ou vice-roi de Hongrie, il donnerait enfin aux Turcs tous les territoires situés au delà le Tibesque, l'indemnité et le tribut

annuel qu'ils réclameraient (1).

Les intérêts hongrois servaient donc à souhait le jeu de la politique française et Louis XIV saisit avidement l'occasion qui s'offrait à lui d'unir les Turcs et les Magyars dans une même alliance contre l'Autriche. Mais, pour faire réussir les projets qu'il nourrissait contre l'Empereur, Louis XIV avait besoin de la Pologne. C'est dans ces vues que, dans la période qui nous intéresse, il y envoyait des ambassadeurs, et leur donnait ses instructions. Ainsi le roi très chrétien s'opposait à l'Europe chrétienne et son alliance avec les rebelles et les forces musulmanes contribuera à lui mener l'alliance polonaise.

(1) A. E. Autriche, vol. 53, supplément f. 249. Sieur de Meyersheim à l'évêque de Strasbourg, 10 décembre 1682.

CHAPITRE III

LES INFLUENCES ÉTRANGÈRES A LA COUR DE POLOGNE

En 1680, l'ambassadeur de France était le marquis de Vitry, successeur du marquis de Béthune, beau-frère de Jean III et envoyé extraordinaire de Louis XIV à la Cour de Pologne.

A Vitry, qui ne connaissait ni le pays, ni la Cour, ni les Grands, ni les rouages politiques du royaume, on adjoint Toussaint Forbin de Janson, évêque de Beauvais. Ce dernier avait tout pour réussir, c'est-à-dire pour rétablir la bonne entente entre la Cour de Versailles et celle de Varsovie.

Jean Sobieski lui devait en partie le pouvoir. C'était l'évêque de Beauvais qui, venu en Pologne après la mort de Michel Wisniowiecki pour soutenir la candidature, devenue impossible, du prince de Neubourg, avait brusquement pris en mains la cause de Sobieski. C'était lui qui avait su profiter de l'enthousiasme déchaîné par la victoire de Jean III à Chocim sur les

Turcs pour poser sa candidature, c'était donc vers lui qu'allaient toutes les sympathies du roi et de la reine de Pologne. Et Louis XIV le savait bien. C'était l'homme de la situation, celui qui devait renouer l'alliance de la France et de la Pologne, alliance sans laquelle la France ne pouvait presque rien contre l'Autriche.

Forbin Janson avait lui-même insinué à Louis XIV l'idée de l'envoyer en Pologne, sous prétexte d'y suppléer à l'incapacité de Vitry, en réalité pour obtenir l'appui de Jean III à Rome où il sollicitait le chapeau de cardinal.

Les mémoires donnés par Louis XIV, tant à l'évêque de Beauvais qu'à Vitry, prouvent combien peu le roi de France connaissait le souverain polonais, combien il se faisait une idée fausse de sa politique et de son autorité. De même la Cour de Versailles ignorait celle de Varsovie et, jusqu'au dernier moment, elle ne pouvait admettre une défection de ce côté.

Le mémoire donné par Louis XIV aux ambassadeurs français, le 12 juillet 1680, ouvre la campagne diplomatique poursuivie jusqu'en 1683.

Nous avons vu l'intérêt qu'avait la Pologne à se rapprocher de l'Autriche pour contre-balancer la puissance ottomane. Nous savons d'autre part que Louis XIV excitait aussi bien les Hongrois que les Turcs contre l'Autriche pour immobiliser ses forces vers l'Occident. Les intérêts de l'Autriche et de la Pologne s'opposaient donc à ceux de la France.

Louis XIV ne le comprend pas ou plutôt affecte

de l'ignorer dans ses mémoires. Il interprète mal la diplomatie du roi qu'il essaie de gagner par de vaines promesses. Au début du mémoire, le roi de France reproche à Marie-Casimire de détourner son mari de la France, et cela par vanité, par dépit. Le marquis d'Arquien n'est pas duc et pair. « Plus le refus en est juste, conclut le roi, plus cette princesse le trouve injurieux à sa mémoire, et s'efforce avec assez de succès d'attirer dans son ressentiment le roi son mari et de lui faire prendre des résolutions contraires au bien de la Pologne et aux véritables intérêts de ses propres enfants (1). »

Ainsi, au dire de Louis XIV, l'alliance française est nécessaire à la Pologne. Mais nous avons vu au chapitre précédent comment les intérêts du pays éloignaient Jean III de Louis XIV. Nous avons montré comment ce même roi, qui secrètement encourageait les révoltes hongroises et l'alliance des Ottomans avec les Magyars, pouvait bien amener l'infidèle aux portes de la Pologne.

Quant à l'influence de Marie-Casimire, nous croyons pouvoir affirmer que si la reine, guidée par son ressentiment, a contribué à rapprocher le roi de l'Autriche, par ce fait même qu'elle l'éloignait de la France, ici encore ses intérêts privés marchaient de pair avec le bien public.

Louis XIV ne voit pas assez le côté vraiment désintéressé et patriote de la politique de Jean III. Selon

(1) Walisz. III, p. 3 (Mémoire pour servir d'instruction aux ambassadeurs français).

lui, ce dernier vire au gré de ses intérêts privés et de ses petites passions. Il cède à sa femme, il fait la guerre aux Turcs avec le concours des Moscovites pour assurer le trône à son fils. « La demande que ce prince poursuit à présent le plus vivement est celle d'un secours d'argent pour la guerre contre le Turc, soit qu'elle lui serve de prétexte, ou qu'il y soit effectivement résolu, suivant le pouvoir que la Diète tenue à Grodno lui en a donné de reprendre les armes conjointement avec les Moscovites et d'attaquer Kamienietz pour assurer par une conquête si considérable la succession à son fils (1). »

Ici encore, Louis XIV se trompe. Les Turcs étaient bien pour la Pologne les vrais ennemis. Que Jean III espère s'illustrer de nouveau dans la guerre et léguer à son fils un nom fameux, peut-être. Mais ici de nouveau le bien du roi se confond avec celui du pays.

Louis XIV d'ailleurs se montre très circonspect au sujet de la guerre avec les Turcs. D'une part il prétend conserver avec eux de bons rapports commerciaux, de l'autre il veut ménager la Pologne d'autant qu'il est bien persuadé que la lutte ne saurait aboutir, et que sa qualité de roi très chrétien l'oblige à s'unir aux princes catholiques contre les infidèles. Il suggère donc aux ambassadeurs dans le mémoire de démontrer à Jean III l'imprudence d'une telle croisade avec des alliés aussi perfides que les Moscovites et les Autri-

(1) Walisz. III, p. 3 (Mémoire pour servir d'instruction aux ambassadeurs français).

chiens, avec un royaume aussi divisé, aussi pauvre que le sien.

« ...La Pologne est trop affaiblie pour soutenir par ses propres forces le fardeau de cette guerre... »
« ...Ainsi, quelque zèle qu'ait Sa Majesté pour le recouvrement de tout ce que l'ennemi commun de la Chrétienté a conquis sur la Pologne, qui en est le principal boulevard, sa prudence ne lui permet pas de croire que le temps soit bien propre pour l'entreprendre et c'est pour cela qu'Elle désire que ses ambassadeurs profitent secrètement et sans qu'il y paraisse des conjonctures qui pourront être favorables à empêcher toutes sortes de ligue, défensives ou offensives. Mais Elle désire qu'ils s'y conduisent avec tant d'adresse, que les ennemis de Sa Majesté n'aient pas le moindre prétexte de donner de sinistres interprétations aux sincères intentions qu'elle a de procurer le bien et l'avantage à la Pologne (1). »

Pourtant Louis XIV promet à Jean III aide et protection en cas de besoin, mais sous réserve, avec discrétion et sous le couvert du secret : « ...Quant au secours que Sa Majesté pourrait accorder à la Pologne en cas de ligue offensive contre les Turcs, lorsqu'elle sera effectivement conclue et signée de bonne foi, Sa Majesté s'en déclarera. Il suffit cependant que le roi de Pologne soit assuré qu'Elle y contribuera plus qu'aucun autre prince de la Chrétienté. Mais quand les dits

(1) Walisz. III. Mémoire, p. 8.

sieurs ambassadeurs confirmeront à ce prince cette assurance, ce doit être sous celle qu'il donnera de la tenir secrète, jusqu'à ce que la guerre soit effectivement déclarée et que les princes chrétiens y auront contribué, ce à quoi ils se seront obligés... (1). »

Ainsi le roi de Pologne peut compter sur le roi de France; dans son mémoire, Louis XIV cherche d'abord à l'en convaincre; il veut ensuite le détourner de l'Empereur et de ces vaines promesses « dont la Maison d'Autriche n'a jamais été avare quand elle a eu le temps devant elle pour en éluder l'exécution » (2).

Ces promesses, Louis XIV les connaît. Il sait que l'Empereur a proposé à Marie-Casimire pour son père des terres dans la Silésie, et la qualité de prince de l'Empire; pour son fils, sa propre fille Maria-Antonia.

Le roi de France comprend le jeu de l'Empereur; il revient sur l'influence perfide de la reine à la Cour de Pologne, il conseille à Jean III de se méfier des sourdes menées de l'Autriche.

« ...Quelle confiance le roi de Pologne peut-il prendre aux promesses qu'on pourrait faire du mariage de son fils avec l'archiduchesse quand, dans le même temps, on tâche de disposer l'électeur de Bavière à l'épouser et que les années qui manquent pour l'accomplissement de celui dont on flatte la dite reine fourniront assez de moyens de se moquer d'elle, quand la

(1) Walisz. III. Mémoire, p. 9.

(2) Walisz. III. Mémoire, p. 5.

Maison d'Autriche l'aura engagée dans des pas qui ne lui permettront plus de retourner à la protection de Sa Majesté (1). »

Ici encore, Louis XIV s'adresse à l'amour-propre de Marie-Casimire ; il n'envisage que les intérêts privés des souverains polonais. Rappelons donc une fois de plus la politique de Jean III, son amour vrai de la Pologne, redisons que les griefs de la reine servaient à souhait les intérêts publics, et que le roi, mari doux et docile, était aussi l'homme à poursuivre opiniâtrément ses desseins quand il s'agissait du bien public. Pendant un temps relativement long, ses griefs contre la France lui servirent de prétexte. Il se rapprochait de l'Autriche en apparence pour se venger de Louis XIV, en réalité pour combattre le Turc, l'ennemi commun.

Aussi bien que le roi de France, Jean III connaissait l'Autriche ; il se méfiait de ses vaines promesses, de sa faiblesse, de sa pauvreté, et savait parfaitement qu'il ne pourrait rien en tirer pour lui-même. S'il avait tenu surtout au trône pour son fils, il aurait plutôt levé les yeux vers la France. Le traité de Saint-Germain conclu entre Louis XIV et le Grand Electeur ne devait-il pas faire aboutir l'élection tant désirée ?

En réalité, les vrais intérêts de la Pologne importaient peu au roi de France. La Pologne c'était un lieu de passage pour ses troupes en Hongrie, un pays sans consistance, que l'on pouvait facilement gagner avec de l'argent et des faveurs. Si Louis XIV tient

(1) Walisz. III. Mémoire, p. 5.

à l'amitié de Jean III, c'est qu'il redoute, nous l'avons vu, son alliance avec l'Autriche, c'est qu'il a besoin du passage de Strie pour rejoindre les mécontents hongrois. « ...Les dits sieurs ambassadeurs ne doivent rien accorder ni promettre au dit roi de Pologne, qu'il ne s'oblige en même temps de donner la liberté et sûreté du dit passage de Strie, non seulement aux ministres de Sa Majesté, mais aussi aux secours d'hommes et d'argent et de toute autre chose qu'Elle jugerait à propos de faire passer en Hongrie, même permettre les levées de troupes que les Polonais voudraient mettre sur pied pour le service de Sa Majesté, et d'en faciliter les passages dans les lieux où Elle jugerait à propos de les employer... (1). »

C'est donc vers ces rebelles que se portent l'attention et les efforts du roi de France. Dans son mémoire pour servir d'instruction au sieur Du Vernay Boucault en Transylvanie, il ordonne à ce dernier de surveiller avec le plus grand soin l'état des affaires des mécontents de Hongrie et tout ce qui se passera à la Cour du prince de Transylvanie (2). D'autre part, Tekely, dans sa lettre du 8 octobre 1681, écrite au camp de Szalose, remercie Akakia de ses bons offices en même temps qu'il rend témoignage du ferme appui que lui prête le roi de France (3).

(1) Walisz. III. Suite du Mémoire, p. 7.

(2) A. E. Hongrie et Transylvanie, vol. VI, f. 4. Mémoire donné par Louis-XIV à Du Vernay-Boucault le 2 janvier 1681.

(3) A. E. Hongrie et Transylvanie, vol. 5. Tekely à Akakia, 8 oct. 1681.

Un autre mémoire de Louis XIV est adressé au marquis de Sebbeville, envoyé extraordinaire du roi à la Cour de Vienne. Le roi de France recommandait avant tout de ménager l'Empereur, de le tranquilliser, de détourner ses yeux du Rhin.

« ...Il n'y a pas lieu de douter qu'un séjour d'un ministre de Sa Majesté auprès du prince de Transylvanie ne donne beaucoup d'inquiétude aux ministres impériaux. S'ils la témoignent au dit sieur de Sebbeville, il pourra les assurer que tant que l'Empereur entretiendra une bonne intelligence avec Sa Majesté, il ne doit appréhender aucun préjudice de la négociation d'un ministre français auprès du dit prince de Transylvanie, mais il leur fera entendre aussi que quand on voudra contrevenir aux traités de paix et rompre toutes mesures avec Sa Majesté. Elle pourra bien aussi se servir des moyens qu'elle a en mains pour faire repentir ceux qui auront suscité une nouvelle guerre... (1). »

Donc le marquis de Sebbeville doit rechercher la paix, la paix à tout prix. C'est la première recommandation du roi. Une autre encore. Il importe à l'ambassadeur de surveiller la Hongrie, de correspondre également avec l'évêque de Beauvais et Vitry au sujet de la Pologne, de suivre à la Cour l'élection de l'archiduc, roi des Romains. « ...Il tâchera sur toute chose d'être bien averti de tout ce qui regarde les nouvelles levées,

(1) A. E. Autriche, vol. 50, f. 21. Mémoire pour servir d'instruction au marquis de Sebbeville, du 6 octobre 1680.

du temps que les commissions ont été expédiées, des noms des colonels et capitaines, quelles sommes ils reçoivent, en quels pays les paiements en doivent être faits, quels quartiers d'assemblée on leur donne, et généralement de toutes les particularités concernant cette augmentation des troupes pour en rendre compte chaque semaine à Sa Majesté... (1). »

Donc, pas de traités à conclure, pas d'intérêts à défendre; rien, qu'une sage réserve, qu'une discrète intervention, qu'une surveillance générale en Hongrie.

Mais pour tenir ainsi l'Empereur en haleine, pour secourir la Hongrie au gré de sa politique, le roi de France devait se ménager la Pologne. Il le comprenait si bien que nous l'avons vu conseiller à tout prix l'union des deux pays. Mais il dédaignait un peu le roi lui-même, souverain d'un jour, soumis à une Diète inconstante. Pourquoi Jean III ferait-il payer si cher son alliance, pourquoi Marie-Casimire ferait-elle valoir ses prétentions quand on pouvait faire annuler toutes leurs décisions à la Diète et que sans l'approbation de la Diète ils ne pouvaient rien entreprendre? Aussi jusqu'à la fin de l'année 1680 le roi de France montre peu d'empressement à satisfaire les souverains polonais, et il faut une longue lettre de l'évêque de Beauvais et du marquis de Vitry pour le faire entrer dans la voie des concessions.

Dans cette lettre, quelque peu ambiguë et contra-

(1) A. E. Autriche, vol. 50, suite du Mémoire, f. 23.

dictoire, les ambassadeurs expliquent à Louis XIV comment le roi et la reine de Pologne se plaignent de son ingratitude, comment ils sont aigris de ses refus. Ils ont exposé à son service leur vie et leurs biens; Jean III a refusé les principautés allemandes que lui offraient l'Empereur et l'Electeur de Brandebourg, avides de reprendre la Livonie; il a fait et permis des levées des troupes dans son pays, donné ses propres officiers, prêté ses terres et ses passages aux troupes françaises. Il s'est appliqué « voyant Votre Majesté engagée dans une si grande guerre et tant d'ennemis sur les bras, à former deux puissantes diversions, l'une en Hongrie, contre l'Empereur, et l'autre en Prusse, contre le Grand Electeur... » Ne faut-il pas, ajoutent les ambassadeurs français, essayer de les satisfaire en leur accordant soit des subsides, soit des titres glorieux, la dignité de duc et pair pour le marquis d'Arquien. Pour la première fois, la cupidité de Jean III est mise au second plan. Pour la première fois on parle de son amour pour la gloire et les honneurs... « car quelque inclination que le roi et la reine aient pour l'argent, il ne faut pas croire de les pouvoir gagner par là, parce qu'ils sont tous les deux fort glorieux... Nous sommes persuadés que 50.000 écus ou 200.000 livres au plus pourraient satisfaire le roi, et qu'une pension de 12.000 écus ou 40.000 livres pour la reine de Pologne la comblerait de grâce, si Elle peut obtenir celle pour M. d'Arquien, et qu'avec cela

Votre Majesté fera d'eux tout ce qu'Elle voudra... » (1).

Au fond, les ambassadeurs ne savent pas au juste que penser de Jean III. Ils se rendent compte qu'une préoccupation plus sérieuse et plus profonde que celle d'accumuler titres et biens l'accapare et l'empêche de s'incliner devant l'or du roi de France. Mais quelle est-elle? Pourquoi voient-ils de plus en plus le roi de Pologne échapper à leurs avances diplomatiques et rejeter les propositions de Louis XIV? Ils n'arrivaient pas à le saisir et pour excuser leurs multiples échecs, ils reviendront sur l'avarice du roi.

Pourtant un passage de cette même lettre qui nous occupe prouve que l'idée fixe du roi de Pologne revenait dans ses entretiens avec les ambassadeurs. L'évêque de Beauvais et Vitry l'avouent ingénument : « ...Le roi de Pologne nous a extrêmement pressés, pour savoir quelque chose de positif sur le sujet du secours qu'il peut se promettre de Votre Majesté en cas qu'il fasse la guerre contre le Turc, pour pouvoir prendre des mesures certaines et pour faire connaître à toute la République que, s'il a ménagé et tâché de conserver l'amitié de Votre Majesté, c'était pour leur utilité et pour le bien de ce Royaume, comme ils le peuvent voir par la promesse positive que Votre

(1) Walisz. III, p. 52, 53. — Vitry et Beauvais à L. XIV, le 8 octobre 1680.

Majesté leur ferait... (1). »

Et c'est bien là, en effet, la grande préoccupation de Jean III. Mais les ambassadeurs français doutent obstinément de la sincérité du roi, quand il évoque les intérêts effectifs du pays. Ils reviennent sur les intérêts personnels du souverain, sur ce fait que l'Autriche est la bienvenue près de lui et de la reine, parce qu'elle promet au marquis d'Arquien le titre de prince d'Empire, au prince Jacob l'archiduchesse Maria-Antonia. Pour rivaliser avec l'Empereur et le supplanter auprès de Jean III, il faut donc l'imiter dans la voie des concessions. Telle est la conclusion de cette lettre, bientôt suivie de celle du roi de France, du 10 décembre de la même année. Louis XIV, persuadé, change de tactique; il se montre de plus en plus conciliant. Ses scrupules au sujet du marquis d'Arquien disparaissent. Ce dernier sera duc et pair; la considération que le roi de France a pour le roi de Pologne « suppléera au défaut du sujet qu'il me propose » (2). Dans cette même lettre, une pension de 50.000 écus est promise au roi de Pologne; un présent de 12.000 écus payables tous les ans, accordé à la reine, si les souverains polonais acquiescent à la signature du traité proposé par le roi de France. Après la conclusion de ce même traité, d'autres pensions seront données « à ceux que vous jugerez les plus affectionnés et les plus capables de me servir... » (3).

(1) Walisz. III, même lettre, p. 54-55.

(2) Walisz. III, p. 80. Louis XIV aux ambassadeurs.

(3) Walisz. III, p. 80. Louis XIV aux ambassadeurs.

Telles sont les offres de Louis XIV. Voyons donc, en abrégé, les clauses du traité.

1° Amitié très sincère, union, alliance et confédération très étroite entre Sa Majesté d'une part et le roi de Pologne;

2° Le roi de Pologne s'oblige à ne contracter aucune alliance avec l'Empereur et la maison d'Autriche que du consentement de Sa Majesté, et à procurer, en revanche, tous les avantages possibles au roi et à la République de Pologne;

3° Si Sa Majesté vient à être attaquée par l'Empereur ou par quelque autre puissance dans les terres qui lui sont acquises en Allemagne, le roi de Pologne emploiera contre les agresseurs tous les moyens qui lui seront loïsibles et, pour cet effet, empêchera que les ennemis ne puissent tirer aucun secours de la Pologne. Le roi de Pologne favorisera exclusivement, dans tous ses États, les levées et les sorties des troupes de Sa Majesté et n'en permettra à aucun des ennemis de la France, directement ou indirectement (1).

Ainsi Louis XIV, pour un brevet de duc et pair qu'il ne ferait même vérifier que plus tard par le Parlement, pour 50.000 écus accordés au roi et 12.000 écus à la reine, demandait au roi de Pologne le sacrifice de ses rêves politiques. Il le séparait de l'Empereur et lui interdisait ainsi tout espoir de faire jamais la guerre aux Turcs. Conditions outrageantes pour le patriotisme de Jean III qu'on persistait à ignorer à la Cour de

(1) Projet de traité entre L. XIV et J. III. — Walisz. III, p. 81.

France.

Et ce perpétuel quiproquo se poursuit de longs mois.

D'une part les exigences croissantes du roi de Pologne lui servent de prétexte pour ajourner son alliance décisive et se rapprocher de l'Autriche. De l'autre, les ambassadeurs français s'aveuglent de plus en plus. Tantôt ils s'imaginent que Jean III s'est déjà engagé avec l'empereur, tantôt ils accusent Marie-Casimire; le plus souvent, ils reviennent sur l'avarice du roi.

Le 17 janvier, ils mandent au roi : « ...Nous ne saurions dissimuler à Votre Majesté que nous avons été surpris et scandalisés de voir que la reine de Pologne, après tout ce qu'elle vous avait dit, ne recevait pas avec toute la reconnaissance qu'elle doit ce que Votre Majesté veut faire de considérable pour Elle en faveur de son père... (1). »

Et, le 24 janvier :

« ...Nous sommes persuadés qu'ils ne tiennent cette conduite que pour tâcher d'avoir la vérification de ces lettres de duc et attraper une plus grosse somme d'argent de Votre Majesté... (2). »

Dans cette même lettre, les ambassadeurs disent craindre une entente secrète du roi de Pologne avec l'Empereur. Cette crainte, ils l'expriment dans leur

(1) Walisz. III, p. 88.

(2) Walisz. III, p. 90.

audience chez la reine, le 31 janvier (1). Puis, de nouveau et toujours dans cette même lettre, ils reviennent sur la cupidité du roi, sur l'influence néfaste de sa femme :

« Nous avons aussi parlé au roi de Pologne, qui remet tout à la reine sa femme. Il n'ose rien faire sans elle et surtout dans cette affaire, où il croit qu'elle a le principal intérêt à cause de ses lettres de duc, et elle le flatte aussi de lui procurer plus d'argent, qui est la seule chose qui le peut plutôt toucher... »

Rappelons ici la lettre du 8 octobre 1680 et l'affirmation des ambassadeurs :

« ... Quelque inclination que le roi et la reine aient pour l'argent, il ne faut pas croire de les pouvoir gagner par là... (2). »

La poursuite de ses intérêts privés n'était bien, pour Jean III, qu'un prétexte sous lequel l'évêque de Beauvais et Vitry-n'arrivaient pas à distinguer la vérité. C'est ainsi qu'ils écrivaient encore, le 7 février 1681, à Louis XIV :

« ... Nous avons pressé le roi et la reine de Pologne de nous donner une réponse positive sur les offres que nous leur avons faites de la part de Votre Majesté et pour savoir quel fondement on pourra faire sur leur amitié. Ils se sont toujours excusés sur les embarras et les occupations de la Diète, mais, comme nous les avons extrêmement pressés, ils nous ont fait entendre

(1) Walisz. III, p. 93.

(2) Voir plus haut, p. 21.

qu'ils n'osaient pas prendre des liaisons particulières, ni faire des traités dans ce temps; que si l'on en avait la moindre connaissance ils seraient perdus; que, cependant, ils y feraient réflexion... (1). »

Les faits, cependant, auraient dû ouvrir les yeux à l'évêque de Beauvais et à Vitry. Le 21 mars 1681, les ambassadeurs annoncent, en effet, comme chose accomplie, une ligue offensive de la Pologne et de la Moscovie contre les Turcs. N'était-ce pas là un premier pas vers la guerre, le point de départ, pour Jean III, d'une politique tout opposée à celle que lui conseillait Louis XIV? Mais les ambassadeurs sont persuadés que cette lutte qui se prépare sera faite contre le gré du roi de Pologne. Ce sera l'œuvre des généraux, des députés de la petite Pologne, de la grande Pologne, de la Lithuanie et, finalement, du conseil de guerre. Jean III sera obligé de les suivre; mais, vu son caractère pacifique et son désir d'accroître ses propres richesses, il les suivra à regret. « ...Le roi de Pologne, à force de faire le fin et de ne vouloir point s'expliquer, se trouvera engagé malgré lui à cette guerre... (2). » Et les ambassadeurs s'obstinent dans cette idée que Jean III traîne la Diète en longueur pour éviter une rupture avec les Ottomans. « ...Il nous paraît de plus en plus que, quoique le roi de Pologne presse la levée des troupes, il ne veut cependant rompre avec les Turcs... (3). » « ...Il y a apparence qu'on ne la traîne

(1) Walisz. III, p. 96.

(2) Walisz. III. Beauvais et Vitry à L. XIV, 21 mars 1681, p. 120.

(3) Walisz. III. Beauvais et Vitry à L. XIV, 25 avril 1681, p. 134.

en longueur que pour n'être point en état de faire la guerre au Turc, après les ostentations qu'on en a faites... (1). »

Cependant la politique de Jean III s'affirme de plus en plus, à mesure que les Moscovites, infidèles à l'alliance polonaise, se rapprochent des Turcs à l'insu de la Pologne et avec l'espoir d'en obtenir un traité de paix avantageux. C'est ainsi que nous lisons, le 23 mai 1681, dans le rapport de la *Gazette de France* à Dantzig :

« ...Nous avons appris, par les dernières lettres de Pologne, qu'il y avait peu d'apparence que les Polonais puissent rien conclure avec les Moscovites qui sont entrés en négociation avec les Turcs et qui paraissent avoir dessein de préférer le traité qui leur sera plus avantageux... (2). »

Et dans le rapport du 16 mai 1681, de Moscou :

« ...Une trêve de vingt ans a été conclue entre les Moscovites et les Turcs... (3). »

Ce traité paraît avoir été signé le 11 février 1681 à Radyn. Il n'est devenu officiel que dans la seconde moitié du mois de mai.

Devant cette défection du côté des Moscovites, Jean III, s'il n'avait pas véritablement désiré la guerre, aurait pu céder aux instances du roi. Nous verrons qu'il n'en fit rien. Bien au contraire; plus les obstacles

(1) Walisz. III. Beauvais et Vitry à L. XIV, 2 mai 1681, p. 136.

(2) *Gaz. de France*, 23 mai 1681, de Dantzig.

(3) *Gaz. de France*, 10 mai 1681, de Moscou.

s'accumulèrent, plus son rêve devint irréalisable, plus sa volonté active s'affirma. Pour prouver, d'ailleurs, combien il désirait cette guerre, il suffit de voir ce qu'en rapportait le nonce du Pape.

A Pallavicini, en effet, qui demandait au roi une réponse catégorique au sujet de la guerre avec les Turcs, Jean III avait répondu qu'en dépit des difficultés et des discordes intérieures, de l'opposition de la noblesse aux levées des troupes, le royaume devait et pouvait s'engager seul dans la lutte. Et Pallavicini rapporte les propres paroles du souverain :

« ...J'attends avec plaisir l'arrivée des envoyés moscovites ; nous voulons travailler à gagner l'âme des généraux ; nous tâcherons de pouvoir être d'accord avec l'opinion que les sénateurs exprimeront au sujet de la guerre... (1). »

Pallavicini confirme la décision de Jean III dans sa lettre du 26 mars 1681 (2) et, dans une autre datée du 9 mai, il montre comment les ministres de l'Électeur de Brandebourg et ce dernier lui-même travaillent à éloigner les Moscovites de la Pologne (3).

Donc Jean III veut la guerre, en dépit de tout ; il est prêt à lutter seul contre les Turcs, en cas de défection de la part des Moscovites qu'il essaie pourtant de ressaisir.

Mais la rupture de la Diète vient subitement anéan-

(1) Ak. Um. Teki Rzymskie, vol. 93. Pallav. à Rome, 22 janvier 1681.

(2) Ak. Um. Teki Rzymskie, vol. 93, lettre 70.

(3) Ak. Um. Teki Rzymskie, vol. 93, lettre 87.

tir tous ses projets. Nous verrons, au chapitre suivant, jusqu'à quel point la France fut responsable de cette rupture. En tout cas, il ne nous est pas permis de douter de la sincérité de Jean III, de la douleur qu'il ressentit en se voyant obligé de remettre à plus tard la réalisation de ses rêves. Le discours qu'il prononça au Sénat, au sortir de la Diète, nous montre comment son caractère, parfois faible et indécis, s'affermissait au contact des événements. C'est avec conviction qu'il plaint les malheurs de son triste royaume et ses espoirs déçus : « ...Auguste, vaincu, ne savait que répéter : « Varus, « rends-moi mes légions ! » Que ceux qui ont rompu la Diète me rendent aussi mes légions à moi ! Qu'ils me rendent notre sécurité troublée, notre honneur compromis, nos frontières assujetties ! Qu'ils me rendent toutes ces moissons de gloire que nous avons conquises et qui sont perdues, toutes celles qui nous attendent encore ! Qu'ils me rendent Kamienietz, que nous aurions repris sans doute, et qui ne sera bientôt qu'en troisième ligne parmi les places d'armes enlevées à notre malheureuse patrie !... (1). »

Du côté de la France, c'était le triomphe, la sécurité. La Diète rompue, Louis XIV n'avait, pour le moment, rien à craindre de Jean III, qui ne pouvait rien sans la Diète, et celle-ci ne se réunissait que tous les deux ans. Aucune ligue n'ayant abouti, aucune n'étant à craindre, la France saura poursuivre tranquillement sa politique.

(1) Ostrowski-Danejkowicz, t. I, p. 169, et Kervyn de Volkaersbeke : Sobieski et la mission de la Pologne, p. 162.

Et les ambassadeurs parlent déjà de former en Pologne un parti considérable, « soit pour appuyer le roi de Pologne, lorsqu'il agira dans les intérêts de Votre Majesté, soit pour s'y opposer s'il en avait de contraires... » (1).

Le spectre disparu d'une alliance de Jean III et de l'Empereur, les émissaires français ne se pressèrent plus de prodiguer faveurs et subsides au roi et à la reine. Mieux valait s'adresser ailleurs, s'assurer une voie de passage de troupes et de lettres en Hongrie et en Transylvanie, indépendamment de la Cour. A ce propos, l'évêque de Beauvais et Vitry mandent à Louis XIV comment ils se sont entendus, avec le concours de M. du Vernay, avec le Palatin de Russie. Ce dernier met à la disposition de la France les routes qui sont à lui vers la frontière de Transylvanie, du côté de la Valachie. D'ailleurs, ajoutent les ambassadeurs, « ...les mesures qu'a prises M. Akakia, tant en Transylvanie qu'auprès des Hongrois, qu'ils enverront prendre l'argent que Votre Majesté voudra leur faire bailler, soit à Léopol ou en cette ville, à leurs risques, périls et fortunes, nous épargneront un grand embarras pour la suite, ce qui rendra le roi de Pologne moins nécessaire à Votre Majesté, en cas qu'il fit difficultés de prendre tous les engagements qu'Elle peut dési-

(1) Beauvais et Vitry à L. XIV, 30 mai 1681. Walisz. III, p. 145.

rer... » (1).

Ils tranquilisent continuellement Louis XIV quant aux engagements que Jean III pourrait prendre avec l'Empereur. Ils affirment à Sa Majesté « qu'Elle pourra toujours secourir les Hongrois, indépendamment d'eux. Il n'est rien de plus aisé que d'empêcher qu'ils ne fassent dans les Diètes des ligues avec la maison d'Autriche... » (2).

L'évêque de Beauvais, persuadé d'avoir établi solidement sa politique en Pologne, reprit le chemin de la France le 29 juillet 1681. Sa mission avait échoué : malgré tous ses efforts, Jean III n'avait pas signé le pacte d'alliance avec Louis XIV. Mais l'évêque de Beauvais n'en partait pas moins le cœur léger. A son avis, le traité était impossible entre l'Empereur et la Pologne, vu le peu d'avantages personnels que pourraient en retirer le roi et la reine Marie-Casimire. N'était-il pas sûr, en effet, de la cupidité du roi et de la pauvreté de l'Autriche ? D'autre part, il avait trouvé, indépendamment de la Cour, un chemin de passage en Transylvanie. Le marquis de Vitry pouvait donc et devait rester seul en Pologne.

Ses dépêches continuent à tranquilliser Louis XIV. Jean III, au dire de l'ambassadeur, ne songeant à rien

(1) Walisz. III, p. 149. Vitry et Beauvais à L. XIV, 6 juin 1681.

(2) Walisz. III, p. 154. Vitry et Beauvais à L. XIV, 11 juillet 1681.

moins qu'à la guerre. « ...Il ne pense qu'à couler doucement sa vie dans le poste où il se voit élevé. Sa passion dominante est l'argent (1). »

Louis XIV se laissait d'autant mieux persuader qu'il croyait pouvoir correspondre librement avec la Hongrie, comme il l'affirme dans sa lettre du 17 juillet (2). Puis il pensait que Jean III avait, dès lors, plus de sujet que lui de vouloir s'unir à la France. Les Hongrois, en effet, devaient être secourus ouvertement par les Turcs, par les princes de Transylvanie, de Moldavie, de Valachie, « ...en sorte qu'il n'y a pas lieu de douter que l'Empereur ne soit obligé d'employer une partie de ses troupes de ce côté-là pendant le reste de la campagne et cela convient d'autant plus au roi de Pologne que les armes de la Porte ne peuvent plus tourner que contre la Hongrie et que la première, n'étant pas en état de les repousser à présent, doit souhaiter qu'elles s'occupent ailleurs... » (3).

La brouille qui survint, malheureusement pour le roi de France, entre la Transylvanie et la Hongrie vint un moment troubler de nouveau la douce quiétude de Louis XIV. Le prince de Transylvanie aurait-il voulu, en cherchant querelle à Tekely, se faire bien voir de l'Empereur et obtenir de lui un traité avantageux ? Toujours est-il que Tekely resta le seul allié de la France dans le voisinage de la Pologne. Allié puissant, vu sa haute situation, tant que durerait la guerre.

(1) Walisz. III, p. 164. Vitry à L. XIV, 12 août 1681.

(2) Walisz. III, p. 164. Louis XIV à Beauvais et V., 17 juillet 1681.

(3) Walisz. III, p. 166. Louis XIV à Beauvais et V., 24 juillet 1681.

Sous prétexte de défendre les intérêts de la veuve du comte Wesselini qui avait des biens en Pologne, Tekely envoya Nemessani, son confident, à la cour de Jean III pour s'entendre avec Vitry et s'informer des intentions de Louis XIV. Vitry lui fit promettre de revenir bientôt avec des nouvelles de Hongrie et il se noua ainsi, à l'insu de Jean III, une correspondance entre l'ambassadeur français et le chef des mécontents hongrois, correspondance suivie et assez importante pour dispenser Du Vernay d'autres informations. « Les fréquentes courses de M. Nemessani en Pologne et le commerce qui est établi avec lui me dispenseront, s'il vous plaît, monsieur, de vous écrire aucune chose de ce qui se passe en Hongrie... (1). »

Jean III en fut-il dupe? Nous ne le croyons pas. Selon sa tactique, il se prêtait volontiers aux circonstances, il laissait faire, attendant patiemment le moment venu d'agir. En tout cas, il essaya de faire parler Nemessani. « ...Il fit tout ce qu'il put, écrit Vitry à Louis XIV, pour apprendre du dit sieur Nemessani si Votre Majesté continuerait à donner ses secours et sa protection aux Mécontents. » Nemessani fut habile, toujours au dire de Vitry; il sut satisfaire la curiosité du roi de Pologne « sans, néanmoins, rien lui dire qui puisse lui faire connaître que Votre Majesté eût fort à cœur la continuation de la guerre en Hongrie ». Bien plus, Nemessani expliqua comment la

(1) A. E. Hongrie et Trans., vol. 6, f. 215. Du Vernay à Vitry, 19 janvier 1682.

défection du prince de Transylvanie et la mauvaise foi possible des Turcs pourraient amener Tekely à traiter avec l'Empereur (1). Vitry ne pense pas même que le roi de Pologne puisse avoir connaissance des véritables desseins de Louis XIV. Quant aux projets de guerre et d'alliance avec la maison d'Autriche, le moment n'est pas venu de s'en préoccuper, la Diète ne devant être convoquée que pour le commencement de l'année 1683. Ce qui presse, c'est s'assurer une voie de correspondance directe avec Tekely, indépendamment de la Transylvanie. Nemessani y aidera, toujours selon Vitry.

Le 6 mars 1682, l'ambassadeur assure de nouveau Louis XIV qu'avant la prochaine Diète on ne peut rien conclure avec la Cour de Vienne qui puisse être contraire aux intérêts de la France. Donc, rien à craindre. D'un côté le parti d'opposition est là pour annuler au besoin l'entente éventuelle de Jean III et de l'Empereur; d'un autre, le commerce de lettres et d'argent se fera librement en dehors de la Cour. Donc, inutile d'accorder des faveurs au roi et à la reine.

Une lettre de Du Vernay à Louis XIV, du 10 avril 1682, nous apprend, en effet, que Vitry correspond avec Tekely en bonne intelligence, qu'il reçoit des nouvelles rassurantes pour la politique française... « Je laisse cependant à Votre Majesté à pénétrer dans l'avenir sur les derniers avis que j'ai reçus par M. Nemessani de la part du comte et de M. Jajgel. Voici ce que contiennent leurs lettres, écrites le 20 mars près de

(1) Walisz. III, p. 173. Vitry à L. XIV, 3 octobre 1681.

Munkatz, que le 16 du même mois le vizir de Bude lui remit des lettres de sa part, et dans lesquelles il lui déclare que la Porte le prend en sa protection et lui en fera incessamment ressentir des effets, comme elle attribue au prince de Transylvanie le peu de succès de la campagne dernière elle donnera à la prochaine le commandement de ses troupes à lui, vizir de Bude, qu'elle sait être homme entendu et expérimenté en fait de la guerre... (1). » Du Vernay est plein d'espoir et, de concert avec Vitry, il se plaît à en donner au roi.

Mais les événements prouvèrent bientôt que Vitry s'était montré trop optimiste. Le passage tant vanté se montrait peu sûr et dangereux ; de nouveau, le secours du roi devenait nécessaire. Vitry s'en rend compte et le mande à Louis XIV... « Si Votre Majesté voulait se déterminer à satisfaire ce prince... les affaires s'en feraient beaucoup mieux en ce pays et avec plus de facilité et d'agrément, principalement à l'égard de celles de Transylvanie et de Hongrie, dont le roi de Pologne peut, toutes les fois qu'il veut, traverser le commerce, étant maître absolu de Strie et des autres passages au delà, dont il faut se servir d'une nécessité absolue... (2). »

Et Vitry, de nouveau, persuade Louis XIV de satisfaire le roi de Pologne par quelque chose de réel, « car il est certain qu'il est extrêmement attaché à ses intérêts et fort avare » (3). Mais, plus que jamais, Jean III

(1) A. E. Hongrie et Trans., vol. VI, f. 250. Du Vernay à L. XIV. Jaworow, 10 avril 1682.

(2) Walisz. III, p. 207. Vitry à Louis XIV, 17 avril 1682.

(3) Walisz. III, p. 207. Vitry à Louis XIV, 17 avril 1682.

allait prouver que l'or de la France lui importait peu, qu'il ne voulait à aucun prix de l'alliance française. La conduite de Louis XIV envers Mme de Béthune, les relations secrètes de Tekely et de Vitry, l'aveuglement de l'ambassadeur français et surtout les intérêts véritables de son pays le détachèrent de la France. Pressé par le nonce du Pape et le résident de l'Empereur, il se décida à lever le masque. Le Pape, en effet, trouvait étrange que la Pologne semblât aider la France dans ses projets contre l'Autriche. Le résident de l'Empereur se plaignait des passeports donnés trop indistinctement et qui facilitaient à souhait les rapports entre la France, la Transylvanie et la Hongrie (1).

Le roi de Pologne déclara donc à Vitry qu'il ne pouvait plus longtemps donner de tels sujets de plaintes à Vienne et à Rome, « ...qu'il avait trop d'intérêt à détruire l'opinion qu'on avait à Rome et à Vienne, que c'était dans sa Cour qu'on travaillait à tout ce qui pouvait servir à la révolte des mécontents de Hongrie, et la chose était devenue trop publique depuis le retour de M. Du Vernay en Pologne, pour qu'il puisse y entrer plus longtemps » (2).

L'ambassadeur, dans sa dépêche du 15 mai 1682 à Louis XIV, observe que Jean III se montre de moins en moins empressé de traiter avec la France. Il s'en prend toujours à l'affaire du marquis d'Arquien, et comme il est aussi persuadé que Jean III ne saurait résister aux faveurs de Louis XIV, il conseille d'attendre la Diète, de ne pas forcer les choses puisqu'il n'y a rien à craindre (3).

(1) Walisz. III, p. 213. Vitry à Louis XIV, 1^{er} mai 1682.

(2) Walisz. III, p. 213. Vitry à Louis XIV, 1^{er} mai 1682.

(3) Walisz. III, p. 217. Vitry à Louis XIV, 15 mai 1682.

Une fois encore, les lettres de Du Vernay confirment celles de Vitry. Du Vernay se plaint de même à Louis XIV du mauvais vouloir de Jean III, des obstacles qu'il suscite à la France pour l'empêcher de communiquer avec la Hongrie et la Transylvanie (1). Il supplie Louis XIV d'intervenir près de Sobieski : « ...Car encore une fois, s'il n'est pas content, tous mes soins seront inutiles, ne voulant plus, dit-il, entendre parler de nos intrigues de Hongrie et de Transylvanie... (2). »

Pourtant les événements forcèrent le roi à agir plus ouvertement.

Tekely lui fit savoir par son envoyé Jajgel, commandant de Koszyce, l'intérêt qu'il y aurait pour la Pologne à soutenir les révoltes des Hongrois et à immobiliser ainsi les forces ottomanes. Du Vernay espère beaucoup de ce rapprochement entre le chef des révoltés et Sobieski et de la visite de Jajgel « venu exprès pour m'informer de tout ce qui a été résolu à Bude » (3). Mais Jean III répondit à Jajgel que le péril restait le même pour la Pologne, soit que les Turcs s'emparent des quatre comtés au delà de Tybisk par la force armée, soit qu'ils les obtiennent à la suite d'un accommodement avec l'Empereur. C'est donc cette

(1) A. E. Hongrie et Trans., vol. VI. Du Vernay à L. XIV, les 8 et 29 mai 1682, f. 275 et 299.

(2) A. E. Hongrie et Trans., vol. VI, f. 300. Du Vernay à L. XIV, 29 mai 1682.

(3) A. E. Hongrie et Trans., vol. VI, f. 303. Du Vernay à L. XIV. De Niemirow, 5 juin 1682.

entente austro-ottomane qu'il faut éviter à tout prix, et c'est à lui, le roi de Pologne, le plus directement menacé, de prendre en main les intérêts de l'Autriche (1). Il a d'ailleurs fait déclarer par l'abbé Zaluski à Vitry: « ...Qu'il ne pouvait plus, à l'avenir, permettre le passage d'ici en Hongrie, ni par Strie, ni par Scola qui appartient à la princesse de Radziwill, sa sœur; qu'il avait toléré la chose tant que l'armistice avait duré entre l'Empereur et les mécontents, mais qu'à présent que le prince savait la déclaration qu'avait fait faire à Vienne le comte Tekely de la vouloir rompre à la fin de ce mois et qu'il était sur le point d'entrer en action conjointement avec les Turcs, sa conscience, ni l'intérêt de son royaume ne lui permettaient nullement de favoriser directement ou indirectement le parti des mécontents... » (2).

Pour la première fois le roi disait ouvertement sa pensée; il parlait de sa conscience, de l'intérêt de son Royaume et de la nécessité absolue d'une guerre contre les Turcs. Pour la première fois il prenait en mains la cause de l'Empereur et le déclarait à la France.

On ne comprend donc plus l'obstination persistante de Vitry. Tant que le roi de Pologne s'en était tenu à une résistance passive vis-à-vis de la France, l'ambassadeur pouvait encore douter de sa bonne foi. Mais devant l'évidence il revient encore sur les intrigues

(1) Walisz. III, p. 223. Vitry à L. XIV, 12 juin 1682.

(2) Walisz. III, p. 223. Vitry à L. XIV, 12 juin 1682.

de la reine au sujet du marquis d'Arquien, sur l'avarice du roi. L'ambassadeur essaye vainement de persuader à Jean III que mieux valait une lutte en Hongrie qu'une guerre européenne. Jean III lui répondit qu'il devait avant tout sauvegarder la frontière polonaise du côté de la Hongrie. Si l'Autriche, poussée à bout, cédait aux Turcs les pays situés au delà du Tibisque, c'est-à-dire toute la Haute-Hongrie, les Turcs auraient accès au cœur même de la Pologne. Le danger alors serait extrême, plus grand encore que celui qui la menace du côté de Kamienietz, puisqu'il ne s'y trouverait même pas une place forte qui leur résistât de ce côté (1).

Les intérêts de la Pologne et de l'Autriche étaient donc intimement liés et Jean III fut plus que jamais persuadé de la nécessité d'une entente austro-polonaise. Il avait d'ailleurs d'autant plus sujet de craindre que la confirmation de la prise de la citadelle de Cassovie lui venait de toutes parts. La reddition de cette ville, capitale de la Haute-Hongrie, située au confluent de la Tarza et de l'Arnai, entraînait fatalement celle de Fileck, d'Agrie et de Zatmar, et si l'Autriche impuissante laissait succomber la Hongrie, le danger était également grand pour la Pologne que pour l'Empire : « ...La nouvelle déclaration que le roi de Pologne fit faire dimanche dernier à M. le marquis de Vitry par M. le vice-chancelier suffit pour persuader que l'Empe-

(1) Walisz. III, p. 230. Vitry à L. XIV, 3 juillet 1682.

reur n'est pas sans inquiétude du côté de la Hongrie. Il a en cette Cour un résident qui crie tant qu'il peut contre Votre Majesté... », écrit Du Vernay à Louis XIV, le 7 août 1682 (1).

Louis XIV vainement redouble ses offres: satisfaction des exigences du roi quant aux villes prussiennes; de celles de la reine quant au marquis d'Arquien — le roi de France, toutefois, ne promet pas la vérification immédiate du titre de duc et pair par le Parlement, — offre d'une pension de 100.000 livres pour Jean III. Mais il était trop tard. De plus en plus le roi de Pologne se rapprochait de l'Autriche et s'éloignait de la France. Dans la seconde moitié de l'année 1682, il s'occupe donc de l'achèvement d'une ligue contre les Turcs, et nous verrons plus loin le génie dont il fait preuve dans cette campagne diplomatique poursuivie jusqu'à la Diète de 1683. Quant à Vitry, peu lui importe. Il continue à espérer contre toute espérance, confiant dans le parti d'opposition, qu'il juge assez puissant pour soutenir la France contre les entreprises de Jean III.

Qu'était-ce au juste que ce parti?

(1) A. E. Hongrie et Trans., vol. VI, f. 372. Du Vernay à Louis XIV, 7 août 1682, de Niemirow.

CHAPITRE IV

LES INFLUENCES ÉTRANGÈRES CHEZ LES GRANDS DU ROYAUME

Le parti d'opposition sur lequel comptait Louis XIV pour contrecarrer les projets de Jean III comprenait les Grands du royaume. Ces derniers jouaient en Pologne un grand rôle politique. Le roi ne pouvait régler sans eux aucune affaire importante, aucun traité d'alliance offensive ou défensive. Membres du Sénat et ministres, ils pouvaient s'opposer à la politique du souverain en rejetant ses décisions et en faisant rompre la Diète. Mais, par contre, le roi distribuait les charges librement, sans aucun contrôle, et c'est bien ce droit qui le mettait au-dessus de la noblesse et la faisait s'incliner devant lui. C'était par ce droit qu'il pouvait se la concilier et se l'attacher; il ne manquait pas de le faire à l'ouverture de chaque Diète quand il présidait à la distribution des hautes charges dont lui seul disposait.

« ...Les lois et les constitutions du Royaume, rappelle Louis XIV à ses ambassadeurs dans son mémoire du 6 juillet 1680, ne donnent au roi que le pouvoir de faire des grâces, la nomination aux charges, offices et bénéfices et une pleine et absolue disposition de tout ce qui vient à vaquer... (1). »

Pourtant, remarque Louis XIV, et la remarque a son importance au point de vue du caractère moral de Jean III; Sobieski a su mieux que ses prédécesseurs s'affranchir de la noblesse. Il s'est réservé exclusivement certains droits: tel celui de faire lever des troupes, de les expédier hors du Royaume, sans le consentement de la République; tel celui de permettre à qui bon lui semble de réunir des armées. Mais, observe cependant Louis XIV, médiocre privilège, puisque nulle alliance ne peut se contracter sans le consentement de la République, puisque le moindre palatin venu peut interdire le passage de ses terres aux soldats non autorisés de la nation.

Le roi de France, tout-puissant, peut donc espérer exploiter cette infériorité politique du roi de Pologne. Il lui faut gagner à sa cause la haute noblesse, tenir ainsi perpétuellement en échec Jean III rebelle aux menées françaises et « former un parti assez considérable pour se joindre aux bonnes intentions du dit roi, ou plutôt pour secourir indépendamment de lui

(1) Walisz. III, p. 4. Mémoire donné aux ambassadeurs.

celles de Sa Majesté » (1).

« Sa Majesté » devait aussi compter sur la Diète, la Diète polonaise toute-puissante. Mais, nous le verrons plus loin, de même qu'Etienne Batory, en 1585, dans l'affaire « Zborowski », avait su montrer ce que pouvait un roi fort et indépendant, de même, en 1683, le prestige moral de Jean III triompha de tout et de tous.

Louis XIV envoie donc à ses ambassadeurs une liste des personnages influents du Royaume qu'il importe de séduire. Il fait suivre leur nom d'une petite notice morale empruntée au mémoire que lui envoya sur les affaires de Pologne le marquis de Béthune, le 24 mars 1680 (2). Le mémoire lui-même contient en marge les appréciations du grand trésorier de la Couronne, Andrzej Morsztyn, homme très perspicace, peu scrupuleux, très influent et tout dévoué à la France.

Louis XIV mentionne d'abord le prince Lubomirski (Stanislaw Heracliusz), grand maréchal de la Couronne qui avait des sympathies pour la France, mais que l'Autriche voulait gagner à tout prix. Au dire de M. de Béthune, il avait donné des marques essentielles de son attachement et de sa fidélité à Louis XIV, marques attestées par une pension de 2.500 ducats régulièrement payés par le dit roi. « Honnête homme, sans tête, aimé de la noblesse et du

(1) Walisz. III. Mémoire mentionné p. 4.

(2) Walisz. II, p. 364.

roi (1). » « Bon », ajoute Morsztyn. Bon, c'est-à-dire bien français.

Venait ensuite le comte Wieloposki, grand-chancelier de la Couronne, beau-frère du roi. « Homme très influent par sa situation, ses richesses, sa générosité; homme très apprécié à la Cour, très français, bien qu'il n'ait jamais rien touché de la France et qu'il soit allié à la reine (2). Bon Français, affirme Morsztyn, aimé de la Cour mais poltron. »

Le roi de France passe rapidement sur Pac, grand-chancelier de Lithuanie, tout adonné aux intérêts de l'Autriche, bien avec la reine et suspect au roi. Sur l'évêque de Culm, Malachowski, vice-chancelier de la Couronne, très attaché au roi, très-incliné vers la France. Puis Louis XIV s'arrête sur le prince Michel de Radziwill, vice-chancelier de Lithuanie, petit général, beau-frère du roi, ambassadeur de Rome et de Vienne. C'était, porte l'instruction, un esprit doux et honnête, soumis à l'influence de Jean III mais attiré vers la France et grand ennemi de Pac l'Autrichien. Le maréchal de la Cour s'appelait Jérôme Lubomirski. Fort aimé des soldats il dominait l'armée, aimé extrêmement du roi il suivait en tout ses intérêts. « Il faut le ménager suivant son humeur; il fera toujours ce que le roi de Pologne souhaitera de lui (3). »

(1) Walisz. II, p. 365.

(2) Walisz. II, p. 365 et t. III, p. 14.

(3) Walisz. III, p. 14.

Notons encore le grand maréchal de Lithuanie, Alexandre Polubinski, homme de grand mérite fort accrédité en Lithuanie, très brave soldat, tout adonné au roi de Pologne, uni au prince Radziwill, et Sapiéha contre Pac. Enfin le petit maréchal de Lithuanie, Sluszkā. « De fort peu de considération. il vient peu à la Cour. Il parle français et est assez attaché au roi de Pologne. »

Arrêtons-nous enfin sur le comte de Morsztyn, Grand Trésorier de la Couronne, ambassadeur de France, l'auteur probable des notes judicieuses trouvées en marge du mémoire de Béthune. « C'était, au dire de Louis XIV, la personne principale de la Pologne, par le crédit, la considération, les richesses et les manières obligeantes (1). » Ces quelques mots ne nous suffisent pas. Morsztyn était l'un des hommes les plus intelligents de la Pologne et celui qui aurait pu avoir le plus conscience des intérêts véritables de son pays. Ces intérêts, il n'a pas su les défendre; il s'est montré Français avant tout, parce qu'il possédait la plus grande partie de ses biens en France. C'est lui qui renseignait les émissaires français sur les idées politiques de ceux de la Cour de Varsovie.

Tout jeune, Morsztyn parcourut le monde, l'Allemagne, la Belgique, l'Italie. Son élégance et sa distinction le firent remarquer en France, où il fit ses premiers essais diplomatiques comme attaché de Krzysztof Opalinski. Il s'agissait alors d'obtenir pour Wla-

(1) Walisz. III, p. 15.

dysław IV la main de Marie de Gonzague. Devenue reine de Pologne, cette dernière ne put se passer de Morsztyn (1). Rien, d'ailleurs, dans le caractère du grand trésorier, ne révélait sa nationalité. Prudent, secret, plein de ruse et de dissimulation, toutes ses qualités de diplomate le faisaient à la fois haïr et rechercher à la Cour de Pologne et à celle de France. En 1674, Forbin-Janson parlait déjà à Louis XIV de son habileté et de ses relations universelles et le marquis de Béthune n'avait pas pour lui une très grande estime non plus. Mais, vers l'année 1680, Morsztyn sut se rendre indispensable à la France. Après avoir acheté d'immenses propriétés (Château-Vilain, d'Arques-en-Bassigny et Montrouge) de feu le prince de Vitry, au prix d'un million de livres, et le titre de secrétaire attaché à ces propriétés, il devint le bureau de renseignements des diplomates français. Il conseillait Louis XIV, lui dévoilait l'état d'épuisement de la Pologne; il rédigeait, paraît-il, des commentaires aux marges des mémoires concernant les affaires de son pays (2). On le ménageait donc à la Cour de Versailles, mais on craignait toujours son esprit fin et rusé. Même vers la fin de l'année 1682, alors qu'il était le chef véritable du parti d'opposition sur lequel comptait Louis XIV, même à ce moment, les ambassadeurs du roi de France dans différentes Cours européennes et le roi lui-même s'en méfiaient. Morsztyn demande à

(1) Deiches. *Koniec Morsztyna*, p. 5.

(2) *Koniec Morsztyna*, p. 29 et 30. *Walisz*. III, p. 358.

l'envoyé de Louis XIV à la Cour du Grand Electeur, de Rebenac, un chiffre pour qu'il pût lui mander les nouvelles de la Pologne importantes pour la France. Rebenac lui répond, mais sous réserve, et Louis XIV l'approuve. « ...Je lui en ai envoyé un, écrit Rebenac à Louis XIV, sachant que c'est un homme qui nous est entièrement dévoué. Cependant, je réponds à ses civilités par d'autres et lui mande les nouvelles générales, sans entrer avec lui en rien de particulier, jusqu'à ce que j'aie les ordres de Votre Majesté là-dessus (1). » Et Louis XIV lui répond : « ...Vous pouvez continuer avec le comte de Morsztyn le commerce de lettres que vous avez commencé, en observant néanmoins de ne rien lui mander qui puisse préjudicier à mon service... (2). »

Vitry, qui sans le Grand Trésorier se serait trouvé bien isolé et très impuissant à la Cour de Varsovie, partage la méfiance générale de la France envers le chef du parti français. Ce n'était pas pourtant le crédit dont jouissait Morsztyn dans son propre pays qui pouvait porter ombrage à Louis XIV.

L'indifférence — peut être seulement apparente — du Grand Trésorier pour tout ce qui touchait les affaires de son pays, ses lointains séjours, son engouement pour la France et ses agissements secrets lui avaient aliéné le cœur de tous les siens : on lui reprochait

(1) A. E. Prusse, vol. 19, 2 décembre 1682, f. 280.

(2) A. E. Prusse, vol. 19, 17 décembre 1682, f. 283.

d'avoir fait élever sa fille chez les Ursulines de France et de l'avoir obligée de s'y faire religieuse. On l'accusait de faire parler le français chez lui, de dénigrer les Polonais devant les Français, bref de trahir l'idéal patriotique de son pays. Ce conflit perpétuel entre ses propres idées et celles de son entourage contribua pour beaucoup à sa naturalisation française (1).

Malgré tout, sans être véritablement aimé nulle part, il fut recherché partout pour son esprit, pour son talent poétique et ce charme à la fois satanique et mystérieux dont il usait avec ses pires ennemis.

Jean III le redoutait, la reine le détestait, tous deux s'unirent pour le perdre et avec lui le parti d'opposition qu'il dirigeait.

Morsztyn figure donc à bon droit sur la liste présentée par Louis XIV à ses ambassadeurs. Son nom est immédiatement suivi de celui de Sapieha, Grand Trésorier de Lithuanie. « C'est une des plus illustres, des plus puissantes et plus accréditées familles de Lithuanie, laquelle a toujours été, de tout temps, affectionnée à la France, et qui est aujourd'hui fort attachée au roi de Pologne, ennemi capital de la maison de Pac, fort uni au prince de Radziwill, vice-chancelier de Lithuanie. La personne de ce Trésorier est très bien faite, il a de l'esprit, du mérite, de la valeur et est

(1) Koniec Morsztyna, p. 20-25.

fort appliqué à ses intérêts (1). »

Après avoir passé en revue pour les juger les huit grands-officiers de la Couronne, ceux qu'il importe avant tout de ménager, Louis XIV en vient aux sénateurs. D'abord à l'archevêque de Gnesne. C'est Jan Stefan Wydzga, primat du royaume, prince de Pologne, premier sénateur, régent en cas d'interrègne, premier ministre, chef du Sénat et de la Diète. C'est lui qui proclame le roi et la couronne, c'est à lui que s'adressent les ambassadeurs, tout se fait en son nom. C'est donc à lui que doivent aller toutes les avances du roi de France. « S'il n'est pas à la Cour lorsque M. l'ambassadeur arrivera, il faudra lui envoyer un gentilhomme et lui écrire pour l'assurer de l'amitié du roi et lui faire des compliments de la part de M. l'ambassadeur (2). »

C'est d'ailleurs un vieillard éminent, respectable tout à la fois par sa science et sa vertu. Son amitié pour le roi de Pologne n'a d'égale que son amitié pour la France.

Un mot seulement sur Lipski, archevêque de Léopol, récente créature du roi : « Homme de bien, d'honneur, assez affectionné à la France. »

Louis XIV parle ensuite de l'évêque de Cracovie comme d'un personnage très influent, qu'il importe de ménager : « ...Il faudra lui faire le même compliment qu'à M. l'archevêque de Gnesne, le traiter avec beaucoup d'honnêteté et de circonspection (3). » C'est

(1) Walisz. III, p. 15.

(2) Walisz. III, p. 16.

(3) Walisz. III, p. 16.

un homme âgé, très riche, ayant de beaux palais et 600.000 livres de rente de son évêché; avec cela désintéressé, dévot et fort bon évêque. Il a été attaché au service de la feue reine; il aime le roi mais agit cependant selon ses idées personnelles; il est opiniâtre et emporté. C'est un partisan acharné de la maison d'Autriche; il s'appelle Trzebicki (Jedrzej) et ses domaines sont situés dans le voisinage des États de l'Empire. Léopold I^{er} tient beaucoup à son amitié.

De nouveau Malachowski revient sur la liste du roi de France puisque le vice-chancelier de la Couronne est aussi évêque de Culm. « C'est un homme fin et plus adroit qu'il n'en a l'air (1). »

Viennent ensuite des personnages plus malléables, mais tous nécessaires à Louis XIV. L'évêque de Cujavie, Stanislaw Sarnowski, que sa vieillesse éloigne des affaires. L'évêque de Plock, Madalinski, qui s'est retiré à la campagne. L'évêque de Przemyśl, Jean Zbaski, un ambitieux, très attaché au roi de Pologne, chancelier de la reine, bien vu à la Cour et pour cette raison redoutable. Il semble témoigner une certaine sympathie pour la France. L'évêque de Warmie, Michel Radziejowski, un parent du roi et tout dévoué à ce dernier, élève de Jésuites de Paris, encore tout jeune et très affable.

Enfin l'évêque de Luccovie, Stanislaw Dombski, d'une illustre famille, intelligent, ambitieux, et jeune. L'ambassadeur français peut se l'attacher.

(1) Walisz III, p. 16.

Ici se termine le mémoire de Louis XIV concernant les ministres polonais et donné aux ambassadeurs le 12 juillet 1680.

Le roi de France y ajoute quelques lettres amicales écrites de sa propre main et destinées à toucher spécialement ceux à l'amitié desquels il tient le plus, c'est-à-dire l'archevêque de Gnesne, le grand général de la Couronne, Dymitr Wisniowiecki, le grand maréchal Stanislaw Lubomirski, le chancelier Wielopolski et d'autres encore (1).

La Diète de 1681 modifia quelque peu les attributions des charges. Malachowski, évêque de Culm et vice-chancelier de la Couronne, fut nommé évêque de Cracovie, et Gninski, ambassadeur extraordinaire à la Porte, voulant se consacrer aux affaires de l'Eglise, le remplaça à Culm (2). Chelminski, ami personnel de l'évêque de Beauvais et tout dévoué à la France, devint vice-chancelier, et le chevalier Lubomirski, maréchal de la Couronne, à la grande joie des ambassadeurs : « ...Il nous a protesté qu'il ne souffrirait jamais qu'il fût proposé des ligues avec la maison d'Autriche (3). Enfin, après la mort de Michel Radziwill à la fin de 1680, Sapieha, palatin de Plock, remplit le poste de petit général de Lithuanie.

A cette époque nous voyons donc les Grands du Royaume, à l'exception de Pac et de Dymitr Wisnio-

(1) Walisz III, p. 17.

(2) *Gaz. de Fr.*, Varsovie, 17 janvier 1681.

(3) Walisz. III, p. 88.

wiecki, sympathiser avec la France. En 1682, tous les deux disparaissent et de vieux partisans de la France les remplacent au pouvoir.

Mais tous ces amis de la France étaient aussi ceux du roi de Pologne. Ils vivaient à la Cour de Varsovie, près de Jean III, maître absolu des charges vacantes, de qui par conséquent ils avaient tout à espérer. Nous les verrons donc, le plus sincèrement du monde, accepter les avances de Louis XIV, lui promettre beaucoup, et définitivement revenir à Jean III.

D'ailleurs, à part Morsztyn et un certain palatin de Posnanie, que Louis XIV ne mentionne pas mais que nous allons étudier, aucun ne possède une personnalité bien accusée. Grzymultowski fut en effet, avec Morsztyn, l'ennemi acharné de la politique de Jean III.

Né vers 1621, il prit part à la vie publique dès sa dix-huitième année. D'une instruction solide, d'une intelligence étendue et lucide, très éloquent, versé dans le droit, c'était avant tout un homme d'une grande énergie, capable de tout sacrifier à sa fantaisie. Il prêchait en Pologne l'alliance française et servait surtout les intérêts du Grand Electeur, même aux dépens de ceux de la Pologne. C'est ainsi qu'avant la Diète de 1681 il conseilla au chef des Hohenzollern de marier son fils Louis à la riche héritière, la princesse de Radziwill, au lieu de souhaiter, comme la République entière, qu'un Polonais seul devînt maître de domaines aussi considérables que ceux de Sluszek, de Birze, etc. Le mariage fut conclu à l'insu même de Jean III, le

7 janvier 1681 (1).

Toujours Grzymultowski soutint la France contre le roi et s'opposa à la guerre, mais surtout depuis la Diète de 1679. Il venait pourtant à cette même Diète d'être nommé palatin de Posnanie, il avait promis au souverain, dispensateur des charges, fidélité et obéissance. Peu lui importe. Jean III parle en faveur de la guerre ottomane, de l'alliance autrichienne et moscovite. Grzymultowski s'oppose à la guerre contre les Turcs: « Le pays est épuisé, dit-il; les soldats non payés, la misère des paysans très grande. La République doit aux soldats 6.318.000 livres. La première année il faudrait dépenser tout de suite 23.000.000 de livres, et pour avoir une armée de 50.000 hommes il faudrait 20.000.000 de livres par an (2). »

Avec le temps, par amitié pour la France et le Grand Electeur, nous le verrons devenir l'ennemi personnel de Jean III et attaquer chacun de ses projets. Il trouvait d'ailleurs un allié sûr dans Morsztyn. Tous les deux travaillaient de concert contre le roi de Pologne. Ce dernier, à qui la Diète de 1679 avait donné le pouvoir de traiter avec les Moscovites pour faire la guerre aux Turcs, envoyait ses ambassadeurs solliciter dans différentes Cours de l'Europe un appui moral ou matériel contre l'Infidèle. Nous avons vu Venise effrayée refuser toute alliance, l'Autriche

(1) Jablonowski. Sources hist., t. I, p. LXVI.

(2) Jablonowski. Sources hist., t. I, p. LV.

n'accepter qu'une ligue défensive et Louis XIV, dans la crainte de compromettre ses bonnes relations commerciales avec les Turcs, s'en tenir à de vagues promesses. En réalité, seuls le Pape, chef de la Chrétienté, et Léopold directement menacé, prêtaient attention aux propositions de Sobieski. La France, soutenue par Morsztyn, partisan lui-même de la paix et soupçonneux de la bonne foi du roi de Pologne, devenait de plus en plus pacifique. Louis XIV attirait à lui, par l'intermédiaire de Morsztyn et de ses ambassadeurs en Pologne, tous ceux qui étaient rebelles à la ligue contre les Ottomans, et tout-puissant, il s'opposait à Jean III, seul près du Pape et de l'Empereur.

Voulant isoler Jean III dans son propre royaume, Louis XIV flatte de plus en plus le parti d'opposition en Pologne.

Le 8 novembre 1680, ses ambassadeurs sollicitent à Versailles d'autres pensions pour d'autres Polonais influents.

Nécessité de continuer la pension de 12.000 livres au Palatin de Russie Jablonowski; de se lier à l'évêque de Kamieniek, M. Wojenski, « homme sage et de tête » : 3.000 livres; de ménager le chevalier Lubomirski, « entièrement dévoué à Votre Majesté ». Viennent ensuite les noms du grand trésorier, du grand chancelier, du vice-chancelier, futur évêque de Cracovie, du maréchal de la Cour Sieniawski, du Palatin de Kieve et de Siradie, M. Sapieha, et d'un grand nom-

bre d'autres seigneurs (1).

A la vérité, tous ces protégés de Louis XIV n'étaient pas des amis bien fidèles et les ambassadeurs, dans cette même missive du 8 novembre 1680, l'avouent à Sa Majesté. « Aucun n'est assez fort pour résister en face au roi de Pologne, ni personne assez hardi, assez puissant pour rien entreprendre d'extraordinaire (2). » Ils auraient pu dire encore que plusieurs n'étaient pas très sûrs. Tel l'évêque de Kamienietz qui recevait de la France 1.000 ducats et qui servait l'Autriche. Mais ni Vitry ni Forbin Janson ne se flatteront de ces défections. Ils préféreront jusqu'au bout faire croire au succès de leurs avances envers les Grands du Royaume. Et il faudra de notables défections pour ouvrir les yeux de Louis XIV et le persuader qu'il est de son intérêt de s'attacher d'abord le roi et la reine.

Le 20 novembre 1680 Akakia écrivait à l'évêque de Beauvais : « ...Je soupçonne l'évêque de Kamienietz avec qui quelques-uns des principaux de Hongrie ont correspondance, et je crois même que la reine de Pologne a part à ces bons offices que l'on tâche de rendre à la Cour de Vienne... (3). »

Donc Louis XIV pouvait se méfier ; mais de plus en plus ses ambassadeurs reprenaient courage, et redoublaient de flatteries et de promesses près des nobles

(1) Walisz. III, p. 54.

(2) Walisz. III, p. 54.

(3) Walisz. III, p. 72.

polonais. Louis XIV les laissait faire d'autant plus volontiers que le moment approchait où la Diète allait s'ouvrir, où la ligue avec l'Autriche pouvait se conclure. Il lui fallait coûte que coûte sinon tout un parti du moins un ou deux hommes influents pour rompre la Diète en cas de nécessité absolue. Le 27 décembre les ambassadeurs, sans prendre garde qu'ils contredisent leurs affirmations précédentes, supplient le roi de se fier au parti d'opposition. « Le nombre des mécontents de ce Royaume est grand et ils ne demandent pas mieux que d'être appuyés par Votre Majesté... Monsieur le Palatin de Russie nous répond non seulement de lui-même et du crédit qu'il a dans l'armée et des parents considérables qu'il a dans le pays, mais aussi de ramener le prince Démétrius grand général... (1). » Ils se promettaient aussi de gagner complètement à leur cause le grand chancelier, le Palatin de Kieve, le chevalier Lubomirski, etc. Et quand tout cela manqueraient, ajoutent-ils, ce qui ne peut pas être, un ou deux mille ducats feraient casser la Diète et avorter tous les desseins qu'on pourrait avoir contre ceux de Votre Majesté (2).

La Diète s'ouvrit le 14 janvier 1681, mais selon l'habitude le premier mois fut consacré entièrement aux affaires personnelles des Grands du Royaume. Le roi distribua les charges et les bénéfices au gré de son caprice, ce'st-à-dire au gré de sa politique.

(1) Walisz. III, p. 77.

(2) Walisz. III, p. 77.

Beaucoup d'affaires et de toutes sortes occupaient la Diète. Le mariage de la princesse de Radziwill agita tous les esprits. On aurait voulu qu'on fit incessamment la guerre au Grand Electeur. On commença aussi à manœuvrer contre le Grand Trésorier et à suspecter ses grandes richesses, acquises, disait-on, aux dépens de la République. Morsztyn se défendit comme il put. Le 14 février, il rendit compte devant les Chambres réunies de ses négociations à Paris et de ses dépenses (1).

Jusque vers la moitié du mois de mars, on n'avait pas encore délibéré sur la question de la guerre contre le Turc (2). Tout semble d'abord devoir favoriser les projets du roi et aboutir à la guerre. Le 9 avril 1681, la Diète est prolongée de quinze jours. Les ambassadeurs de Moscovie ont dépêché un courrier au tsar pour l'informer de l'état des négociations et le prévenir que l'armée des Moscovites marche vers l'Ukraine; que celle des cosaques, sujets du tsar, est campée au delà du Dniéper et témoigne le désir de se joindre à celle des Polonais. La nouvelle arrivait en même temps de Cracovie que la Porte avait envoyé demander la cession de toute la Volynie (3). La guerre devint donc plus certaine que jamais entre les Polonais et les Turcs, puisque l'intérêt du pays était de plus en plus en jeu et que les Moscovites semblaient vouloir conclure une

(1) Arch. Czart., vol. 178. *Diarium Comitiorum* de 1681.

(2) *Theatrum Europæum*, t. XII, p. 325.

(3) *Gaz. de Fr.*, Dantzig, le 14 avril 1681.

alliance avec les Polonais. La Diète approuva les articles de la ligue et Jean III leur fit savoir, le 16^e avril, qu'il était prêt à la jurer avec eux. Sur ces entrefaites, revirement du côté des Moscovites. Ils prétextent d'anciens différends non réglés entre eux et la Pologne, afin de faire traîner les choses en longueur, pour traiter ainsi plus avantageusement avec les Turcs (1). Néanmoins, on espère toujours, à la Diète, une réponse favorable du tsar et, en l'attendant, on s'occupe de la question des subsides nécessaires pour opérer les premières levées de troupes. Question délicate, qui suscite mille difficultés, vu l'égoïsme local. Chaque nonce s'efforce de faire décharger son palatinat d'une partie des dépenses occasionnées par la guerre, aux dépens de son voisin (2). De là, mille discussions interminables qui menaçaient à plusieurs reprises de faire rompre la Diète (3), sans la prudence extrême de Jean III (4). On parvint enfin à convenir pour les 36.000 hommes fournis par le royaume, indépendamment de 12.000 hommes du grand-duché de Lithuanie, d'une somme annuelle de 8 millions d'écus. Le Pape devait lui fournir 50.000 écus par mois, tirés des décimes sur les bénéfices d'Italie (5).

(1) *Gaz. de Fr.*, Varsovie, le 18 avril 1681.

(2) *Gaz. de Fr.*, Varsovie, le 29 avril 1681, et *Arch. Czart.*, vol. 178. *Diarium Comitiorum*.

(3) *Gaz. de Fr.*, Varsovie, le 29 avril 1681.

(4) *Th. Eur.*, t. XII, p. 325.

(5) *Gaz. de Fr.*, Rome, le 3 mai 1681.

Mais on ne s'entend pas au sujet de la guerre. Les uns veulent qu'on mette sur pied une armée de cinquante-quatre mille hommes et qu'on fasse une ligue offensive avec les Moscovites. Les autres désirent la continuation de la paix et qu'on ne lève que vingt-quatre mille hommes pour demeurer sur la défensive jusqu'à l'entier règlement des limites avec les Turcs (1). La question du mariage de la princesse revient à l'ordre du jour. Les imprécations contre le grand trésorier ne cessent pas, et Morsztyn craint pour son sort. Il est à supposer que le roi et la reine ne faisaient rien moins que de le soutenir, puisque c'était pour eux l'homme le plus redoutable. Morsztyn craignit pour son propre compte et, de concert avec Grzymultowski, l'ami du Grand Electeur, il fit rompre la Diète par Przyjemski, député de Kalisz, le 24 mai 1681.

« ...La Diète a été rompue, écrivait-on de Varsovie le 23 mai... Il y a cinq mois qu'elle dure, et tout ce temps s'est passé en contestations, sans qu'aucune ait pu être terminée. On attend toujours le courrier de Moscou pour savoir l'intention du tsar... (2). »

D'après la relation de Zierowski, Przyjemski invoqua, pour expliquer cette rupture, les coups de bâton qu'il avait reçus des domestiques du roi de Pologne, le jeudi 22 mai 1681. Fortement sollicité, il revint dans la salle de délibérations le samedi 24 mai, après avoir déclaré que la Diète devait absolument être close le

(1) *Gaz. de Fr.*, Varsovie, le 16 mai 1681.

(2) *Gaz. de Fr.*, Varsovie, le 23 mai 1681.

jour même (1). Il exprima la tristecce que lui causaient tant de délibérations inutiles, et les impôts insupportables votés pendant la Diète et qui dépassaient les moyens publics (2). Après quoi, il se leva et s'esquiva. On délibéra jusqu'au lundi 26 mai pour savoir si la session du samedi devait être regardée comme décisive. La plus grande partie de la Diète se déclara contre la rupture, mais Dombiski et Czarnecki soutenaient la cause de Przyjemski, et l'Assemblée fut dissoute (3).

Piteux résultat de la politique de Jean III. Ce dernier, toutefois, n'avait pas faibli un instant au sujet de la guerre. Il s'était montré conciliant avec tous, mais son autorité n'était pas encore suffisamment affermie pour refouler les exigences de la noblesse, et, d'autre part, les difficultés matérielles qui s'opposaient à la guerre ne lui permettaient pas encore de réaliser son rêve belliqueux. Le chevalier Lubomirski, maréchal de la Diète, rend, dans le discours, d'adieu, hommage aux bonnes volontés du roi, en même temps qu'il pleure le sort malheureux de son pays :

« ... Nous retombons de nouveau dans un labyrinthe sans issue, du moment que cette Diète si longtemps prolongée a été rompue, Diète où nous devions voir l'aboutissement de nos délibérations et de nos projets... A présent, il ne nous reste qu'à soupirer tristement

(1) Haus Hof und Staatsarchiv-Polonica, vol. 49. Compte rendu de Zierowski après la rupture de la Diète de 1681.

(2) Ostrowski Danejkowicz, t. I, p. 169. Discours de Przyjemski.

(3) Compte rendu de Zierowski.

sur l'inconstance de notre sort, parce que Dieu n'a pas permis un dénouement heureux. Et comment ne pas gémir, voyant la crise violente que traverse notre patrie, comment ne pas regretter nos délibérations si longues, les soins vigilants et continus de Sa Majesté Royale, ses fatigues infinies... Pourtant, la destinée ne doit pas nous être si contraire que la prudence de Votre Majesté ne puisse pas nous venir en aide, et, comme nous ne pouvons pas nous défendre nous-mêmes, nous remettons tout d'abord dans les mains de Dieu, notre premier refuge, puis dans les mains paternelles de Votre Majesté, notre sort et les débris de cette République... (1). »

Pour la politique française, ce résultat fut heureux. Aucune ligue, en effet, n'avait abouti, et l'opinion publique, ne pouvant rendre les ambassadeurs seuls responsables de la rupture de la Diète, cherchait vainement l'homme caché sous le couvert de Przyjemski et se perdait en conjectures. Mais, en réalité, les avances diplomatiques de la France n'avaient pas abouti, et ce n'est pas le parti d'opposition qui était venu au secours de Louis XIV. Le 18 mars 1681, les ambassadeurs écrivaient entre autres à ce dernier : « ...Le roi de Pologne a été assez heureux qu'il y ait eu en même temps un si grand nombre de vacances, qu'il ait eu par là les moyens d'apaiser tous les mécontents et se rendre maître de la Diète, ce qui redouble notre appré-

(1) Ostrowski Danejkowicz, t. I, p. 40. Discours d'adieu de Lubomirski.

hension en cas qu'il y ait pris la résolution de faire la ligue défensive avec l'Empereur... D'ailleurs, le grand chancelier, sur qui nous croyions avoir lieu de nous assurer, après tout ce qu'il a écrit à Votre Majesté de son attachement à son service et tout ce qu'il nous a protesté en arrivant ici, entraîné cependant par les engagements qu'il a pris avec M. de Béthune et par les sollicitations continuelles de sa femme et de Mme de Béthune, il s'est non seulement lié avec la reine de Pologne, mais il travaille à rendre notre conduite suspecte... (1). »

Non, au moment de la rupture de la Diète, il n'existait, pour ainsi dire, pas de parti français; mais deux hommes s'étaient trouvés à point, Morsztyn et Grzymultowski, qui, tout en travaillant pour leur propre compte, avaient travaillé pour la France.

Les ambassadeurs seraient probablement arrivés par leurs propres ressources au même résultat. Ils avaient songé à faire rompre la Diète et s'étaient adressés, pour cela, au chevalier Lubomirski, et, par son intermédiaire et celui de Morsztyn, ils cherchaient quelqu'un, sans trouver personne de sûr. Le Palatin de Posnanie les avait donc tirés doublement de l'embarras: 1° en faisant rompre la Diète; 2° en leur enlevant la responsabilité de cette rupture.

(1) Walisz. III, p. 119.

La Diète rompue, Louis XIV, conseillé par ses ambassadeurs, change de tactique avec Jean III. Plutôt que de se faire payer très cher une alliance avec le roi de Pologne, alliance qui ne pouvait servir à la France qu'à l'ouverture d'une nouvelle Diète, c'est-à-dire dans deux ans, ils cherchaient à se former en Pologne un nouveau parti. Ils firent alors une nouvelle liste de ceux qu'il fallait s'attacher, et pensèrent qu'avec cinquante mille écus par an l'on pourrait s'assurer un parti fort et solide qui agirait suivant les circonstances et le désir du roi de France (1).

Celui qui, pour le moment, méritait l'or du roi de France était évidemment le Palatin de Russie Jablonski; il fallait lui continuer sa pension de douze mille francs par an. Le chevalier Lubomirski méritait la même pension; puis, le maréchal de la Cour Sieniawski, deux mille écus; autant au Palatin de Posnanie et quelques autres. Quant au grand trésorier, c'était un sujet français, on était bien sûr de lui (2). D'ailleurs, les sympathies — maintenant les charges distribuées et la décision nationale reculée — revenaient à la France, à l'exception de celles du grand général de la couronne Wisniowiecki et du grand trésorier de Lithuanie Pac. Mais ce dernier mourut bientôt, et la famille Sapieha devint toute-puissante en Lithuanie. L'aîné des trois frères, auquel les autres obéissaient, était grand trésorier. Vitry sollicite pour

(1) Walisz. III. Beauvais et Vitry à L. XIV, 30 mai 1681, p. 145.

(2) Walisz. III. Beauvais et Vitry à L. XIV, 30 mai 1681, p. 145.

lui, le 5 décembre 1681, une pension de Louis XIV. « ...Morsztyn a trouvé le grand trésorier de Lithuanie très bien disposé, mais il lui avait fait entendre qu'il souhaitait d'être assuré d'une pension de la part de Votre Majesté (1). » Le roi de France lui accorda, par sa dépêche du 29 janvier 1682, deux mille écus pour Sapieha (2), et Vitry lui répond le 6 mars 1682 : « Je ne doute pas que, par cette gratification de Votre Majesté, elle (la famille Sapieha) ne s'engage entièrement dans toutes les choses qui pourront regarder son intérêt... (3). »

Vitry se reprend à tranquilliser Louis XIV; il lui redit l'impuissance où se trouvera forcément Jean III en face du parti français qu'il cultive; il achève de persuader le roi de France en lui démontrant que le roi de Pologne ne peut rien décider sans la Diète et sans l'appui de la République. Comme auparavant, l'ambassadeur s'étonne de voir Jean III indifférent à l'amitié du roi de France, et il refuse de lui faire les premières avances, comme n'y étant pas le plus intéressé (4).

Enfin il renoue des relations étroites avec la Hongrie et la Transylvanie, à l'insu du roi de Pologne. Même jeu jusque vers la fin de 1682, même patience de

(1) Walisz. III, p. 181.

(2) Walisz. III, p. 194.

(3) Walisz. III, p. 195.

(4) Walisz. III. Vitry à L. XIV, 15 mai 1682, p. 217.

la part de Jean III et même travail secret. Plus tard, Vitry dira au roi de France son étonnement de voir le roi de Pologne au courant de ses moindres actions ; il le verra travailler à la ruine du parti français et accumuler preuve sur preuve pour perdre Morsztyn, le chef de ce parti.

N'importe, Vitry ne perdra pas confiance, même quand Sobieski, aidé du nonce du Pape et du résident de l'Empereur, déploiera tout son génie pour atteindre le but tant rêvé.

Ainsi, la Diète à peine close, les intrigues se renouent autour de Vitry et de Morsztyn ; le parti d'opposition relève la tête, et le roi, qui a combattu la nation pendant les délibérations, de nouveau rentre dans l'ombre et reprend sans perdre courage son travail discret. La Diète lui a montré les difficultés de toutes sortes qui s'opposaient à la ligue, aux levées de troupes et à la guerre. Quant à la noblesse, le roi connaissait son inconstance, et il faut l'aveuglement de Vitry pour ne pas comprendre que, seule, la cupidité l'attire vers Louis XIV, jusqu'au jour où l'ambition les ramène vers Jean III, lors de la distribution de grandes charges.

La Diète de 1681 a mis en relief les hommes et les choses ; elle a servi d'épreuve à Sobieski et lui a permis d'essayer ses forces et ses moyens d'action.

CHAPITRE V

ROME

Le roi de Pologne n'avait pas seulement à défendre ses propres idées devant la « szlachta » rebelle, les alliés de la France et Louis XIV lui-même. Les difficultés croissantes du côté des Moscovites et les vues personnelles de l'Empereur rendaient chaque jour plus difficile la conclusion de la ligue. Jean III ne serait donc peut-être pas arrivé à ses fins, malgré son bon vouloir et son intelligente activité, sans l'aide d'Innocent XI. Ce dernier, vu son catholicisme militant, désirait la guerre avec les Turcs au moins aussi vivement que le roi de Pologne. Son appui revêtit Sobieski d'un prestige moral aux yeux des Polonais très chrétiens ; les négociations discrètes du nonce en Pologne et en Autriche dissipèrent les malentendus inévitables ; enfin les secours matériels venus de Rome suppléèrent à la pauvreté polonaise.

Dès 1680, Martelli, nonce du Pape à la cour de Varsovie, s'efforce d'unir, dans une même alliance contre les Turcs, Jean III et Léopold, les deux souverains directement intéressés à la guerre. L'Empereur

veut une ligue défensive. Pour l'Empire, il s'agissait d'empêcher les Ottomans de s'emparer de la Hongrie, après avoir longtemps soutenu les rebelles; de s'établir en maîtres aux portes de Vienne, et de triompher définitivement de l'Autriche. L'Autriche vaincue, la Pologne voisine avait tout lieu de craindre le même sort et, vu les faibles ressources de Léopold, c'était un devoir patriotique pour Jean III de prendre en mains sa cause. L'Empereur, qui n'avait qu'à se défendre, voulait une ligue défensive. Le roi de Pologne désirait recouvrer Kamienietz et profiter de l'occasion que lui offrait Léopold pour attaquer les Turcs et prendre sa revanche. Il réclamait une ligue offensive.

Premier sujet de troubles entre les deux souverains, premier obstacle à une entente immédiate et première intervention bienfaisante du nonce du Pape. Grâce à Martelli, les pourparlers s'ouvrent à l'amiable le 18 janvier 1680 entre le résident de l'Empereur, Zierowski, et plusieurs grands seigneurs du royaume invités par Jean III à le recevoir. Tous exprimèrent le désir d'une alliance, et Martelli écrit le 24 février au cardinal Cibo comment il se charge, pour son propre compte, de décider le roi, les ministres et les sénateurs en faveur de l'Autriche (1). Le 3 avril, le nonce du Pape fait savoir à Sa Sainteté que le résident de l'Empereur s'entrete-

(1) Ak. Um. Teki Rzymskie, vol. 92. Martelli à Cibo, 24 janvier 1680.

nait maintenant plus longtemps avec Jean III ; que lui, Martelli, s'est employé de toutes ses forces à faciliter ce rapprochement, et que, pour ce qui est de la ligue, rien n'est plus à craindre du côté du roi (1). « ...Le roi m'a dit avec justesse, à Javorow, qu'il fallait faire la ligue tant que l'Empire et la Pologne étaient encore en paix avec la Turquie... (2). »

Mais Louis XIV tenait bon, et Pallavicini, nouveau nonce du Pape en Pologne, dans sa lettre du 26 février 1681, sans deviner mieux que son prédécesseur les projets du roi de France, se plaint à Rome que tous ses efforts ne peuvent décider les émissaires français à adhérer à la ligue. Ces derniers, qui croient toujours à la politique intéressée de Jean III, s'efforcent de le séduire, ainsi que la noblesse par de nouveaux subsides. Mais on commence à comprendre la nécessité d'une alliance autrichienne, puisque l'Empereur, trop faible, ne peut plus, désormais, résister aux attaques répétées des Turcs, et que les intérêts de la République sont liés à ceux de l'Empire. Les tentatives faites au nom de Jean III près des Moscovites venaient d'échouer ; la nécessité d'une alliance autrichienne s'imposait d'autant plus. On espère, de plus, reprendre Kamienietz, où l'on doit perpétuellement entretenir des garnisons dispen-

(1) Ak. Um. Teki Rzymskie, vol. 92. Martelli au pape, 3 avril 1680.

(2) Ak. Um. Teki Rzymskie, vol. 92. Martelli à Cibo, 3 avril 1680.

dieuses, et l'on réclame une ligue offensive (1).

Il fallait réunir un conseil pour décider de la guerre. Pallavicini, qui distribue les brevets, arrive à le rassembler chez le roi. Conseil intime, soumis à l'influence secrète du Pape et de Jean III; conseil plein d'enthousiasme et de décision où la guerre fut définitivement résolue, où les mesures furent prises pour la faciliter. On y aborda la question de l'armement : la Pologne devait fournir 30.000 hommes de combat, la Lithuanie 12.000 (2). On résolut, le 2 avril 1681, de tenter de nouveaux efforts près des Moscovites, de conclure avec eux une ligue offensive et secrète contre les Turcs (3), et, le 14 juillet 1681, le prince Lubomirski, envoyé extraordinaire de la Pologne à la cour de Rome, apprit qu'Innocent XI avait envoyé à Pallavicini 60.000 écus dont Jean III pourrait se servir pour ses préparatifs contre les Turcs. Il promettait d'autres subsides en cas de nécessité (4).

La situation, en effet, devenait plus grave : les Moscovites, après avoir flatté à la fois la Pologne et les Turcs, avaient fini par signer un traité avec ces derniers. D'autre part, l'Empereur, menacé par l'ambition croissante de Louis XIV, les révoltes des Hongrois

(1) Ak. Um. Teki Rzymskie, vol. 93. Pallavicini à Rome, 26 février 1681.

(2) Ak. Um. Teki Rzymskie, vol. 93. Pallavicini à Rome, 26 mars 1681.

(3) Ak. Um. Teki Rzymskie, vol. 93. Pallavicini à Rome, 2 avril 1681.

(4) *Gazette de France*, Varsovie, 20 juin 1681.

secrètement encouragées par la France, les attaques répétées des Turcs, se voyait chaque jour plus faible et menacé.

Les efforts d'Innocent XI et de Pallavicini redoublèrent. Efforts attestés par maintes lettres :

16 juin 1681. — Pallavicini conseille au Pape de donner 10.000 florins comme subsides pour la défense de Biala-Cerkiew (1).

12 novembre. — Il transmet à Innocent XI les nouvelles que lui donne le cardinal Buonvisi. L'Empereur est prêt à conclure une ligue défensive, mais il se plaint des mauvaises dispositions de la noblesse vis-à-vis de l'Autriche, de la rupture de la Diète de 1681 et des indiscretions diplomatiques commises en Pologne. Pallavicini répond au cardinal que Jean III est prêt à convoquer une Diète nouvelle, que l'autre n'a pas abouti grâce aux Moscovites, et qu'il ne peut être question de scrupules et d'entente secrète quand il s'agit d'affaires aussi sérieuses que le sont les affaires ottomanes (2).

10 décembre 1681. — Pallavicini explique comment le roi de Pologne tient à une ligue offensive, l'Empereur à une ligue défensive. Pallavicini ne cesse de répéter à Jean III que, vu la gravité de la situation, mieux vaut céder, puisque, sans l'Empire, la Pologne ne peut songer à la guerre, et encore moins à la reprise de Kamiénietz (3).

(1) Ak. Um. Teki Rzymskie, vol. 93, lettre 113, 16 juin 1681.

(2) Ak. Um. Teki Rzymskie, vol. 93. Pallavicini à Rome, 12 novembre 1681.

(3) Ak. Um. Teki Rzymskie, vol. 93, lettre 173, 10 décembre 1681.

Ainsi Pallavicini cherche à concilier toutes choses, à dissiper les malentendus, à faciliter enfin la conclusion de cette ligue tant désirée. Il trouvait, d'ailleurs, un appui dans le résident de l'Empereur, homme bien renseigné, qui le tenait au courant des rapports de la France et de la Hongrie.

Une faute diplomatique de Louis XIV acheva de ruiner en Pologne le crédit de la France et facilita le rapprochement ménagé par le nonce du Pape. Une nouvelle brouille entre Apaffi et Tekeli venait d'éclater. Les subsides français ne pouvant désormais emprunter les chemins de Transylvanie pour arriver en Hongrie, il fallait établir une correspondance directe entre la Pologne et la Hongrie. A qui s'adresser ? Vitry conseillait au roi de France Némessani, ami de Jean III et, comme tel, non suspect au nonce du Pape. En février 1682, Louis XIV, malgré les conseils de son ambassadeur, dépêcha son agent en Hongrie et en Transylvanie, M. Du Vernay, à la cour de Hongrie. Désormais, l'appui secret prêté par la France à la Hongrie et à la Transylvanie ne fit plus de doute, et Pallavicini, sans oser encore rien affirmer au Pape, le lui laisse supposer dans sa lettre du 18 février 1682. « Il s'est aperçu, dit-il, d'un grand échange de lettres entre le secrétaire de l'ambassadeur et la Transylvanie, ce qui dénote une entente secrète entre la France et Apaffi. Cette supposition est d'autant plus fondée que Du Vernay, dans un voyage de Paris à Jaworow, évite de se faire con-

naître (1). » D'autres circonstances viennent au secours de Pallavicini. Telle la prise de la citadelle de Caschau par les Hongrois, citadelle toute proche de Cracovie. Plus que jamais les Polonais sentirent combien leur sort était intimement lié à celui de l'Autriche ; tel encore l'envahissement des terres du grand maréchal de la cour, le chevalier Lubomirski, par ces mêmes Hongrois (2). Pallavicini mande au Pape, le 5 août 1682, le mécontentement de Jean III, et comment il avait dit au résident de l'Empereur, à propos des affaires de Hongrie : « *Inno primum vicina respiciuntur, ubi cuncta prices perdita fue riunt* » (3). » Et Pallavicini exploite ces bonnes dispositions de Jean III ; aidé du résident de l'Empereur, il redouble d'efforts pour hâter la conclusion de la ligue et, le 16 septembre 1682, alors que Vitry vivait dans un perpétuel espoir, le nonce informait le Pape qu'il a vu la connaissance d'un projet de traité d'alliance défensive envoyé par Jean II à l'Empereur, et qu'il était chargé par le roi de Pologne de le transmettre à Sa Sainteté (4).

Ainsi la Cour de Rome, en servant les intérêts du roi de Pologne, s'opposait aux projets du roi de France, et les ambassadeurs de Louis XIV, faute de comprendre les intentions véritables de Jean III et ses projets de

(1) Ak. Um., vol. 94, lettre 16. Pallavicini à Rome, le 18 février 1682.

(2) Walisz. III. Vitry à Louis XIV, 7 août 1682.

(3) Ak. Um., vol. 94. Pallavicini à Rome, 5 août 1682.

(4) Ak. Um., vol. 94. Pallavicini à Rome, 16 septembre 1682.

guerre, assistaient à ces intrigues qui se déroulaient sous leurs yeux sans bien les comprendre.

Néanmoins, de grands obstacles s'opposaient encore à la guerre; l'égoïsme, l'ambition, le découragement se partageaient les esprits, et une même crainte, celle de voir l'empire du roi croître pendant la guerre, retardait la décision générale. Et le péril augmentait! De plus en plus, le sort de la Pologne était en jeu. Les Turcs, maîtres de la Haute-Hongrie, pouvaient aisément pénétrer à Cracovie, au cœur même de la Pologne. Aisé-ment ils pouvaient trouver à vivre dans un pays fertile, à proximité d'un fleuve navigable comme la Vistule.

Pallavicini savait les difficultés, mais il voyait aussi l'évidence du péril et il écrivait au Pape, le 30 décembre 1682, que, si la chose réussissait, elle serait d'autant plus célèbre et digne de mémoire qu'elle aurait sauvé le royaume et triomphé à la fois des machinations infernales des ennemis du dedans et des armes cruelles de ceux du dehors (1).

Grandes étaient en effet les difficultés de toutes sortes qui s'opposaient à la guerre; difficultés matérielles, pénurie du Trésor, manque d'entente et de cohésion. Le nonce du Pape tranquillisa l'inquiétude de Sobieski, il lui promit des subsides, il facilita le rapprochement de l'Empire et de la République, et cette entente entre la Cour de Rome et celle de Varsovie deviendra plus intime le jour où le moment d'agir sera venu pour Jean III.

(1) Ak. Um., vol. 94. Pallavicini au pape, 30 décembre 1682.

CHAPITRE VI

PRÉLIMINAIRES DE LA DIÈTE DE 1683

Nous avons vu jusqu'à présent Jean III indécis, mûrir à l'écart ses projets et prêter une oreille attentive aux sollicitations venues de Rome et de Vienne. Désormais il va se révéler homme d'action et tous les moyens lui seront bons pour réaliser ses plans. Ses plans, nous les connaissons. Sobieski doit s'allier à l'Autriche contre les Turcs après avoir vaincu les résistances de Louis XIV et ruiné en Pologne le parti d'opposition. Mais il doit pour cela user de ménagements et de dissimulations, éviter d'attaquer ses ennemis de front et tenir compte du bon vouloir des uns et des autres puisque ses droits politiques ne sont pas bien au-dessus de ceux des membres du Sénat.

Jean III s'entend avec le résident de l'Empereur et l'évêque de Kiove contre la France. Il les autorise à surveiller le commerce français, de troupes et d'argent, avec la Hongrie et la Transylvanie. Il souhaiterait, comme il l'écrit à l'évêque de Kiove, « ...que le résident de l'Empereur éclaircît par sa présence ces affaires et qu'il y pourvût de la manière que la pré-

voyance et le bon sens le demandent... » (1). Lui-même se plaint à l'évêque de Beauvais des cabales formulées par Louis XIV à la Cour de Varsovie et des pensions octroyées par le dit roi à tous les rebelles de la République. Vitry ne voit pas dans ces observations de Jean III les préliminaires de la grande action qui se prépare, mais une mauvaise humeur passagère. C'est, pense-t-il, Morsztyn, qui, pour recouvrer son crédit et les bonnes grâces de Marie-Casimire, a prévenu le roi de Pologne contre le roi de France (2).

Jean III, cependant, ménage Louis XIV et ne s'attaque pas à lui ouvertement, mais il travaille l'opinion publique en Pologne afin de remédier aux persua-sions néfastes des ambassadeurs et aux flatteries prodiguées à la noblesse au nom du roi de France. Sobieski sait d'ailleurs mieux que Vitry à quoi s'en tenir quant au parti de l'opposition; il sait l'inconstance de sa noblesse, la cupidité qui l'attache à Louis XIV, et l'ambition qui la fera revenir vers lui au dernier moment, lors de la distribution des grandes charges à la Diète. Il cherche, en attendant, à jeter le discrédit sur la politique de Louis XIV et à éteindre le prestige de la France en Pologne. Il trouve un sujet d'accusation propice à ses fins dans le mystérieux silence qui plane autour de la rupture de la Diète de 1681. Il accuse Vitry et l'évêque de Beauvais de cette rup-

(1) Jean III à l'évêque de Kiove, sans date. *Walisz.* III, p. 219-20.

(2) Vitry à l'évêque de Beauvais, 5 juin 1682. *Walisz.* III, p. 222.

ture. Ce sont eux qui, moyennant 1.000 ducats, ont fait agir le Palatin de Posnanie (1). Le bruit de cette accusation s'accroît et Vitry mande à l'évêque de Beauvais, le 7 août 1682: « ...Je m'aperçois que tout ce bruit là se répand fort ici, que l'on fait tout ce qu'on peut pour l'établir comme une vérité. J'apprends même que, dans la Diète prochaine, nos ennemis ne se veulent servir de cette fausseté pour tâcher de nuire aux intérêts de la France... (2). »

Tel était, en effet, le secret désir du roi : nuire aux intérêts de la France, les opposer à ceux de la Pologne, flétrir la conduite des ambassadeurs de Louis XIV, de ceux-là même dont Sobieski avait pris la défense au lendemain de la rupture de la Diète, quand on les accusait d'avoir provoqué cette rupture. Jean III s'en était pris alors au Palatin de Vilna, à celui de Posnanie, à l'Electeur de Brandebourg (3).

Pourquoi donc, aujourd'hui, accusait-il l'évêque de Beauvais et Vitry d'avoir guidé la main du Palatin de Posnanie. Ce dernier, certes, ne lui avait rien avoué à ce sujet. C'était une nature indépendante, fermée à toute confiance, qui s'avouait blessé des affirmations du roi de Pologne et qui se flattait de les démentir publiquement. Vitry l'annonce à l'évêque de Beauvais: « ...Le Palatin de Posnanie dit publiquement qu'il donnera démenti solennel à quiconque lui voudra

(1) Vitry à l'évêque de Beauvais, 31 juillet 1682. *Walisz.* III, p. 241.

(2) Vitry à l'évêque de Beauvais, 7 août 1682. *Walisz.* III, p. 244.

(3) Beauvais et Vitry à L. XIV, 30 mai 1681. *Walisz.* III, p. 144.

soutenir qu'il ait fait la déclaration infâme dont on l'accuse, et il est homme, je crois, à faire comme il le dit... (1). »

L'évêque de Beauvais répond à Vitry, le 22 octobre, qu'il ne sait vraiment que penser des affirmations de Jean III qui se contredit lui-même et prétend tenir la vérité, non du Palatin de Posnanie, mais d'une autre personne (2).

La vérité, nous croyons la savoir. Jean III voulait nuire à la France: il s'y prenait comme il pouvait, aucun moyen ne lui semblant indigne de servir de grandes choses. C'était un roi faible en face de la Diète, de la noblesse puissante, un roi patriote à une époque où la diplomatie était plus que jamais entourée de ruses et de mensonges.

De son côté, le résident de l'Empereur, Zierowski, travaillait activement pour son maître et en même temps pour le roi de Pologne. Autorisé à surveiller les rapports de la France avec la Hongrie et la Transylvanie, il avait su, par l'intermédiaire de Stadnicki, staroste de Niemirow, intercepter deux lettres, l'une de Du Vernay à Tekely, l'autre de Jajgel à Du Vernay, deux lettres compromettantes pour les agents français. Ces derniers ne pouvaient plus, désormais, nier leur commerce avec les rebelles de Hongrie et les secours

(1) Vitry à Beauvais, 18 septembre 1681. *Walisz. III*, p. 246.

(2) Beauvais à Vitry, 22 octobre 1681. *Walisz. III*, p. 246.

d'argent venus de France en Hongrie.

« ...Le roi de Pologne ne perd aucune occasion d'empêcher mon commerce avec le comte Tekely... » écrit Du Vernay à Louis XIV, le 24 septembre 1682 (1). Et Jean III devait, à juste titre, séparer de la France le chef des rebelles devenu de plus en plus redoutable depuis qu'il avait pris la citadelle de Cassovie et ordonné le pillage dans les terres du grand maréchal de la Pologne, le prince Lubomirski (2).

Jean III, effrayé des progrès des Hongrois et de leurs rapports avec les agents français, s'en prit à Vitry et à Du Vernay et, avant de partir pour Stryj, il promit à Du Vernay de le recevoir le 6 octobre et de lui faire justice de la violence faite au courrier de Tekely. Du Vernay et Vitry se rendirent donc chez le roi. Ils s'attendaient à une audience privée; ils trouvèrent la salle remplie. Le résident de l'Empereur prit alors la parole et, s'adressant au roi en latin, il lui exposa au long la politique de Louis XIV. Il lui redit l'arrivée de Du Vernay en Pologne, son audience chez Stadnicki, leur brouille, la saisie des lettres dont il fit lecture au roi de Pologne en lui démontrant que Du Vernay était en relations avec Tekely, malgré les

(1) A. E. Hongrie et Tr., t. VI, f. 378, Du Vernay à L. XIV, 14 août 1682.

(2) *Ibid.*, f. 382.

protestations de Louis XIV (1). Vitry et Du Vernay gardèrent un silence indigné durant tout ce discours et ne voulurent pas se justifier publiquement. Jean III les assura alors « qu'il ne pouvait plus, après un tel éclat, se dispenser de prendre des mesures pour se disculper à l'égard de tous les princes chrétiens de l'opinion que l'on pourrait avoir qu'il entrât dans des commerces qui leur fussent suspects et qui pussent faire tort à sa réputation... » (2).

Le lendemain, en effet, l'abbé Zaluski, accompagné du chevalier Lubomirski, se rendit chez Vitry où se trouvait Du Vernay. De la part du roi de Pologne il transmit à Duvernay l'ordre de se rendre immédiatement en Transylvanie, lieu de sa mission, ou de se retirer à Varsovie pour y attendre les ordres de Louis XIV. L'envoyé de Louis XIV allait se décider pour ce dernier parti quand une dépêche de son maître lui arriva. Cette dépêche, expédiée le 10 septembre 1682, c'est-à-dire presque un mois avant l'incident que nous venons de relater, l'avertissait, en cas de dissentiment, de se retirer à Dantzig pour attendre ses ordres (3).

Jean III triomphait ainsi par la ruse des ennemis de Louis XIV, comme il triompha plus tard de Morsztyn et de tous les siens. Bientôt les accusations franches et injurieuses succédèrent aux sourdes menées politiques du roi pour jeter le discrédit sur les agents

(1) Vitry à L. XIV, 9 octobre 1682. *Walisz.* III, p. 269-70.

(2) Vitry à L. XIV, le 9 oct. 1682. *Walisz.* III, p. 270-71.

(3) L. XIV à Vitry, 10 septembre 1682. *Walisz.* III, p. 273-74.

français, déjà éprouvés par le coup de théâtre quelque peu mélodramatique du 6 octobre.

Un manifeste parut où il était montré jusqu'à quel point la politique française était trompeuse vis-à-vis de la République, comment Louis XIV soutenait les Turcs et les révoltés hongrois: « ...Nous avons su que le sieur Du Vernay-Boucault, le véritable espion du comte Tekely, a fait délivrer entre les mains du sieur Valentin Nemessani 11.300 ducats, afin d'obliger les mécontents de reprendre les armes et d'aller attaquer la citadelle de Zatmar... (1). »

Quelque temps après, l'ambassadeur d'Autriche apprit les nouveaux secours venus de Dantzig pour soutenir les rebelles au nom de Louis XIV et il résolut de se plaindre ouvertement au roi de Pologne des agissements de Vitry. Dans le discours qu'il prononça le 6 octobre 1682, au Palais Royal, devant Jean III et en présence des princes, des grands et des ambassadeurs français, il affirma avoir en sa possession « des lettres et des réponses que l'ambassadeur du roi très chrétien, M. Du Vernay-Boucault, avait écrites au chef des mécontents, le comte Tekely, ou reçues de lui... » (2).

Louis XIV lui-même n'était donc plus à l'abri des

(1) Lettre sur les menées des Français avec les Turcs, p. 19.

(2) Lettre sur les menées des Français avec les Turcs, p. 46, et A. E. Hongrie et Trans., t. VI, f. 455. Du Vernay à Louis XIV, 8 oct. 1682; le même au même, 12 oct. 1682.

attaques du roi de Pologne, malgré le semblant d'excuses présentées à Vitry par le chevalier Lubomirski. Ce dernier exprima à l'ambassadeur les regrets et les plaintes du roi de n'avoir pas été prévenu du séjour de Du Vernay en Pologne et de n'avoir pu, par là même, « en user ainsi qu'il l'avait fait par le passé sur les affaires de Hongrie... ». « ...Fausses excuses, écrit Vitry, qui marquent assez d'où sont parties toutes ces mortifications... (1). »

Ainsi l'ambassadeur lui-même se prend à douter des raisons avancées par le roi. Doute significatif qui prouve bien l'attitude franchement hostile de Jean III vis-à-vis de la France, mais doute passager et peu clairvoyant. Vitry s'imagine qu'une ligue est toujours impossible entre l'Autriche et la Pologne, vu le peu d'avantages personnels que Sobieski pourrait retirer de son alliance avec Léopold, vu, d'un autre côté, la faiblesse de l'Empire (2). Mais il ne voit pas que c'est précisément la faiblesse de l'Empire qui inquiète le roi de Pologne et la crainte de voir son pays succomber aux attaques répétées des Turcs au cas où ces derniers, maîtres de Vienne, s'installeraient aux portes de la Pologne. Les circonstances lui vinrent en aide, et Sobieski avait en ce moment d'autant plus de prises sur la noblesse que deux des plus grandes charges de

(1) Vitry à L. XIV, le 9 octobre 1682. *Walisz.* III, p. 271.

(2) Vitry à L. XIV, le 9 octobre 1682. *Walisz.* III, p. 271.

l'Etat se trouvaient vacantes : celle du grand général de la Couronne et celle du grand général de Lithuanie. C'était pour le roi l'occasion de s'attacher de nouveaux partisans fidèles et précieux. Et Vitry exprime à Louis XIV ses craintes au sujet des avances faites par Marie-Casimire au Palatin de Russie (1), et du grand moyen que possède Jean III de s'attacher la noblesse : « ...Comme le roi de Pologne est maître absolu de dispenser les charges et tout le reste des vacances à qui bon lui semble et que les Polonais sont capables de toutes choses pour leurs intérêts, il n'y a guère de fondement assuré à prendre sur ce qu'ils promettent... (2). »

Craintes toujours tempérées par l'optimisme inaltérable de l'ambassadeur. Vitry revient encore sur la force réelle du parti français et donne courage à Louis XIV. Pourtant la conduite de Kazimierz Sapieha, frère du grand trésorier de Lithuanie, aurait dû lui montrer combien inconstante pouvait être la noblesse polonaise. Sapieha, nouvellement investi de la dignité de Palatin de Vilna, vient d'être félicité par Vitry. Il remercie l'ambassadeur mais lui laisse entendre qu'il est, avant tout, sujet fidèle de Jean III, par les bienfaits dont il est comblé. « ... La conclusion de ce beau discours du Palatin de Vilna, mande Vitry à Louis XIV, aboutit à me faire savoir que tant que le roi de Pologne, son

(1) Vitry à L. XIV, 10 juillet 1682. Walisz. III, p. 236.

(2) Vitry à L. XIV, 7 août 1682. Walisz. III, p. 252.

maître et bienfaiteur, ne serait pas satisfait de la France en toute chose, je ne devais pas compter que lui et le reste de sa famille entrassent jamais en rien de tout ce qui pourrait regarder les intérêts de la France en Pologne (1). »

Évidemment le Palatin de Vilna espérait devenir grand général et les promesses de la reine plus que son loyalisme lui inspiraient ces paroles. Mais Vitry n'en avait pas moins sujet à craindre d'autant que d'autres défections plus discrètement avouées lui arrivaient.

Le chevalier Lubomirski, un des plus fidèles partisans de la politique française, lui apprend que l'Empereur lui offre d'être chef de 1.000 soldats en Silésie et en Moravie. Il en profitera certes, en cas de guerre avec les Turcs, mais cela ne l'empêchera pas de rester toute sa vie « très fidèle serviteur de Sa Majesté » (2).

De même le Palatin de Russie lui donne des inquiétudes : « ...Les liaisons qu'il prend avec la reine de Pologne me sont un peu suspectes... (3). »

Ainsi Jean III, qui commençait à subjuguier la noblesse et par là même l'opinion, pouvait agir. Il le fit et Louis XIV écrivait, le 30 septembre, qu'on l'avait averti d'une ligue défensive entre l'Autriche et la Pologne, laquelle ligue devait précéder l'ouverture de la Diète qui, au dire du roi de Pologne, l'approuverait

(1) Walisz. III, p. 251. Vitry à L. XIV, 7 août 1682.

(2) Walisz. III, p. 282. Vitry à L. XIV, 20 novembre 1682.

(3) Walisz. III, p. 252. Vitry à L. XIV, 7 août 1682.

sûrement (1). L'affirmation de Louis XIV devança quelque peu la réalité. Environ trois mois plus tard, le résident palatin annonçait qu'un courrier, venant de Pologne, apportait la nouvelle que le traité avec l'Empereur était bien avancé et qu'il s'achèverait à la prochaine Diète (2).

Voyant la résolution inébranlable de Jean III et le travail secret de sa politique, Louis XIV redouble d'efforts près de lui. C'est toujours la même tactique, les mêmes procédés de conciliation qui s'accusent plus ou moins, selon la plus ou moins grande énergie déployée par le roi de Pologne. Toujours aussi mêmes moyens de persuasion. Nouvelle promesse pour le marquis d'Arquien : il sera duc et pair avec la jouissance, plus tard, de tous les attributs de cette dignité. De même Louis XIV fait savoir à Jean III qu'il a donné ordre à M. de Guilleragues, son envoyé à la Porte, de déclarer au grand-vizir « que si les armes ottomanes tournaient contre la Pologne, je donnerais à cette Couronne le secours dont elle aurait besoin » (3). Nous avons vu aussi que Louis XIV avait promis cent mille livres et le remboursement de villes de Prusse à Jean III, que ce dernier en avait fait peu de cas et que Vitry s'en était étonné. Mais toutes ces avances étant demeurées vaines et n'ayant pas empêché l'aven-
ture de Du Vernay et le discours du résident de l'Empe-

(1) Walisz. III, p. 283. Louis XIV à Vitry, 22 octobre 1682.

(2) A. E. Autriche, vol. 53, supplément f. 252, le 20 décembre 1682.

(3) Louis XIV à Vitry, 29 oct. 1682. Walisz. III, p. 284.

reur, Louis XIV abandonne quelque peu le roi selon son habitude en pareil cas pour tourner tous ses efforts vers le parti d'opposition. Il écrit à Vitry, le 13 novembre, de renouveler seulement ses soins avec toute l'adresse possible afin de traverser, à la Diète prochaine, en toutes choses, les desseins du roi de Pologne (1). Il conseille également à Vitry de répandre adroitement le bruit que Sobieski a sollicité pour son fils aîné, à Vienne, l'ordre de la Toison d'Or (2). Peut-être cette ambition du souverain alarmera-t-elle les Grands et surcitera-t-elle au roi de nouveaux obstacles.

Vitry s'empresse d'exécuter les ordres de son maître. Il lui mande, le 11 décembre, qu'il importe en effet d'effrayer la noblesse, les principaux sénateurs et les nonces en leur disant que Jean III travaille pour son propre compte et celui de sa famille. Quant à la guerre ottomane, s'il délivre l'Empereur des armées turques, il risque de les attirer dans son propre royaume.

Ainsi la France n'ayant plus rien à espérer du roi de Pologne, l'attaque désespérément parce que Jean III travaille désespérément à son but. Il ne cache plus son entente secrète avec l'Empereur et Morsztyn écrit à de Rebenac, le 19 décembre, qu'une ligue est assurée entre l'Autriche et la Pologne et que le parti français n'existe presque plus à la Cour de Varsovie.

(1) Louis XIV à Vitry, 13 nov. 1682, Walisz. III, p. 291.

(2) Louis XIV à Vitry, 13 nov. 1682. Walisz. III, p. 293.

Comment expliquer ce peu de succès de la France après les efforts de Louis XIV et les subsides promis pour séduire la noblesse. Morsztyn s'en prend à Vitry, à son manque d'initiative, à son inclairvoyance : « ...Tous les chiffres de M. de Vitry sont dans la cassette du roi de Pologne et il y a longtemps que j'ai brûlé le sien pour cette raison. Je vous supplie même de lui écrire fort sobrement sur tout ce qui peut concerner le grand trésorier... (1). »

Du Vernay, le 3 juillet 1682, réclame de même un autre chiffre à Colbert et pour la même raison que Morsztyn. Il l'avertit des indiscretions commises autour de Vitry et que les affaires de France ne sont pas mieux connues de lui que de la Cour de Pologne et de celle de Hongrie (2).

Vitry, en effet, n'était pas à la hauteur de sa tâche, et c'était bien Morsztyn qui prenait à Varsovie les intérêts du roi de France au détriment même de ceux de la Pologne. Les émissaires du grand trésorier accusaient Jean III d'avarice et de préférer les intérêts de son fils et l'affermissement de sa dynastie au bien de la Pologne. C'était enfin Morsztyn, plus encore que Vitry, qui prêtait à Jean III les idées d'absolutisme pour effrayer la noblesse avide de liberté. La lucidité d'esprit, la perspicacité du grand trésorier s'opposaient à l'optimisme aveugle de l'ambassadeur

(1) Morsztyn à de Rebenac, 19 décembre 1682. Walisz. III, p. 296-97.

(2) A. E. Hongrie et Trans., vol. VI, f. 338. Du Vernay à Colbert, 3 juillet 1682.

et ces deux hommes qui visaient le même but n'agissaient pas de concert. Morsztyn se méfiait de l'esprit de Vitry et Vitry suspectait la bonne foi du Grand Trésorier. Quant au roi de Pologne, il les suivait d'un œil inquiet mais vigilant, savait à quoi s'en tenir sur tous les deux et interceptait leur correspondance pour s'en servir au besoin, c'est-à-dire à l'ouverture de la Diète. Il travaillait, en attendant, à la conclusion de cette ligue que redoutait Louis XIV et qu'il s'efforçait d'empêcher.

Dans un nouveau mémoire envoyé à Vitry, le 24 novembre 1682, le roi de France conseille en effet à Sobieski, au nom de ses intérêts et de ceux de son pays, de ne pas se fier aux promesses trompeuses de l'Autriche, de s'unir à la France et de compter toujours sur son amitié sincère. Si Jean III vient à mourir, « ...Sa Majesté servira de père au prince son fils, et l'appuyera de toutes ses forces pour lui assurer la succession au Trône et lui procurer un mariage convenable à son rang. L'on pourrait encore ajouter que, si la Pologne était attaquée par le Turc, elle pourrait faire fonds sur un secours considérable de Sa Majesté en continuant avec Elle la bonne correspondance qui a été entre ces deux Royaumes... » (1).

En même temps, Louis XIV prenait des mesures pour s'attacher plus que jamais le parti de l'opposition, au cas où le roi de Pologne résisterait à ses avances.

(1) Mémoire envoyé à Vitry, 24 novembre 1682. Walisz. III, p. 307.

Les principaux du Royaume sur lesquels il compte particulièrement et dont la liste est quelque peu différente de celle du mémoire précédent sont :

« Le Palatin de Russie, qui a toujours souhaité de s'élever un jour au Trône. On pourrait lui laisser espérer la protection de Sa Majesté. Cela joint au paiement exact de la pension que Sa Majesté lui donne l'assurera à Sa Majesté, lui et ses amis. » Promesses imprudentes dont Jean III se servira comme de beaucoup d'autres pour accuser Morsztyn et Vitry du crime de lèse-majesté.

« M. le grand trésorier, porte plus loin le mémoire, est si attaché aux intérêts de Sa Majesté et depuis si longtemps, qu'on n'aura pas de peine à l'engager de les embrasser avec le même zèle. » Affirmation présomptueuse qui nous prouve qu'on n'était pas bien convaincu, à la Cour de Versailles, du dévouement du grand trésorier à la France.

Louis XIV rappelle encore à Vitry l'évêque de Cracovie, personne accréditée dans le pays par ses grands biens et sa qualité de premier sénateur; M. Grzymultowski, Palatin de Posnanie; le prince Lubomirski, grand maréchal de la Couronne dont dépendent plusieurs nonces à la Diète; M. Bidzinski, straznik de la Couronne et l'un des principaux chefs de l'armée, homme hardi et de grand crédit parmi les troupes; M. Bielinski, Palatin de Marienbourg. Tous ces personnages, importants par leurs titres et leur influence, peuvent, au dire de Louis XIV, tenir en échec la politique de Jean III, rejeter les ligues pro-

posées par l'Empereur et la Suède, faire rompre la Diète au besoin (1).

Ainsi le roi de France se vantait de décider des affaires polonaises en opposant à la politique de Jean III le parti français imbu de ses propres idées et en jetant le trouble et la division au sein de la République. Projet hardi mais réalisable sans l'activité intelligente de Sobieski et l'inertie de Vitry. Le roi de Danemark, l'Electeur de Brandebourg, Morsztyn, bref tous les amis de la France informaient Louis XIV du peu d'activité de son ambassadeur en Pologne et, le 24 décembre 1682, Louis XIV lui intimait l'ordre de se donner tout le mouvement nécessaire « pour porter ceux qui sont bien intentionnés à bien agir et à les engager par la bonne chère et par le bon accueil à prendre une entière confiance en vous et à faire, en cas de besoin, tout ce qui est porté par le susdit mémoire » (2).

Vitry n'était pas certes à la hauteur de sa tâche, tâche de plus en plus difficile, vu l'énergie croissante du roi de Pologne et l'approche d'un dénouement. De plus en plus aussi, les fautes de l'ambassadeur se multipliaient et son incapacité devint évidente. Ajoutons qu'il était chargé de la mission diplomatique des plus difficiles, puisqu'il s'agissait de faire changer des projets longuement mûris et inébranlables. Ses rapports

(1) L. XIV à Vitry, 24 décembre 1682. Walisz. III, p. 309.

(2) L. XIV à Vitry, 24 décembre 1682. Walisz. III, p. 309.

devinrent difficiles avec la Cour, sa correspondance fut interceptée et, le 31 décembre 1682, Louis XIV lui envoyait un nouveau chiffre par un homme déguisé en marchand, avec la recommandation suivante: « ...Ne le confiez qu'à un secrétaire qui soit sûr, étant averti qu'il y en a un auprès de vous qui donne connaissance à la Cour où vous êtes, de tout ce que vous écrivez ou que vous recevez de moi (1). »

Dès la seconde moitié de l'année 1682, le roi surveilla plus que jamais la politique française, de nombreuses lettres furent interceptées et Vitry et Morsztyn durent confier leurs dépêches les plus importantes à l'ambassadeur de l'Electeur de Brandebourg et, de Berlin, M. de Rebenac les faisait suivre en France. Mais, comme Pawel Gratta, le chef de la poste à Dantzig était gagné au roi de Pologne et que toutes les lettres devaient passer par Dantzig, Jean III dut recevoir copies de celles qui pouvaient l'intéresser (2). Il avait, en outre, quelques lettres originales de Vitry et du grand trésorier provenant de courriers spéciaux. En attendant de s'en servir, le roi préparait les esprits pour la Diète toute proche dans les diétines qui la précédaient. Dans un message envoyé vers la fin de l'année 1682, il rappelle le triste souvenir laissé par la dernière Diète, le danger qui menace la Pologne du côté de Cracovie: « ...Les choses en sont arrivées là à une telle extrémité, qu'il ne reste plus qu'à voir à qui se rattacher dans cette chute imminente. Vivant

(1) L. XIV à Vitry, 31 décembre 1682. Walisz. III, p. 309.

(2) Deiches. La fin de Morsztyn, p. 66.

déjà sous le spectre d'un autre maître, la Hongrie, suivant la loi fatale des choses, ne peut plus s'attendre qu'à le voir tôt ou tard opprimer le reste de son territoire. C'est pourquoi Sa Majesté Royale daigne recommander de tout son pouvoir, à la sollicitude de tous les Etats de la République et principalement à la considération et à la prédilection des monarques de l'Europe, qui en vue des conflits des Etats voisins réclame aujourd'hui une vigilance toute particulière et des mesures de défense... (1). »

Jean III parle ensuite des nouveaux armements des Turcs depuis cinq ans, des incursions hongroises en Moravie et en Silésie, de la probabilité d'une invasion tartare dans ces mêmes régions et il trouve des accents vraiment émus pour plaindre sa « chère patrie ». Le péril ottoman l'obsède. Dans ce message envoyé aux diétines il insiste sur ce fait que, de toutes parts, le Turc enserme la Pologne: « ...Du côté de la Crimée, du pont Exim, de la Valachie, de Kamienietz et de l'autre côté de la Hongrie (2). » S'il lutte contre le parti d'opposition, c'est parce que ce dernier est contre la guerre. S'il permet à Zierowski d'établir des magasins de provisions à Lublan et à Neumarkt et dans d'autres frontières (3), s'il lui permet enfin d'acheter du blé en Pologne et écrit dans ce sens au grand maréchal et au chancelier de la Couronne, c'est

(1) Kluczycki: Acta historica, p. 5.

(2) Kluczycki: Acta historica, p. 7. Message envoyé aux Diétines, fin 1682.

(3) Kluczycki: Acta historica, p. 23. Zierowski à L. I^{er}, 16 octobre 1682.

dans la prévision du grand armement qui se prépare (1).

Toutes ces mesures prises, la Diète peut s'ouvrir. Sobieski saura parler en maître conscient de sa force et de ses droits. Comme nous venons de le voir, il s'est préparé méthodiquement à la lutte. Il a d'abord essayé de diminuer en Pologne le crédit de la France, puis il s'est allié la noblesse en flattant son ambition; il a préparé les esprits à l'alliance avec l'Autriche dans les diétines locales. Pendant ce temps Vitry, aidé au début de l'évêque de Beauvais, puis de Morsztyn, a poursuivi ses intrigues près des grands, ses tentatives de séduction près du roi. Jusqu'après la clôture de la Diète de 1683, nous verrons cette même politique française subsister en face de celle de Jean III.

(1) Kluczycki: *Acta historica*, p. 23. Jean III à Lubomirski et à Wielopolski, le 13 décembre 1682.

CHAPITRE VII

LA DIÈTE DE 1683

Nous avons vu jusqu'ici le roi de Pologne essayer ses forces et ses moyens d'action; nous l'avons vu ménager la Turquie pour éviter une guerre à laquelle il n'était pas encore préparé; supporter l'intervention française en Hongrie et les intrigues de Vitry à la Cour; ne répondre que faiblement aux avances de l'Empereur. Les agissements du parti d'opposition et la rupture de la Diète de 1681 lui ont été une cruelle épreuve, mais une leçon profitable. Pour éviter semblable échec, il sait désormais à quoi s'en tenir, il connaît les difficultés qui l'attendent et le parti qu'il peut tirer des hommes et des choses. Il va donc agir au grand jour, en toute liberté, conscient de sa force et du danger qui menace son pays.

La noblesse travaillée par Morsztyn et Vitry, séduite par l'argent de la France, a prouvé son inconstance. En 1681 elle est revenue vers le roi de Pologne à l'ouverture de la Diète, lors de la distribution des charges vacantes. Jean III saura de nouveau la gagner par l'ambition et la reconnaissance. Il a même de quoi

l'effrayer puisqu'il possède des lettres du grand trésorier compromettantes pour tous. Celui-là, étant chef du parti, il veut l'accabler et réduire les autres au silence en le perdant. Devant l'évidence du danger qui menace la Pologne, les seigneurs vont redevenir patriotes et l'insolence des Turcs, les avis et les subsides venus de Rome, les inquiétudes de l'Empereur, l'aveuglement persistant de Vitry, tout va s'unir à la fois pour seconder les efforts de Jean III. Le roi lui-même exalté par les circonstances et par un travail sourd de plusieurs années, déploya l'intrépidité d'un homme d'action, donna l'exemple si rare en Pologne d'un souverain qui s'élève au-dessus des lois.

Donc Jean III veut la guerre, il la tient. Mais il lui faut d'abord tomber d'accord avec l'Autriche, et perdre avec Morsztyn le parti d'opposition.

Du côté de l'Empire, Léopold fit les premières avances. Vers le milieu de janvier 1683, il dépêcha à la Cour de Varsovie un ambassadeur extraordinaire, le comte de Wallenstein, pour entamer les négociations (1). Déjà les électeurs de Bavière et de Saxe s'étaient alliés à l'Autriche contre les Turcs, on espérait entraîner l'électeur de Brandebourg dans l'alliance (2) et on attendait anxieusement la réponse de Jean III. Trêve fut faite à la Cour de Vienne aux bals et aux divertissements (3).

(1) A. E. Vienne, vol. 55. Lettre du Résident palatin, 21 janvier 1683, f. 30.

(2) A. E. Vienne, vol. 55. Lettre de Vienne, 28 janvier 1683, f. 53.

(3) A. E. Vienne, vol. 55. Lettre du Résident palatin, 31 janvier 1683, f. 54.

Cependant, Morsztyn et Vitry travaillaient de leur côté pour le compte de Louis XIV et tentaient de ressaisir le parti de l'opposition. Ils comptaient sur l'évêque de Cracovie, Malachowski, et sur le grand maréchal de la Couronne, au dire de Vitry, plus opposé à Jean III et à la ligue que Morsztyn et lui-même. Toujours au dire de Vitry, ils devaient modérer son zèle et lui rappeler que Louis XIV tenait à garder des mesures avec Jean III (1). Le grand trésorier répond aussi de son gendre, Kazimierz Bielinski, moyennant gratification, et du Palatin de Posnanie, qui recevrait également des subsides de la France. Mais avec ce dernier il importait d'agir discrètement. C'était en effet un ennemi avoué de la politique de Sobieski, et Vitry, comme ambassadeur officiel de Louis XIV, ne devait pas lui faire des avances ouvertement. Morsztyn se chargea d'aller trouver le Palatin et quand il fut sûr de sa bonne volonté, il en avertit Vitry. Le Palatin de Russie ne se prononçait pas, tout occupé qu'il était d'obtenir le bâton de général (2). Pourtant le 16 février 1683, c'est-à-dire quelques jours après l'ouverture de la Diète, Vitry informa Louis XIV de ses bonnes dispositions dans une lettre imprudente dont Jean III se servira avec d'autres pour perdre le grand trésorier :

« ...Au sujet de M. le Palatin de Russie, écrivait Vitry, je dois rendre compte à Votre Majesté que, dans une visite que je lui rendis il y a trois jours, en

(1) Vitry à L. XIV, 30 janvier 1683. *Walisz.* III, p. 310-11.

(2) Vitry à L. XIV, 30 janvier 1683. *Walisz.* III, p. 311.

suite des assurances qu'il avait déjà données au grand trésorier, de ne se détacher jamais des intérêts de Votre Majesté, j'eus un long entretien particulier avec ce Palatin... Je lui fis connaître les solides avantages qu'il tirerait toujours dans toute sorte de conjoncture de Sa protection, qui est un endroit que je ne puis douter qu'il ne lui soit très sensible dans les vues qu'il a conçues depuis longtemps pour le trône en cas de changement... Je conçus aisément que ce Palatin était agréablement touché de mes discours et qu'il recevait avec beaucoup de plaisir les nouvelles assurances que je lui donnais de l'affection et de l'estime de Votre Majesté pour laquelle il me protesta qu'il aurait jusqu'à la mort le plus fort et le plus respectueux attachement du monde... Que la conduite qu'il avait tenue avec Leurs Majestés Polonaises n'avait uniquement pour but que de s'assurer le bâton de grand général, afin d'être après, par l'autorité que lui donne cette charge en Pologne, plus en état de rendre service à Votre Majesté, bien éloigné d'avoir jamais eu la moindre pensée de s'en départir.... (1) »

Tels étaient les amis de la France, tel le parti d'opposition tant de fois remanié et sur lequel comptait néanmoins Vitry pour combattre les projets de Jean III. L'ambassadeur espérait aussi dans ces bruits répandus à dessein par les partisans de Louis XIV et qui affolaient la noblesse en lui représentant les idées absolu-

(1) Vitry à L. XIV, le 5 février 1683. Walisz. III, p. 315.

-tistes du roi et son désir de ruiner à son profit les libertés nationales.

La Diète s'ouvrit le 23 janvier. Avant de présenter à la discussion nationale la question qui lui tenait le plus à cœur, c'est-à-dire celle de la guerre au Turc, Jean III résolut de l'examiner en conseil privé. Il exposa ses plans à l'évêque de Cracovie, à l'évêque de Luck, à celui de Kamieniec, au grand chancelier, au vice-chancelier et au grand trésorier ; il les informa qu'il voulait à tout prix conclure une ligue avec l'Empereur et les chargea d'en avertir préalablement l'ambassadeur de France. Quatre sénateurs, Malachowski, Gninski, Wielopolski et Morsztyn, se rendirent chez Vitry. Ils le pressèrent de questions, et l'ambassadeur, qui d'une part avait le mot d'ordre de Louis XIV pour s'opposer aussi bien à la ligue offensive que défensive, qui de l'autre ne pouvait l'avouer sous peine de trahir la politique de Louis XIV, dut se borner à des réponses évasives, à de vagues promesses et ne rien signer (1). Jean III le regretta très probablement, car nous ne pouvons nous méprendre sur ses véritables intentions en envoyant à Vitry quatre sénateurs, parmi lesquels Morsztyn, dont il savait par des lettres tous les projets. Le roi de Pologne espérait que Vitry s'opposerait nettement à la ligue et lui permettrait ainsi de flétrir publiquement la politique française. Cela aurait été pour le procès une dernière pièce à conviction.

(1) Vitry à L. XIV, le 5 février 1683. Walisz. III, p. 312-14.

Le 9 février, le roi procéda à la Diète à la distribution des charges vacantes. C'est là qu'il attendait ses ennemis ; non pour les confondre, comme l'eût fait un roi égoïste, personnellement offensé. Sobieski flatta les membres influents du parti français par de hautes distinctions, il se les attacha par la reconnaissance pour le bien de la République. Le Palatin de Russie devint général du Royaume, Lubomirski (le chevalier), maréchal de la Cour ; le neveu du Palatin de Russie, Rafall Leszezynski, enseigne de la Couronne ; l'évêque de Kiové, Prazmowski, devint, à la place de Zaluski, secrétaire de la Couronne, et Zaluski prit la charge de l'évêque de Kiové. Sieniawski occupa le poste de lieutenant général que quittait Jablonowski (1).

Toutes ces créatures, aussi bien de la France que du roi de Pologne, se trouvaient en quelque sorte liées à la politique de ce dernier. Le roi désormais pouvait suivre plus sûrement son plan longuement mûri. De plus en plus, d'ailleurs, il agit au grand jour. A Vitry, qui se retourne encore vers le roi et lui démontre le peu d'avantages personnels qu'il peut retirer de l'alliance autrichienne, Jean III répond qu'il sait à quoi s'en tenir à ce sujet et « qu'il n'est résolu à prendre des liaisons avec l'Empire que directement contre les

(1) Vitry à L. XIV, le 15 février 1683. *Walisz.* III, p. 317-18.

Turcs » (1). Retenons cette réponse. C'est un aveu du roi qui a sa valeur à ce moment décisif. Il condamne une fois de plus ceux qui veulent expliquer toute sa politique par des motifs d'ordre personnels.

Cependant la volonté ferme de Sobieski détermine chez l'ambassadeur une suprême tentative. Vitry proclame de nouveau bien haut le despotisme du souverain, l'intérêt personnel qui le porte à s'allier avec l'Empereur, ses projets ambitieux de guerre, et la noblesse, jalouse de sa liberté, s'en effraye. Le grand trésorier de Lithuanie prête une oreille attentive aux sollicitations de Morsztyn et Vitry mande à Louis XIV, le 19 février 1683, les inquiétudes de Sapieha au sujet de la ligue. Jean III, pense-t-il, compte sur la Cour de Vienne et sur le mariage de son fils avec l'archiduchesse d'Autriche pour établir l'hérédité du trône dans sa propre famille aux dépens des libertés polonaises. Rappelons en passant les promesses de fidélité jurées par ce même seigneur au roi de Pologne quelques mois auparavant et nous verrons mieux encore combien il y avait peu à compter sur la noblesse polonaise et combien fragile pouvait être le parti d'opposition tant de fois remanié. Sapieha, d'ailleurs, voulait faire payer cher son alliance et celle de ses deux frères qu'il engageait avec lui. Il chargea Morsztyn de solliciter près de Vitry une pension de 2.000 ducats pour son propre compte, pour son frère le grand général quatre mille ducats et quelque chose encore pour son autre

(1) Vitry à Louis XIV, 19 février 1683. *Walisz.* III, p. 320.

(2) Vitry à Louis XIV, 19 février 1683. *Walisz.* III, p. 321.

frère le grand écuyer. Il voulait, en plus, obtenir de Louis XIV aide et protection au cas où son alliance avec la France lui ferait perdre son crédit en Pologne et l'intervention du roi très chrétien près du Grand Electeur de Brandebourg, voisin de Lithuanie, avec qui il désirait, à ce titre, être bien (1). Moyennant quoi il se vouait de tout cœur à la France, comme il s'était voué quelques mois plus tôt, avec la même bonne foi et de moindres exigences, à Sobieski. D'autres l'imitèrent, et c'est ainsi que, malgré la défection du chevalier Lubomirski, le parti d'opposition se releva plus considérable que jamais.

L'envoyé de Brandebourg s'unit à Vitry et à Morsztyn contre Jean III et il profita même des faveurs dont il jouissait près du roi, désireux de gagner à sa cause le Grand Electeur (2), pour renseigner le parti français sur tout ce qui se passait à la Cour de Varsovie.

Contre ces adversaires acharnés, Sobieski lutta bravement, espérant la victoire et fort de l'appui venu de Rome. Barbarini l'implorait en effet au nom du Pape (3). Pallavicini l'aidait à gagner les esprits, à dissiper les fausses interprétations. Il manda à Rome, le 3 février 1683, le secret désir qu'avait la France de faire échouer les projets d'union avec l'Autriche et les inconvénients qu'il y aurait pour la Pologne à laisser l'Empereur traiter avec les Turcs (4). Dans sa lettre

(1) Vitry à Louis XIV, 5 mars 1683. Walisz. III, p. 326.

(2) De Rebenac à Louis XIV, 24 mars 1683. Archives de Prusse, vol. 20, f. 211.

(3) Ak. Um. Teki Rzymskie, vol. 94, lettre 12, 17 janvier 1683.

(4) Ak. Um. Teki Rzymskie, vol. 94, lettre 8.

du 27 février 1683, il expose le danger de la situation, comment il importe de séparer le Grand Electeur de la France, d'empêcher les agissements du grand trésorier, de gagner le Palatin de Posnanie, de dissuader la Reine de vouloir marier son fils à l'archiduchesse d'Autriche, mariage qui inquiéterait la noblesse avide de liberté et lui rendrait suspect la bonne intention du roi (1).

Ainsi le nonce du Pape jugea la situation exactement comme Jean III. Le plan de campagne qu'il trace est celui-là même lentement élaboré par le souverain polonais. De son côté, Innocent XI pressait l'Empereur et le roi d'en finir; il écrivait, le 2 février 1683, aux sénateurs polonais pour les inviter à défendre la Chrétienté de plus en plus menacée par les Turcs (2). Il envoya de nouveaux subsides et retira, au mois de janvier 1683, la pension de la reine de Suède de 12.000 écus pour la donner à l'Empereur. Il lui promettait en outre 200.000 écus et d'autres sommes encore (3).

Une entente tacite commençait d'ailleurs à s'établir entre Léopold et Jean III, unis par les mêmes intérêts, aidés des mêmes secours. Le résident de l'Empereur travaillait pour le roi dans la mesure du possible; il l'avait mis en possession, nous l'avons vu, de certaines lettres ne laissant aucune incertitude sur le commerce

(1) Ak. Um., vol. 94, lettre 16, 27 février 1683.

(2) Arch. Czart., vol. 179, f. 377.

(3) Michaud: Louis XIV et Innocent XI, t. II, p. 54.

de Du Vernay-Boucault et de Tekely; il faisait sans doute surveiller les agents français en Pologne par des subalternes gagnés à prix d'argent, comme nous le donne à supposer la longue liste des dépenses relatives aux années 1681-82 et envoyée par Zierowski à Vienne. Nous y trouvons en effet énumérées les sommes minimales distribuées un peu partout à de petites gens bien renseignées. A la vérité, le résident donnait peu, beaucoup moins que les envoyés de Louis XIV, nous dit-il, en tout pas plus que 17.360 fl. du mois de septembre 1681 à la fin de l'année 1682, y compris ses propres dépenses (1). Mais il ne s'adressait pas encore, comme Vitry et Morsztyn, aux grands seigneurs, il réglait ses services sur ses moyens et il n'en secondait pas pour cela moins la politique de Jean III. Le comte de Wallenstein se chargea de compléter l'œuvre du Résident, et le parti autrichien qu'il formera en grande partie avec les débris du parti français sera, nous le verrons, d'un puissant secours pour Jean III.

Ce dernier, à l'heure où nous sommes, fait ses préparatifs en vue de la grande action qui approche : il achève de se renseigner sur la politique française ; il complète son dossier de lettres compromettantes pour Vitry, Morsztyn et les grands du Royaume. Vitry, en effet, se plaint à Jean et Daniel Formont, banquiers français à Dantzig, le 9 et le 12 janvier 1683, de ce que l'on dévalise ses courriers l'un après l'autre, de

(1) Kluczycki: *Acta historica*, p. 13.

sorte qu'il finit par ne plus rien recevoir.. « Je vous supplie, écrit-il à Dantzig, de me mander si vous en aviez reçu de plus fraîches pour moi, et si vous ne les aviez envoyés par Königsberg et combien de fois. On a pris aussi mes deux paquets que je vous adressais d'ici le 6 et le 9 du mois... (1). » On apprend de même par une lettre écrite par Sebbeville à Vitry qu'il était averti par de Rebenac qu'on avait pris des mesures aussi bien à la Cour de Vienne qu'à celle de Varsovie d'arrêter toutes les lettres que Vitry pourrait envoyer (2). Ce dernier apprend le 5 mars à Louis XIV l'enlèvement de trois nouveaux courriers venus de Brandebourg et d'une lettre du grand trésorier écrite en chiffres au sieur de Callières, son agent à Paris (3). Lettre fatale pour Morsztyn et précieuse pour le roi, qu'elle décide à agir. Remarquons en passant avec quelle méthode et quelle patience Jean III s'achemine vers son but. Il laisse se renouer les intrigues autour des chefs de l'opposition, il ne prodigue pas les reproches et les menaces à cette ingrate noblesse qu'il vient de favoriser. Non; il laisse faire et pourtant il sait tout puisqu'il a des lettres en mains. Il sait la défection du Palatin de Russie, son entente avec Morsztyn et Vitry, les promesses de Louis XIV. Mais peu lui importe. Il vise Morsztyn. Il ne l'attaque pas en tant qu'ennemi personnel, de même qu'il ne l'accablera pas

(1) Kluczycki: *Acta historica*, p. 40.

(2) A. E. Vienne, vol. 54. Sebbeville à Vitry, 7 avril 1683.

(3) Vitry à L. XIV, 5 mars 1683. *Walisz.* III, p. 328.

pour se venger de lui. Le roi pardonnera à tous les autres, c'est-à-dire à des amis plus intimes, plus près de lui que ne l'était le grand trésorier et pourtant plus ingrats. Dans cette lutte suprême, les intérêts privés du souverain cèdent à son patriotisme. C'est pour le bien de l'Etat, pour hâter la conclusion de la ligue qu'il entreprend le procès de Morsztyn, ce procès longuement préparé et poursuivi avec acharnement. Le grand trésorier réduit à l'impuissance, c'est en effet le parti tout entier de l'opposition qui s'écroule, et le roi le sait bien. Il le sait plus fin et plus adroit que les autres, il vient de le prouver une fois de plus en renouant de nouvelles intrigues.

Néanmoins le roi s'engage prudemment. Il fait appeler Wladyslaw Morsztyn, parent du grand trésorier et, tout en l'assurant de son indulgence et que Morsztyn ne serait appelé à comparaître que devant un conseil privé formé de quatre sénateurs, de parents et d'amis, il blâme hautement la conduite du grand trésorier (1). Mais quand ce dernier arriva à l'audience, il trouva la reine et douze sénateurs assemblés comme pour lui faire un procès. Le roi, implacable, l'accusa du crime de lèse-majesté et de vouloir lui ravir le trône de son vivant au profit du Palatin de Russie. Tirant une lettre de sa poche, Jean III dit au grand trésorier d'aller quérir son chiffre pour se justifier publiquement. Morsztyn refusa de le faire devant l'Assemblée

(1) Vitry à L. XIV, le 5 mars 1683. Walisz. III, p. 328.

Sobieski exagérait à dessein l'importance d'une phrase imprudemment écrite. Il savait très bien que Morsztyn ne songeait pas à le détrôner et que les promesses faites au Palatin n'étaient qu'un moyen de séduction répondant à l'ambition de Jablonowski. Mais il fallait à tout prix ruiner le prestige du grand trésorier, lui aliéner l'opinion et pour cela inventer un crime autre que celui de s'être allié aux amis de la France contre le roi.

Dans le compte rendu de la Diète de 1683, nous lisons qu'au lendemain de l'audience le grand trésorier vint trouver Jean III pour implorer sa grâce et son pardon, qu'il le supplia que ses lettres ne fussent pas lues devant le Sénat, mais que le souverain tint bon (1). Il voulait en effet donner au procès un éclat retentissant. C'était un moyen de faire sentir son autorité à la noblesse attentive, de se la rallier dans un même sentiment d'indignation et d'effrayer tous ceux qui pourraient avoir le désir secret de renouer de nouvelles intrigues. L'opinion servit à souhait le roi. Quand Morsztyn arriva devant le Sénat pour se justifier, il fut accueilli par des huées, comme un traître... « En vérité, Sire, écrit Vitry à Louis XIV dans sa lettre du 5 mars, l'on peut dire que le grand trésorier se voit dans un terrible état, où il a à appréhender que ses meilleurs amis mêmes n'aient pas la force de le soutenir, le roi de Pologne l'accusant lui-même d'un attentat, dans la crainte d'en paraître en quelque sorte

(1) Arch. Czart., vol. 179, p. 317. *Diarium Comitiorum* de 1683.

complices. Je tâcherai d'assurer autant qu'il me sera possible les partisans de la France et je supplie Votre Majesté d'être bien persuadée que je serai alerte autant que le mérite la conjoncture présente des affaires... (1). »

Mais le parti d'opposition n'existait déjà plus, malgré la bonne entente de la famille Sapieha et de Louis XIV, malgré la pension de 2.000 écus avancée au Palatin de Posnanie et les promesses du grand général Jablonowski (2). Le roi, encouragé par ses premiers succès, redoubla d'énergie pour achever de séduire la noblesse, ou plutôt pour l'effrayer. Il fit répandre le bruit de l'audience où venait de comparaître Morsztyn, il acheva de discréditer Vitry, il multiplia les appels à la nation polonaise. Le roi craignait malgré tout la rupture de la Diète et il pouvait craindre, vu l'inconstance de sa noblesse et la ténacité de Vitry. Il déclencha donc la terreur en faisant déclarer à tous son intention de convoquer l'arrière-ban du royaume contre les auteurs d'une telle rupture, si préjudiciable aux intérêts de la patrie. « ...Un moyen que le roi de Pologne trouva pour étonner ceux qui voudraient s'opposer à cette ligue, écrit Vitry, c'a été de déclarer hautement que, comme il croyait que la Diète se pourrait rompre, il ne fallait pas que ceux qui y auraient eu part pussent espérer en être quittes; que si cela arrivait, il était résolu de convoquer l'arrière-ban,

(1) Vitry à L. XIV, 13 mars 1683. *Walisz.* III, p. 335.

(2) Vitry à L. XIV, 5 mars 1683. *Walisz.* III, p. 329.

et à la tête de toute la noblesse de Pologne, faire juger et condamner ceux que l'on saurait être capables de la rupture de la Diète et d'avoir empêché par un si pernicieux moyen les bonnes résolutions que l'on aurait pu prendre pour le salut de la Pologne contre l'ennemi commun de la Chrétienté... (1). »

Vitry réclamait une audience. Le roi le faisait attendre, la décision de plusieurs évêques occupés à examiner son cas n'étant pas prise. L'ambassadeur finit néanmoins par être convoqué devant une assemblée composée d'une douzaine de sénateurs. « ...Là, dit-il, l'évêque de Varmie, prenant la parole, dit que le roi de Pologne lui avait fait voir, conjointement avec deux autres témoins qui étaient là présents, des preuves par écrit qui ne laissaient aucun lieu de douter que j'eusse écrit à Votre Majesté en faveur du Palatin de Russie pour l'élever à la Couronne, tirées de mes propres lettres; que de plus l'on y voit encore que j'avais marqué à Votre Majesté plusieurs choses fort offensantes et très préjudiciables à sa réputation... (2). »

Vitry n'attendit pas la fin de l'audience. Il se retira sous prétexte qu'il n'avait à rendre compte de ses actions qu'à Louis XIV (3). Mais il écrivit au roi de France une longue lettre où il lui rapportait les accusations terribles lancées contre le grand trésorier et plusieurs seigneurs coupables envers le roi et la Répu-

(1) Vitry à L. XIV, 13 mars 1683. Walisz. III, p. 336-37.

(2) Vitry à L. XIV, 19 mars 1683. Walisz. III, p. 338.

(3) Vitry à L. XIV, 19 mars 1683, et A. E. Prusse, Rebenac à L. XIV, 27 mars 1683, vol. 20, f. 220 à 222.

blique. Jean III répéta pour Vitry ce qu'il avait fait pour Morsztyn. Il exagéra à dessein l'importance de ses lettres afin de discréditer l'ambassadeur devant l'opinion et d'effrayer le Palatin de Posnanie, les Sapieha, bref tous ceux dont les noms figuraient dans la correspondance interceptée (1). Grande devint en effet la terreur des nobles polonais. « ...Ils n'ont d'audace que loin du roi, mais près de lui ils n'osent rien... (2). » Et, vers la fin de la lettre : « ... Die franzosiche Partei ist jetzt ganz herunter. Einige haben dem Gesandten schon sagen lassen dass Sie kein Geld mehr von Frankreich annehmen vollen... Den Kaufleuten allein ist bei Lebens-Straffe verboten dem franzosischen Ambassadeur ohne expresse Erlaubniss des Königs kein Geld zu zahlen... », écrit le 19 mars 1683 à l'Electeur de Brandebourg son envoyé Von Crockow. Grande fut aussi l'indignation de l'assemblée contre les prétendus coupables du crime de lèse-majesté. Ils approuvèrent les violences du roi contre Morsztyn, ils le décidèrent à entamer une procédure illégale, eux si attachés à leurs droits (3). Remarquons avec Vitry le prestige exercé par Sobieski sur son peuple et l'autorité qu'il avait su gagner. Pour rentrer en faveur et se faire pardonner, les anciens partisans de la France se tour-

(1) Vitry à L. XIV, 19 mars 1683. *Walisz*, III, p. 340.

(2) Crockow à l'Electeur de Brandebourg. *Walisz*, III, p. 342.

(3) Kluczycki : *Acta historica*. Relation de Pallavicini du 21 mars 1683.

nent vers l'Autriche et Wallenstein, les uns avant la conclusion de la ligue, les autres avant la fin de la Diète. C'est ainsi que la relation des ambassadeurs autrichiens à la Cour de Pologne mentionne le chevalier Lubomirski, puis le grand maréchal, qui s'adonne à l'Empire moyennant une pension de 6.000 ducats; les deux frères Potocki qui se contenteraient de 3 ou 4 mille ducats; enfin le Palatin de Russie, qui sollicitait de l'ambassadeur une pension de 4.000 ducats. D'autres seigneurs moins puissants se donnèrent à l'Autriche et les 20.000 florins envoyés à Wallenstein par la Cour de Vienne ne surent satisfaire toutes les exigences (1).

C'est ainsi que Jean III, en ruinant le parti français, en terrifiant les rebelles, provoqua le rapprochement de la noblesse et de l'Empire, rapprochement qui devait aider la conclusion de la ligue. Léopold, de son côté, espère de plus en plus en la Pologne à l'égard de ses ennemis et, à l'exemple de Sobieski, l'Empereur va droit au but. Il rompt ouvertement avec Tekely et, dans un manifeste aux Hongrois, il les adjure d'abandonner le parti des rebelles s'ils ne veulent pas être déclarés ennemis de la patrie. Il les exhorte à rentrer dans le devoir pour recouvrer leurs églises et leurs charges (2). Du côté de la France, il renonce à cette paix éternelle que lui propose Louis XIV pour le séparer

(1) Kluczycki, *Acta historica*. Extrait de la relation des ambassadeurs autrichiens du 17 mars 1683.

(2) A. E. Autriche, vol. 55. Lettre du Résident palatin, 21 mars 1683, f. 113.

à jamais de l'Espagne et l'exclure de l'Italie (1). Une lettre du ministre de Ceil nous apprend enfin que l'on étudie à Vienne un projet de ligue avec la Pologne, que l'« on a agréé tous les points proposés de la part de cette Couronne, de sorte qu'on ne peut plus douter de la conclusion de cette alliance » (2). Le même ministre écrivit aussi, le 1^{er} mars, que le Pape envoya à Vienne 100.000 ducats (3), et, le 21 mars, que l'Empereur offrit à Jean III 300.000 écus donnés à Rome pour commencer les levées de troupes en Pologne (4).

Ainsi les exhortations et les subsides d'Innocent XI aidèrent le rapprochement définitif de l'Empereur et du roi, tandis que l'imminence du péril faisait naître la bonne volonté de tous. Les Turcs, en effet, devenaient de plus en plus menaçants. Ils soutenaient ouvertement les révoltes hongroises; l'internonce de l'Empereur, Caprara, envoyé à la Cour ottomane, se heurtait à leurs exigences sans nom et le grand-vizir lui avait déclaré qu'on « exécuterait les prétentions de la Porte le sabre à la main » (5).

Jean III, dans le courant du mois de mars, rompit ouvertement avec la Cour ottomane. Il refusa l'audience d'un chians venu de Constantinople de la part du grand-vizir et le passage nécessaire à 20.000 Tartares envoyés en Silésie (6).

(1) A. E. Autriche, vol. 55. Let. du Min. de Ceil, 25 mars 1683, f. 120.

(2) A. E. Autriche, vol. 55. Let. du Min. de Ceil, 25 mars 1683, f. 121.

(3) A. E. Autriche, vol. 55. Let. du Min. de Ceil, 4 mars 1683, f. 94.

(4) A. E. Autriche, vol. 55. Let. du Min. de Ceil, 21 mars 1683, f. 113 et 114.

(5) A. E. Autriche, vol. 55. Let. du Min. de Ceil, 28 février 1683, f. 83.

(6) Arch. Czart., vol. n° 9. *Diarium Comitiorum* de 1683, et A. E. Vienne, vol. 55. Le Résident Palatin, le 28 mars et le 11 avril 1683.

De tous côtés, à l'heure où nous sommes, Sobieski déploie une activité surprenante. L'Empereur vaincu, les Turcs humiliés, la noblesse réduite au silence, Jean III ne s'en tient pas moins sur la défensive. Il craint une revanche possible de Vitry et de Morsztyn au dernier moment, une défection de la noblesse inconstante. Il achève donc d'accabler le grand trésorier, tant pour le réduire à l'impuissance que pour entretenir l'effroi dans la noblesse. Vers la fin du mois de mars 1683, c'est-à-dire quelques jours avant la conclusion de la ligue, il oblige Morsztyn à promettre solennellement qu'il ne romprait pas la Diète, qu'il lèverait à ses frais plusieurs centaines de soldats, qu'il donnerait son chiffre avant la fin de la semaine et qu'il restituerait les bijoux d'Etat engagés pour procurer de l'argent à la Couronne. Il était finalement tenu de ne plus paraître au Sénat et de renoncer à la dignité de grand trésorier (1). Il écrivit aussi au roi de France pour l'engager à rappeler son ambassadeur qui s'employait à fomentier des discordes intestines au sein de la Pologne (2). L'archevêque de Léopol, Lipski, écrivit également à Louis XIV, au nom du Sénat, dans les mêmes termes (3). Vitry, mis au courant de ces deux lettres, écrivit le 28 mars au roi de France pour se plaindre de l'hostilité qu'il rencontrait à la Cour de Varsovie et pour l'informer d'une nouvelle Constitution

(1) Arch. Czart., vol. 179. Lettre de Jean III, du 3 mai 1683.

(2) Jean III à L. XIV, 20 mars 1683. Walisz. III, p. 342.

(3) L'archevêque de Léopol à L. XIV, 20 mars 1683. Walisz. III, p. 343.

proposée à la Diète et qui a passé tout d'une voix :
« ...Tout ambassadeur ou ministre étranger, hors les Diètes, ne pourra être que six semaines en Pologne pour y faire des propositions dont il sera chargé, pour négocier sur cela et en avoir réponse ; que, dans le temps des Diètes, il sera permis à tous les ambassadeurs et ministres étrangers de demeurer aux lieux où elles se tiendront, trois semaines avant qu'elles commencent, le temps qu'elles dureront et trois semaines après, passé lequel terme ils seront obligés de se retirer... (1). »

S'étant ainsi assuré par des mesures préventives la tranquillité au sein de son propre royaume, Sobieski agit de concert avec l'Empereur au sujet de levées de troupes avant même la conclusion de la ligue. Cette question de l'armement, si délicate à régler en Pologne, vu l'égoïsme local des grands et des petits, en soulevait une autre plus épineuse encore, celle des subsides. La République était pauvre ; l'Empereur ne l'était pas moins, et Vitry, dans sa lettre du 28 mars, s'empresse pour dire à Louis XIV : « ... L'on est encore sur l'établissement des contributions par chaque palatinat et les moyens, après les levées faites, de pouvoir faire subsister un si grand corps de troupes aux dépens d'un royaume aussi dépourvu d'argent que celui-ci, qui sont deux points sur lesquels il sera presque impossible de se pouvoir accorder (2). »

(1) V. à L. XIV, 28 mars 1683. Walisz. III, p. 344.

(2) V. à L. XIV, 28 mars 1683. Walisz. III, p. 346-47.

La bonne volonté de l'Empereur, qui promit d'expédier en Hongrie 60.000 hommes et d'aider la Pologne à reconstituer ses biens perdus (1), les secours venus de Rome permirent les premières ententes. Pallavicini distribua avec le consentement du roi de Pologne des brevets aux membres du Sénat par lesquels le Pape les invitait à la conclusion de la ligue sacrée. Une députation formée de 4 sénateurs et de 6 députés se rendit ensuite chez le nonce du Pape pour lui exposer l'état lamentable de la République. Pallavicini promit beaucoup, mais trop vaguement quant à la question des subsides. Le Palatin de Posnanie Grzymultowski le pressa pour savoir sur quoi de définitif la Pologne pouvait compter (2) et quels seraient les subsides accordés par le Pape. Mais malgré les difficultés que voulait encore opposer le dit Palatin la ligue aboutit le 31 mars 1683, ligue offensive et défensive entre la Pologne et l'Autriche.

Jean III désormais s'adonna entièrement aux préparatifs de la guerre et il ne lui fallut pas moins de toute son énergie pour triompher des difficultés croissantes de l'armement et du mauvais vouloir des uns et des autres... « Les difficultés paraissent plus grandes que jamais de se pouvoir mettre en état d'avoir si tôt une bonne armée sur pied, de trouver

(1) Ak. Um. Teki Rzymskie, vol. 94, lettre 18 de Varsovie à Rome, 3 mars 1683.

(2) Ak. Um. Teki Rzymskie, vol. 94, lettre 18 de Varsovie à Rome, 3 mars 1683.

les moyens de la lever et de la faire subsister... (1) », mande Vitry à Louis XIV. Jean III néanmoins ne perd pas courage. Il dépêche l'évêque de Varmie près de l'envoyé de l'Electeur de Brandebourg pour engager le dit Electeur à entrer dans l'alliance (2), et prolonge la Diète dans l'espoir que les Moscovites se décideront enfin eux aussi à entrer dans la ligue (3). Les témoignages de Pallavicini et de Krockow, envoyé de Brandebourg à la Cour de Pologne nous prouvent combien ardemment il désirait la guerre. Vitry n'en persiste pas moins à douter de la bonne foi de Sobieski.

« ...C'est pourquoi, Sire, afin de se disculper à l'égard de l'Empereur si la Diète venait à être rompue et l'alliance par là nulle, et pour faire voir au public qu'il fait tout ce qu'il dépend de lui pour le salut de la Pologne et le bien de la Chrétienté en général, il a enfin résolu de convoquer l'arrière-ban quinze jours après la rupture de la Diète en cas qu'elle arrive, et si, comme il n'y avait lieu d'en douter, ce Prince fit appeler hier au soir dans son cabinet le vice-chancelier de la Couronne et lui ordonna de dresser les universaux et de les tenir prêts pour les envoyer en toute diligence

(1) Vitry à L. XIV, 6 avril 1683. Walisz. III, p. 355.

(2) A. E. Prusse, vol. 20. Rebenac à L. XIV, 24 mars 1683, f. 211.

(3) A. E. Vienne, vol. 55. Du ministre du Ciel du 29 avril 1683.

à toute la noblesse dans chaque pays... (1). »

Vitry pourtant profite de la prolongation de la Diète pour séduire quelques sénateurs et, aidé de Krockow, décider l'un d'entre eux, qu'il ne nomme pas mais à qui il promet 1.000 ducats pour faire rompre la Diète. Au moment d'agir, ce dernier, effrayé de la promesse renouvelée par Jean III de convoquer l'arrière-ban, recule épouvanté... « disant que le nonce qu'il avait voulu employer pour cela ne pouvait se charger d'un événement pour lui aussi périlleux que celui de la rupture de la Diète... Je tente plusieurs autres endroits à même fin, aussi bien que l'ambassadeur de Brandebourg qui n'a rien oublié de son côté, auquel j'avais promis de fournir l'argent dont il serait convenu en cas qu'il se trouvât quelque nonce assez affectionné aux intérêts de Monsieur l'Electeur, son maître, pour rompre la Diète. Mais il n'a pu y parvenir... » (2).

Ainsi personne ne vint au secours de l'ambassadeur déçu, la Diète se termina dans la nuit du 17 avril, plus tôt qu'il ne l'avait prévu, et le 22 avril 1683 il écrivait à Louis XIV :

« ...Tous mes efforts ont été inutiles, et le roi de Pologne ayant trouvé le moyen d'intimider tellement les plus résolus des sénateurs et des nonces par les menaces de la convocation de la « Pospolite », qui est tout le corps de la noblesse assemblée, qu'il m'a été im-

(1) Vitry à L. XIV, 6 avril 1683. Walisz. III, p. 355.

(2) Vitry à L. XIV, 17 avril 1683. Walisz. III, p. 360.

possible, quelques offres que j'aie pu faire d'argent, de trouver un seul homme, dans toute la Diète, qui se soit voulu charger de la rompre... (1). »

Jean III triomphait par la seule force de son autorité et de son prestige moral des défiances de la République, des intrigues sans cesse renouvelées de ses ennemis, des difficultés multiples suscitées par le manque d'argent, des protestations du Palatin de Posnanie et de tous ceux qui, à la Diète, s'étaient opposés à la ligue. Il faisait ratifier cette ligue par les sénateurs assemblés et, vu la nécessité de la guerre avec les Turcs, la Diète acceptait de voir tripler les impôts et les dîmes des biens ecclésiastiques et royaux. Le roi agissait en maître, mais il dut lutter jusqu'au bout, et Pallavicini écrivait à Rome, le 18 avril: « ...On espérait finir la Diète samedi. Le danger de la rupture menaçait. De neuf heures du matin à trois heures de l'après-midi, les difficultés, craintes et agonie continuaient; le roi se dépassa lui-même; des louanges pour sa persévérance et sa patience. Il réprimandait, priait, expliquait, etc... (2). »

Malgré tout, Vitry tenait bon et même après la Diète, quand tout fut fini, il nourrit de nouveaux espoirs et de nouveaux projets. Il répétait à Louis XIV, à Sebbeville, et à M. d'Arcy, envoyé de la cour de

(1) Vitry à L. XIV, 17 avril 1683. Walisz. III, p. 361.

(2) Ak. Um. Teki Rzymkie. Pallavicini à Rome, 18 avril 1683, vol. 94.

France auprès du ministre de Ceil, que, vu l'état lamentable de la République, l'armée polonaise ne pourrait être en état d'inquiéter les Turcs avant la fin de la campagne et que l'Autriche ne pourrait, par conséquent, tirer grand avantage de la ligue avec la Pologne (1). Il espérait sans doute que l'Autriche succomberait sous les attaques des Ottomans, faute d'un secours venu à temps, et que, par conséquent, cette alliance ne pouvait être préjudiciable à Louis XIV. Vitry explique encore l'insuccès de sa politique par les menaces terrifiantes de Jean III et la persécution cruelle dont souffre le grand trésorier. « ...L'éclat que le roi de Pologne en a fait dans la Diète n'a pas laissé de produire de fâcheux effets, et la cruelle persécution que souffre le grand trésorier pour ce crime supposé a tellement étonné tous les principaux partisans de la France qu'il est certain que cela a beaucoup contribué au succès de la négociation de l'ambassadeur de Vienne... (2). »

Vitry justifiait ainsi la manière d'agir de Sobieski, son habileté, en même temps qu'il faisait ressortir le prestige étonnant de cet homme qui, sans aucun droit politique, avait su profiter des circonstances pour imposer sa volonté à tous, et, dans la liste qu'envoyèrent les ambassadeurs autrichiens à la cour de Vienne, on peut lire, outre ceux que nous avons déjà nommés, les

* (1) Vitry à Sebbeville, fin avril 1683. *Walisz.* III, p. 361, et à L. XIV, 22 avril, même page.

(2) Vitry à d'Arcy, fin avril 1683. *Walisz.* III, p. 363.

noms du palatin de Posnanie, du grand trésorier de Lithuanie Sapieha, de Sieniawski, etc..., subsidiés par l'Autriche (1).

Il est vrai que Vitry était persuadée que la Pologne ne serait jamais armée à temps pour aller au secours de l'Empereur ; mais même son dernier espoir sera déçu. Jean III, on le sait, saura se tenir prêt bien avant le mois d'octobre et arrivera juste à temps pour secourir l'Empereur et sauver la Chrétienté.

Comme nous le venons de voir dans ce chapitre, Jean III a dû lutter jusqu'au bout pour faire triompher ses idées. C'est lui surtout qui avait, en Pologne, conscience du péril ottoman et de l'intérêt qu'il y avait à s'unir à l'Autriche, et c'est aussi bien par la crainte que par la persuasion qu'il a vaincu ses ennemis du dedans. La ruine de Morsztyn, la disgrâce de Vitry, l'échec de la politique française en Pologne, voilà son œuvre personnelle, habilement conçue et fortement exécutée. L'appui venu de Rome et la bonne volonté de l'Empereur l'ont aidé à surmonter les obstacles venus du dehors et les difficultés matérielles qui s'opposaient à la guerre. Mais, ce qu'il nous faut admirer, c'est l'étonnante activité que Sobieski a su déployer en tous sens et ce prestige moral qu'il sut imposer à tous.

(1) Kluczycki: *Acta historica*, p. 99.

CONCLUSION

Presque toute l'histoire diplomatique de la France en Pologne, de 1680 à 1683, se déroule autour du parti de l'opposition. C'est au sein même de ce parti que se livre le duel entre Louis XIV et Sobieski, et que se jouent la cupidité, l'ambition de la noblesse, toutes ces passions exploitées tour à tour par le roi de France et le roi de Pologne. En suivant les fluctuations de ce parti, nous assistons aux transformations successives de l'opinion en Pologne et aux diverses étapes de cette lutte de plus en plus ouverte qu'a dû livrer Sobieski à la France avant de tenir sa guerre. C'est, d'ailleurs, vers le parti d'opposition que se concentrent toutes les espérances et tous les efforts de Louis XIV. Profondément aveuglé sur les desseins véritables de Jean III, mal renseigné par Vitry sur les choses de Pologne et sur les moyens d'action du souverain polonais, comprenant peu ce grand avantage qui consistait, pour le roi de Pologne, à distribuer les hautes charges à la noblesse lors de l'ouverture de la Diète, Louis XIV se fie exclusivement et inconsidérément au parti de l'opposition. C'est sur la noblesse qu'il agit beaucoup plus que sur

Sobieski, qu'il traite un peu à la légère et dont il ignore le vaste dessein.

Jusqu'à la rupture de la Diète de 1681, c'est le roi de France qui, par l'intermédiaire de Vitry et de l'évêque de Beauvais, travaille la noblesse. Il lui prodigue les subsidés, les promesses; il se sert du Palatin de Russie pour assurer son commerce secret avec la Transylvanie. Jean III, occupé de ses projets de guerre, des avis venus de Turquie, de l'alliance avec les Moscovites et de la nécessité d'un rapprochement avec l'Autriche, semble laisser en paix l'opinion. Néanmoins, il surveille ses ennemis. C'est pour ruiner le parti de l'opposition qu'il travaille en secret au procès de Morsztyn et qu'il se forme un dossier de lettres compromettantes pour plusieurs. De 1680 à 1681, par le fait même de la passivité apparente de Sobieski, de l'indécision de l'Autriche et de l'éloignement du péril, le parti de l'opposition est le plus sincèrement français en Pologne. A la Diète, brusque revirement, auquel s'attendait bien Jean III, mais que n'avait pas escompté Louis XIV. Lors de la distribution des grandes charges, l'amour des honneurs et la reconnaissance rallièrent à Sobieski les membres de la Diète. La rupture de la Diète de 1681, due au hasard des circonstances, ne fut pas l'œuvre du parti de l'opposition et, malgré le succès de Vitry au point de vue diplomatique, Jean III n'en sortait pas moins vainqueur et sûr de la fragilité du parti français en Pologne.

Vitry, pourtant, eut bientôt fait de rallier la

noblesse; il prodigua les subsides et les promesses; il persuada Louis XIV qu'il importait avant tout de se ménager les esprits pour la prochaine Diète, plutôt que de flatter inutilement le roi de Pologne. Et les seigneurs se laissent encore une fois séduire par l'or venu de France. Mais Jean III, cette fois, n'attendit pas la Diète pour agir; il tenait son procès en mains; il avait ses plans. Fort de l'appui de Rome et du bon vouloir de l'Autriche, conscient de l'imminence du péril, il voulut empêcher toute possibilité d'une pareille rupture, d'autant que la prochaine Diète devait être décisive et qu'il n'ignorait pas les difficultés matérielles qui s'opposaient à la guerre. C'est pour ruiner le parti d'opposition qu'il donna un tel éclat au procès de Morsztyn, c'est pour ruiner en Pologne le crédit de la France qu'il flétrit Vitry dans l'opinion publique. La noblesse, en apparence soumise à Vitry devint alors plus exigeante; elle promit fidélité à Louis XIV, mais avec des restrictions; puis, définitivement effrayée des menaces de Sobieski, elle se détacha de la France pour se rallier à l'Autriche, avant même la conclusion de l'alliance. Cette évolution du parti de l'opposition est celle-là même de l'influence royale en Pologne, et c'est au silence étonnant des membres de la Diète, qui acceptèrent de lourdes charges nécessitées par les préparatifs de la guerre, qui permirent au roi de prolonger l'assemblée pour attendre la réponse des Moscovites, c'est à ce silence que nous pouvons mesurer la force morale du souverain. Toutes les décisions de Jean III sont approuvées par la Diète.

Cette deuxième période de lutte diplomatique, qui s'étend de la rupture de la première Diète à l'année 1683, est la répétition de la première, avec cette différence que l'influence royale se substitue définitivement à l'influence française. De 1681 à 1683, mêmes intrigues qu'avant la première Diète, mêmes efforts du côté de la France pour séduire la noblesse, même avidité des seigneurs, même défection lors de la distribution des hautes charges.

Si nous ajoutons à cela que, pendant ces trois années, Sobieski fit appel aux mêmes procédés quelque peu mélodramatiques d'intimidation, qu'il cacha son jeu pendant près de deux ans; que Louis XIV, monarque très chrétien, ne put jamais avouer qu'il redoutait avant tout la guerre sainte, qu'il prodigua tour à tour ses flatteries au roi et à la noblesse, que les lettres des ambassadeurs sont pleines de contradictions, nous comprendrons tout ce qu'il y a de fastidieux et de monotone dans l'histoire diplomatique de la Pologne, de 1680 à la rupture de la Diète de 1681. La Constitution polonaise autorisait, en quelque sorte, toutes ces intrigues de la France et tous ces petits moyens dont se servait Jean III pour parer les coups qu'on portait à sa politique. Mais, dès la fin de l'année 1682, la gravité des événements, l'imminence du danger, les appels multiples venus de Rome, tout contribue à transformer ce conflit mesquin d'intérêts privés en un vaste élan patriotique et religieux, et le caractère du roi, timide au début, s'élève à la hauteur des circonstances.

Dès 1682, Jean III ne ménage plus la France. Jusqu'à cette époque, il avait évité de se poser nettement en adversaire de Louis XIV ; sans repousser ses avances, il avait répondu évasivement à ses sollicitations et s'était borné à de vagues promesses, en se refusant toujours de rien signer. Dès la deuxième moitié de l'année 1682, il fit connaître ouvertement ses projets à Louis XIV ; il réprima Vitry avec aigreur, et sans avancer encore aucun défi, il releva fièrement la tête. D'ailleurs, l'appui venu de Rome nous explique l'attitude décidée de Jean III vis-à-vis de la France. Dès 1680, le Pape entre en pourparlers avec le souverain au sujet de la guerre et sait exploiter habilement son mysticisme religieux. La cour de Rome tente de rapprocher la Pologne de l'Autriche, cette nation plutôt hostile à la République. Nous avons vu que les ressentiments de Jean III et de Marie-Casimire envers Louis XIV les aidèrent à se détacher de la France pour s'unir à Léopold, la reine poussée par son orgueil blessé, le roi par le danger turc. Néanmoins, les sympathies du roi et celles de la République allaient malgré tout vers la France et, sans la cour de Rome, Jean III, qui jusqu'à 1680 ne pensait qu'à une guerre offensive contre les Turcs et n'avait cultivé que l'alliance moscovite, ne se serait pas allié à l'Empire. C'est le Pape qui permit le rapprochement des deux nations les plus directement intéressées à la guerre ; c'est lui qui dissipa les malentendus inévitables entre la cour de Vienne et celle de Varsovie, qui fit accepter des deux côtés une alliance défensive et offensive. C'est Rome qui revêtit

Jean III d'un prestige moral; c'est Rome, enfin, qui affermit le roi de Pologne dans son rêve et lui en permet la réalisation en lui offrant les ressources matérielles dont ne pouvaient disposer ni l'Empereur, ni la République. Sans le Pape, Jean III, malgré ses bonnes intentions, ne serait peut-être arrivé à rien.

C'est seulement à partir de l'année 1682 que Sobieski se révèle. Nous l'avons vu, jusque-là, peu homme d'action, et, ce qui fait l'intérêt véritable de ces trois années de luttes diplomatiques, c'est, d'une part, le développement progressif des idées de Sobieski et son caractère moral, de l'autre, le perpétuel quiproquo qui existe entre Sobieski et les ambassadeurs français.

Nous avons vu le roi décidé à la guerre dès l'année 1680, chercher sa voie et ses moyens d'action, travailler en secret à la ruine des ennemis, ménager Louis XIV. Dès 1682, il quitte la voie des compromis et se déclare au grand jour. Il fait connaître ses intentions au roi de France, il entre en pourparlers avec l'Empereur, il obtient chez lui l'obéissance par la crainte qu'il sait inspirer. Il décide de tout à la Diète, il prolonge bravement l'Assemblée malgré les menaces d'une rupture, et c'est donc dans cette deuxième période vraiment glorieuse, où de grands intérêts se font jour, qu'il faut suivre le roi pour le connaître et l'apprécier.

C'est ce que ne surent jamais faire la France et ses ambassadeurs et, faute de rejeter des idées préconçues sur la prétendue cupidité du roi et de la reine, ils assis-

tèrent en étrangers aux grands projets qui se formaient sous leurs yeux et contre leur gré. La politique française en Pologne a flétri à jamais la mémoire de Vitry, en même temps qu'elle a mis en relief le patriotisme du souverain et son désintéressement.

ANNEXES

Les extraits de lettres insérés dans ces annexes sont postérieurs, pour la plupart, de quelques mois à l'époque traitée dans ce travail. Ils m'ont paru, néanmoins, intéressants, puisqu'ils prouvent une fois de plus, d'une part l'inconstance de la noblesse polonaise, de l'autre les intrigues que Louis XIV, aidé de cette même noblesse, voulait renouer en Pologne.

Quelques extraits de lettres de Vienne montrent l'état d'esprit de la Cour d'Autriche à cette époque. D'autres, enfin, proviennent de Venise, que l'Autriche, la Pologne et le Pape voulaient à tout prix faire entrer dans une ligue contre les Turcs.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

1^o PRUSSE, vol. 20.

Louis XIV à De Rebenac

« Versailles, le 6 mai 1683.

F. 300. — « ...Les envoyés de Danemark et de Brandebourg m'ont fait entendre que quelques Palatins et autant de la principale noblesse de Pologne ayant dessein de se réunir pour s'opposer

à celui que le roi leur maître a d'opprimer leur liberté, pouvoir (?) députer quelqu'un d'entre eux vers l'Electeur de Brandebourg pour implorer son office, et par son entremise mon assistance et ma protection. Comme j'en doute, parce qu'on ne vous parle de cette affaire au lieu où vous êtes, et qu'elle est en effet d'une très grande importance pour maintenir le Grand Electeur dans mon alliance, vous devez bien examiner quel fondement on peut faire sur ce parti de mécontents, de quelles personnes il est composé, quels sont les moyens dont ils prétendent se servir pour se conserver dans leurs libertés, et enfin à quoi se peut réduire le secours d'argent qu'ils ne manqueront pas de demander, et de quelle manière ils prétendent que la distribution s'en doive faire. Il est bon même que vous soyez informé qui je croirai les plus capables de composer ce parti et de maintenir les lois et les privilèges de la République pour y balancer l'autorité que le roi de Pologne est sur le point d'y usurper et de servir aux intérêts de la Maison d'Autriche. Ce sont :

« Premièrement, le Palatin de Russie, grand général de l'armée de Pologne, accusé par le roi et obligé, pour sa propre conservation, de se mettre à la tête de ce parti.

« Il n'y aurait pas moins de confiance à prendre au sieur Grzymultowski, Palatin de Posnanie, tant par les marques qu'il a données de sa valeur et de son attachement à mes intérêts et à ceux du Grand Electeur de Brandebourg, que par sa qualité de Palatin de Posnanie, qui lui donne le commandement de l'arrière-ban de toute la noblesse de la grande Pologne.

« Le sieur Bielinski, Palatin de Mariembourg, a aussi un très grand crédit dans la Mazovie, et je le crois, d'ailleurs, bien disposé pour mes intérêts depuis l'alliance qu'il a faite de son fils unique avec la fille du grand trésorier.

« Il y a encore : la maison Sapieha, qui a un grand crédit dans la Lithuanie et qui sont mécontents de la Cour et au nombre des accusés avec le Palatin de Russie qui pourraient bien aussi se joindre aux mécontents, et, comme l'un d'eux est général de Lithuanie, il pourrait appuyer par le crédit qu'ils ont dans les

Diètes les bonnes intentions de la noblesse de la grande Pologne et de la Mazovie et donner le bras aux résolutions des autres Palatinats.

« Je m'assure aussi que le sieur Bidzinski, qu'on appelle strasznik de la Couronne et troisième officier de l'armée, pourrait bien embrasser ce parti, étant très mécontent de la Cour de Pologne et d'ailleurs en réputation d'une grande valeur.

« Tous ceux que je viens de nommer sont assez engagés par leurs propres intérêts et par l'amour de la liberté, qui est grande en Pologne, de faire tous les efforts pour la conserver ; ainsi il y a bien apparence qu'ils n'auront pas de prix (?) à fortifier leur parti et que d'eux-mêmes, sans aucune assistance étrangère, ou tout au plus par le seul appui de l'Electeur de Brandebourg qui a un grand intérêt d'empêcher que le roi de Pologne ne se rende maître absolu et n'ait le dessein qu'il a formé depuis longtemps de reprendre sur lui la Prusse ducal, ils seront capables de réussir dans leur projet ; mais comme il importe aussi de prévenir et d'empêcher autant que possible tous les dommages que mes alliés pourraient recevoir, je pourrais bien me résoudre à continuer en Pologne les mêmes mesures que j'y ai ci-devant faites, pourvu que je fusse assuré qu'elles seraient utilement employées et que le résultat en fût tel que je le pourrais désirer. C'est ce que je voudrais tâcher de pénétrer adroitement à bien reconnaître s'il y a lieu d'espérer qu'il soit encore temps de pouvoir changer les dispositions présentes de la Pologne et de donner au roi et à la reine les mortifications qu'ils ont si bien méritées.

« Il serait cependant nécessaire que les ministres de Brandebourg prissent le soin de faire répandre adroitement dans les Palatinats quelques escortes et faire savoir à toute la noblesse polonaise tous les artifices de la reine de Pologne pour détruire leur liberté et leur ôter le plus beau droit qu'ils aient qui est celui d'élire leur roi et les entraînant insensiblement, comme elle le prétend, à établir la succession en faveur de son fils, ce qui les oblige à se tenir sur leurs gardes. La-dessus, n'y ayant

rien de plus capable chez un peuple libre comme les Polonais de ruiner de pareilles entreprises que de leur découvrir par avance et leur faire remarquer les motifs secrets de toutes les démarches qu'on fait pour y parvenir, au lieu qu'en étant pas instruits on les y conduit insensiblement, par degrés, en les irritant sur des impostures comme est celle de la prétendue conspiration. Je ne doute point que vous n'apportiez tous vos soins et toute votre adresse à bien exécuter les ordres que je vous donne sur ce sujet et à m'en rendre un bon compte sur lequel je pourrais prendre mes dernières résolutions. »

Rebenac à Louis XIV

« Berlin, 19 mai 1683.

F. 373. — « ...Pour ce qu'il regarde l'explication qu'elle veut bien me donner de ses pensées sur la Pologne, je n'y vois rien qui ne soit conforme à ce qu'on m'en a plusieurs fois dit ici : et c'est sur ces mêmes personnes que M. l'Electeur se persuade qu'on doit le plus compter pour établir un parti capable de maintenir la liberté de la République et s'opposer au dessein que le roi et la reine de Pologne ont de l'opprimer. Je ne laisserai pas, Sire, de demander à M. l'Electeur de Brandebourg un projet de ce qu'il jugera le plus nécessaire en cette rencontre. J'en examinerai tous les points, comme Votre Majesté me l'ordonne, et sur les différents rapports du sieur de Crokow et autres personnes inormées des affaires de ces pays-là,, »

F. 376. — « ...On vient, Sire, de recevoir des lettres du sieur Crokow qui mande que plusieurs sénateurs sont venus l'assurer qu'ils s'opposeraient de toutes leurs forces aux des-

seins du roi de Pologne. Ce sont les mêmes que Votre Majesté me fait l'honneur de me marquer dans sa dépêche du 6 mai. Ils n'ont pas manqué de joindre, à beaucoup d'assurances de grands services, la demande de quelque gratification qu'ils espèrent de Votre Majesté par le moyen de M. l'Electeur... »

2° AUTRICHE, vol. 53, supplément.

Du ministre de l'Empereur à M. l'évêque d'Eychstet

« Vienne, 3 décembre 1683.

« On confirme que l'ambassadeur de France en Pologne recherche le roi de Pologne, Tekely et Apaffi, pour entrer en alliance avec le roi, son maître, et qu'il leur offre pour cela des lettres de change de plusieurs millions. Mais on espère que Tekely ne laissera pas de faire son accommodement avec cette Cour.

« Cependant on ne laissa pas de se préparer en tout cas à une vigoureuse résistance, et cela d'autant plus que l'inter-nonce a mandé par la voie de Venise que le Grand Seigneur n'a pas envie de la paix ; qu'il forme pour cela de si grandes prétentions, voulant qu'avec une grande somme d'argent on lui cédât encore une bonne partie de la Haute-Hongrie, qui ne lui a pas rendu hommage ; et que pour marquer le mépris qu'il fait de la paix qu'on lui a offerte, qu'il est allé à Andrinople, et a envoyé le premier vizir à Belgrade pour y préparer toutes choses à la guerre : de sorte qu'il est bien incertain ce qui peut arriver de la négociation de la paix.

« Le baron de Walderdorf partit hier d'ici pour aller trouver les quatre Electeurs du Rhin et les inviter à un abouchement avec Sa Majesté Impériale où il s'agira sans doute de mettre la France à la raison.

« Cependant l'envoyé de cette Couronne, qui est ici, fait semblant qu'il partira bientôt d'ici et donnera cette marque d'hostilité de son maître avec cette Cour à cause du terme échu avant la déclaration de l'Empire... »

Lettre du résident de Brandebourg

« Vienne, 3 avril 1683.

Vol. 54. — « ...Cette Cour continue à se flatter d'une alliance avec la Pologne et à débiter d'impertinentes choses de ces pays-là. On en charge la France selon la coutume. La vérité est qu'on dit que cette Couronne s'oppose à l'alliance qu'on veut faire avec la Pologne. Le bruit commun est ici que l'Electeur de Bavière viendra ici dans deux ou trois semaines pour se trouver au rendez-vous qu'on a remis au 30 de ce mois. Il y en a qui croient que cela signifie le mariage avec l'archiduchesse, mais le résident de cet Electeur n'en veut encore rien avouer... »

M. de Sebbeville à Vitry

« Vienne, 1^{er} avril 1683.

« ...Il n'y a pas de sorte d'imposture, Monsieur, que l'on ne débite contre nous et M. de Morsztyn ; de peur que je n'aie des preuves pour vérifier les faussetés de ce qu'on publie, on m'arrête toutes vos lettres et je ne doute pas que toutes les miennes pour vous n'aient le même sort, ce qui me fut servi de la voie de M. de Rebenac pour nous en avertir et pour nous dire que l'on a pris des mesures ici et en Pologne pour arrêter généralement toutes nos lettres. Je crois que vous le saviez avant moi, mais cependant je ne dois pas négliger de vous le faire savoir, et vous ne devez pas différer, Monsieur, davantage à me donner par cette voie ici des instructions de tout ce que vous jugerez à propos que je doive faire ici pour rabaisser leur fierté sur ce qu'ils attendent et assurent que le roi de Pologne vous a menacé, que vous vous êtes retirés dans un couvent, qu'on vous a montré dix à douze lettres qu'on vous avait interceptées et déchiffrées à quoi vous n'aviez rien répondu, qu'un sénateur a dit à cela qu'il fallait vous traiter comme on avait autrefois traité à la Porte un ambassadeur du roi, qu'on ne souffrirait jamais plus d'ambassadeur de France en Pologne, que l'on allait faire couper la tête à M. Morsztyn à la suite du commerce qu'il avait avec vous, et beaucoup d'autres choses inutiles à vous raconter. Enfin on paraît ici très content du roi et particulièrement de la reine. C'est tout ce que je vous en puis dire, que les affaires de Hongrie vont toujours leur chemin, c'est-à-dire qu'apparemment on y veut bientôt commencer une rude campagne. »

3° VENISE, vol. 107.

Amelot à Louis XIV

« Venise, 6 février 1683.

F. 286. — « ...La grande espérance du Sénat de Venise est que le Turc fera la paix avec l'Empire, le voyant fortifié par une ligue avec la Pologne que les Autrichiens disent indubitable, et par le secours de ses autres alliés, et qu'alors Votre Majesté, voyant tant de puissances unies ensemble, sera obligée de faire une paix générale, ce qu'ils estiment la seule voie pour mettre l'Italie en sûreté. C'est là le discours du sénateur Pietro Morosini qui a beaucoup d'autorité dans le Sénat... »

Amelot à Louis XIV

« Venise, 3 avril 1683.

F. 336. — « ...Il est constant que l'on a proposé dans le Sénat de s'unir avec l'Empereur et la Pologne contre l'ennemi commun et de se lier avec eux d'une manière que l'on ne puisse point faire la paix l'un sans l'autre.

« Ce sentiment a trouvé beaucoup de partisans et ceux qui en sont les auteurs ont fait voir que c'était absolument l'intérêt de la République, laquelle, sans cela, demeurerait exposée à la fureur du Turc en cas que la ligue de l'Empereur avec la Pologne, ou quelque succès désavantageux l'obligeât à faire un accommodement ; que d'ailleurs elle pourrait sans beaucoup de frais, en augmentant son armée navale, attaquer les Turcs par mer et faire ainsi une puissante diversion : ce qui produisant un effet fort avantageux sur les alliés, elle en obtiendrait aisément les conditions nécessaires pour la sûreté. Cette proposition, Sire, pourrait bien n'être qu'une suite des négociations des ministres de l'Empereur, dans laquelle le Sénat entrerait présentement, la trouvant convenable à ses intérêts... »

Amelot à Louis XIV

« Venise, 24 avril 1683.

F. 356. — « ...Ces messieurs ne veulent point, jusqu'à présent, être dans la ligue faite entre l'Empereur et la Pologne, nonobstant les instances du comte de La Torre, dans ses deux dernières audiences. C'est donc une marque qu'ils ne veulent point rompre avec la Porte, car s'ils étaient dans ce dessein ils ne manqueraient, apparemment, de s'unir avec les puissances qui lui sont opposées... »

Amelot à Louis XIV

« Venise, 19 juin 1683.

F. 418. — « ...Je viens d'apprendre que le Sénat avait reçu avant-hier un second bref du Pape, plein de témoignages d'estime et d'affection pour la République de Venise et qui l'exhorte fortement à secourir l'Empereur contre le Grand Seigneur... »

Amelot à Louis XIV

« Venise, 31 juillet 1683.

F. 467. — « ...Quelques-uns des principaux sénateurs disaient, il y a deux jours, que si Votre Majesté, par un effort de générosité, voulait employer toutes ses forces contre le Turc, la République de Venise y joindrait volontiers ses armées, mais que autrement elle ne se déclarera point, dans la crainte d'être abandonnée et de se trouver ensuite la seule victime de la fureur du Turc... »

Amelot à Louis XIV

« Venise, 30 octobre 1683.

F. 575. — « ...Le sieur Talenti, secrétaire italien du roi de Pologne, alla mercredi au Collège, sous prétexte de remercier ces messieurs du présent qu'ils lui firent d'une chaîne d'or, à son premier passage. L'on m'a dit que dans cette audience il les avait exhortés, de la part de son maître, à entrer dans la ligue contre le Turc. La réponse a été une excuse honnête... »

Amelot à Louis XIV

« Venise, 27 novembre 1683.

F. 600. — « ...La plupart des nobles publient que l'on donne satisfaction au Pape sur l'affaire des confins de Ferrare, et qu'il ne pourra pas refuser de donner de grands secours d'argent lorsqu'il les verra engagés à une rupture avec le Turc à laquelle il les exhorte depuis si longtemps... »

Amelot à Louis XIV

« Venise 4 décembre 1683.

F. 606. — « ...Le Sénat a reçu depuis peu une grande lettre du roi de Pologne, par laquelle ce prince exhorte avec de grandes instances les Vénitiens à s'unir contre le Turc. Il menace de la colère du ciel, s'ils ne suivent pas sa volonté, en ne profitant pas de la plus belle conjoncture qui se soit présentée depuis plusieurs siècles à l'avantage de la chrétienté. Il finit en les assurant de sa part d'une ferme et constante union, et en disant qu'il attend avec une extrême impatience la conclusion de cette ligue tant désirée.

« Toutes choses semblent plus que jamais rendre cette union assurée, et l'on travaille fortement à mettre tous les moyens en œuvre... »

VU ET ADMIS A SOUTENANCE
le 4 décembre 1912.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de la Faculté de Paris,
CROISET.*

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

*Le Vice-Recteur
de l'Académie de Paris,
L. LIARD*

ERRATA

Page v, ligne 1 : Au lieu de publiés, lisez publiés.

Page 3, ligne 5 : Au lieu de Polodie, lisez Podolie.

Page 9, ligne 15 : Supprimer la phrase : Comme tel... jusqu'à com-.

Page 32, ligne 13 : Au lieu de ner, lisez aliéner.

Page 48 (note), ligne 2 : Au lieu de p. 21, lisez p. 43.

Page 50, ligne 10 (bas) : Au lieu de 16 mai, lisez 10 mai.

Page 53, (note) bas : Supprimer : une lettre, p. 54-55.

Page 70, ligne 1 (note) : Au lieu de Walisz. III, lisez Walisz. II.

Page 72, ligne 8 (bas) : Au lieu de plus accréditées, lisez des plus accréditées.

Page 84, ligne 4 (note) : Au lieu de — Polonica, lisez . — Polonica —.

Page 94, ligne 1 (note) : Au lieu de 20 juin, lisez 14 juillet.

Page 97, ligne 7 : Au lieu de cour, le chevalier, lisez couronne, le Prince.

Page 97, ligne 3 (note) : Au lieu de 7 août, lisez 14 août.

Page 114, ligne 2 (note) : Au lieu de Louis XIV, etc., lisez Mémoire du 24 novembre 1682, p. 307-308.

Page 124, lignes 8 et 9 : Au lieu de Maréchal, lisez maréchal.

Page 124, ligne 10 : Au lieu de Leszezynski, lisez Leszczynski.

Page 127, ligne 13 : Au lieu de 2 février, lisez 27 février.

Page 129, ligne 2 (note) : Au lieu de 7 avril, lisez 1^{er} avril.

TABLE DES MATIERES

	Pages
NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE	1
INTRODUCTION	1
Chapitre premier. — Les intérêts politiques de la Cour de Pologne	13
Chapitre II. — La politique de Louis XIV auprès de la Cour de Pologne.....	27
Chapitre III. — Lutte d'influences étrangères à la Cour de Pologne	33
Chapitre IV. — Lutte d'influences étrangères chez les grands du Royaume.....	65
Chapitre V. — Rome.....	91
Chapitre VI. — Préliminaires de la Diète de 1683.....	99
Chapitre VII. — La Diète de 1683.....	119
CONCLUSION	145
ANNEXES	153



